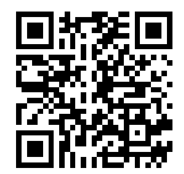
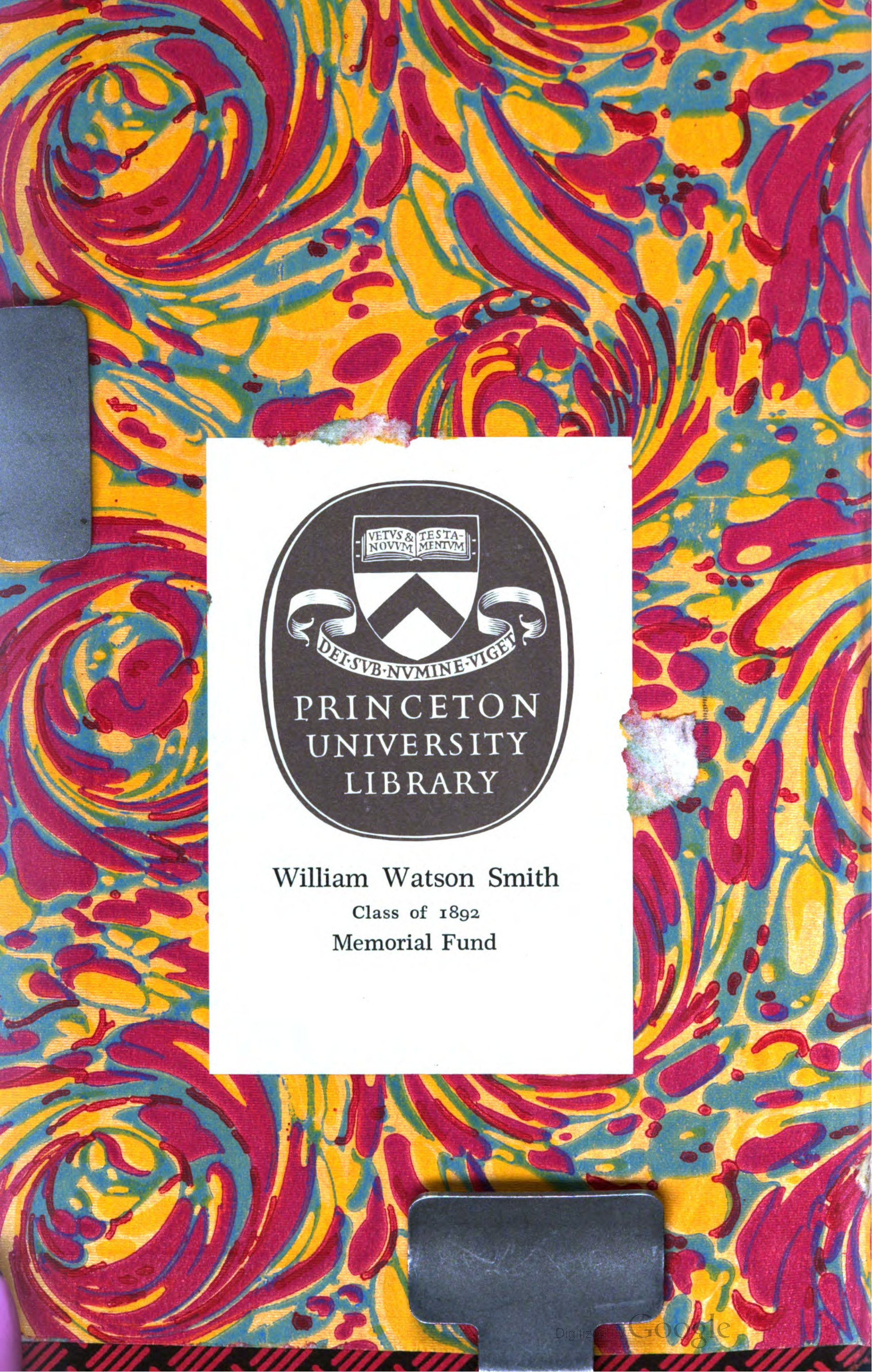



Princeton University Library
32101 066772953


VETVS & NOVVM TESTAMENTVM
DEI·SVB·NVMINE·VIGET
PRINCETON
UNIVERSITY
LIBRARY
William Watson Smith
Class of 1892
Memorial Fund



3me ÉDITION

Francesco Crispi

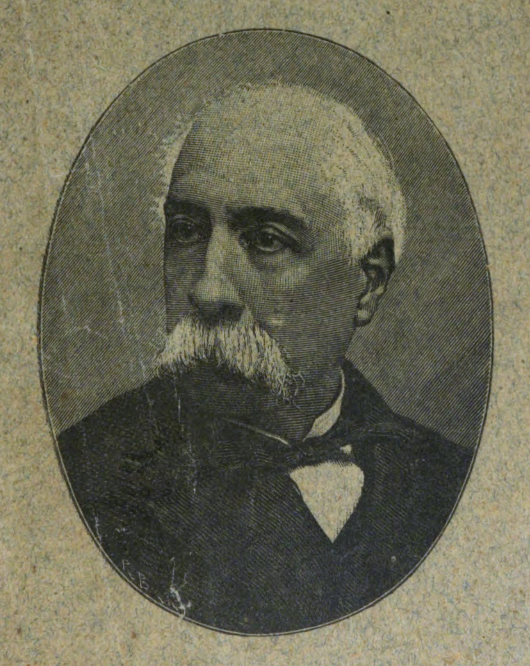
SON ŒUVRE NÉFASTE

PAR

Domenico MARGIOTTA

Docteur ès-Lettres et Philosophie

Membre de "l'ARCADIA", etc.



H. FALQUE, Editeur
Place Victor-Hugo
GRENOBLE

VICTORION, Libraire
4, rue Dupuytren, 4
PARIS

1896

10,000

Per la Biblioteca
della Benemerita Accademia
degli Arcadi
omaggio dell'Autore

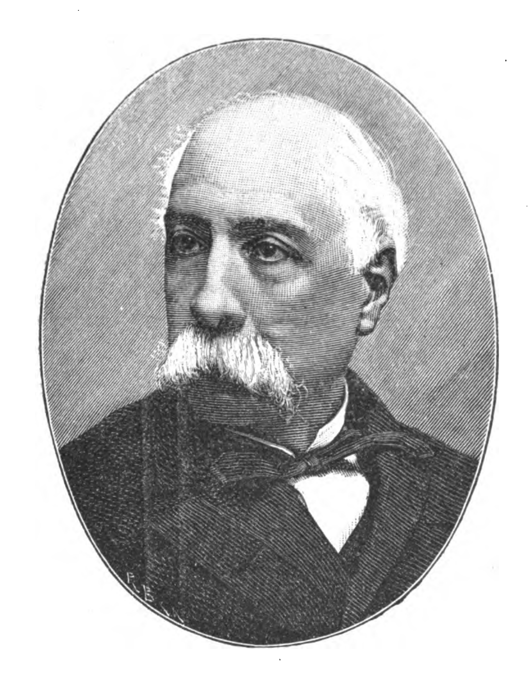
D. Margiotta

Grenoble,
6 Maggio
1896

Francesco Crispi

SON ŒUVRE NÉFASTE

GRENOBLE
IMPRIMERIE VALLIER ÉDOUARD ET Cie
rue Docteur-Mazet



FRANCESCO CRISPI
Ex-Président du Conseil d'Italie

Francesco Crispi

SON ŒUVRE NÉFASTE

PAR

Domenico MARGIOTTA

Docteur ès-Lettres et Philosophie

Membre de " l'ARCADIA ", etc.



H. FALQUE, Editeur
Place Victor-Hugo
GRENOBLE

VICTORION. Libraire
4, rue Dupuytren, 4
PARIS

1896

A LA MÉMOIRE

DES VAILLANTS SOLDATS

MASSACRÉS

EN ABYSSINIE

ET

AUX AUTRES VICTIMES

DE LA

POLITIQUE CRISPINIENNE

Décret de « l'Arcadia »

L'Académicien ENETO TISEO publie le document suivant, non dans la sotte pensée d'en tirer vanité, mais uniquement pour répondre à l'Académicien ENOTRIO ROMANO (Lisez : le sénateur Giosué Carducci, professeur à l'Université de Bologne, auteur de l'*Hymne à Satan*), qui a trahi la mission que lui imposaient les lois de l'Arcadia et prouver à ce compère des Crispi et des Lemmi que la méchanceté d'un Enotrio Romano n'atteint point Eneto Tiseo.

J'ai dit.

« C. V. C.

« **ERISTENO NASSIO**

« GARDIEN GÉNÉRAL DE L'ARCADIA

« *à l'illustre commandeur*

« Docteur DOMENICO MARGIOTTA de PALMI

« L'**Arcadia**, dans le désir d'honorer les hom-
« mes de valeur qui se recommandent par la
« supériorité de l'intelligence, une moralité irré-
« prochable et la culture des études transcen-

« dantes, et qui excellent dans les lettres, les
« sciences et la connaissance des choses,

« Sur la proposition de nos vaillants collègues
« ODENISTO ACRONIANO et LISIDE MILETEO,

« A bien voulu vous élire au nombre des
« Membres de son antique République littéraire
« et vous a décerné, suivant son constant usage
« académique, le nom de ENETO TISEO.

« L'Arcadia, en vous agréant dans le sein de sa
« communauté, a la confiance que vous maintien-
« drez jalousement l'observance de ses lois et
« appliquerez votre ardeur à faire fleurir de plus
« en plus, à la fois, la dignité des Lettres et l'hon-
« neur de l'Institut Arcadien.

« Fait à son Palais « Le Bosco Parrasio », le 6 avril 1896, an 205 de la Restauration de l'Arcadia, première année de la 52e olympiade. »

Le Gardien Général,

Signé : ERISTENO NASSIO.

(Sceau de l'Académie)

Enregistré au Vol. IX, n° 271.

CHER MONSIEUR FALQUE,

Vous m'avez demandé de composer un ouvrage sur **Crispi et sa politique néfaste** *et, pour ce, vous m'avez accordé vingt jours.*

Outre que le sujet est compliqué, vingt jours ne représentent pas même le temps nécessaire pour vous fournir une douzaine de cartes photographiques achevées ou une « terre-cuite » reproduisant les traits de ce bandit. C'est vous dire qu'avec la meilleure volonté du monde je ne vous livrerai qu'une œuvre très imparfaite.

J'espère que vous et mes lecteurs serez très indulgents, tenant compte à la fois que bien faire et faire vite se marient difficilement et que, pour mettre en relief un type renfermé, fourbe, audacieux et tout fait de duplicité, comme celui dont cet ouvrage portera le nom, il faudrait d'autres loisirs et, de votre part, une patience qui vous manque.

Tenez compte, en même temps, que le « Crispi » que vous me demandez, pour être à la hauteur du dégoût qu'il m'inspire, demanderait non pas un volume, mais une série de volumes.

Agréez, mon cher éditeur, l'assurance de ma considération très distinguée.

D. MARGIOTTA.

Grenoble, le 20 mars 1896.

A mes Lecteurs

Ainsi que mes lecteurs ont pu le voir dans la lettre que j'adresse à mon éditeur, je n'ai eu que vingt jours pour la rédaction de cet ouvrage. Ils voudront donc bien excuser le manque d'ordre et l'imperfection de mon travail et ne voir dans ce livre que le but que je me suis proposé. En même temps, je les prie de tenir pour très véridique tout ce que contient cet ouvrage. J'ai mis, du reste, un soin jaloux à ne rien avancer, ni affirmer qui ne soit l'expression exacte de la vérité. Mes documents émanent tous d'hommes de la compétence de Cavallotti, etc., ou de journaux d'une incontestable autorité tels que le *Secolo*, le *Fanfulla*, l'*Osservatore Romano*, le *Corriere Nazionale*, l'*Eco d'Italia*, le *Corriere della Sera*, l'*Opinione*, le *Figaro*, l'*Eclair*, l'*Intransigeant*, etc. C'est assez dire.



INTRODUCTION

Du sein de cette vallée pittoresque du montueux Dauphiné, berceau de la Révolution française, où chaque individu porte un cœur vibrant d'amour et de patriotisme, où l'hospitalité est cordiale et l'amitié sincère, je vous envoie mon plus sympathique salut, pauvres mères des enfants massacrés dans la sauvage Abyssinie !

Oui ! je pleure à vos pleurs, avec vous je me désole, je sens toutes les angoisses de votre âme, et, dans une explosion justifiée d'indignation, je m'associe à vos cris contre l'auteur de vos malheurs. Excusez Ménélick ! Ce n'est pas Ménélick qui est le coupable : sa cause est sainte et juste ; il combat pour sa patrie, pour son indépendance, pour ses lares. Le seul, le véritable auteur du massacre de Adoua est Francesco Crispi qui voulait, à tout prix, une victoire éclatante pour le 5 mars, afin de se présenter devant le Parlement en glorieux vengeur d'Amba-

Alagi et de Makallé. Mais il n'a eu que le 1er mars !

Vengeance ? Hélas ! la seule possible est la mise en accusation du ministère, et pour Crispi le bannissement à perpétuité, ou bien l'internement dans une maison de fous.

Les bêtes féroces, les fous furieux, les criminels obstinés doivent être mis en état de ne plus nuire à la société.

Qu'on adjuge le même sort au roi Humbert, qui a couvert, toujours, de sa protection cet être ignoble, même lorsque la partie saine d'un Parlement si dépravé s'efforçait de soulever la question morale pour renverser l'indigne ministre.

Si le peuple s'était révolté dès la première fois que Cavallotti a publiquement craché à la figure de Francesco Crispi, tous ses crimes et ses turpitudes, vous n'auriez pas aujourd'hui, pauvres mères, les yeux rougis par les larmes, ni le cœur déchiré par la douleur.

Hélas! le Parlement avait été soigneusement composé de personnes faites à l'image et ressemblance du forcené dictateur, et personne, les ardents de l'extrême gauche exceptés, n'a jamais osé lui adresser le moindre reproche, ni lui faire comprendre, bon gré mal gré, qu'il conduisait le pays à la ruine morale et matérielle.

Vous avez donc le devoir, mères italiennes, de placer dans la même balance le roi Humbert et son premier ministre ; car celui-ci, sans l'appui inexplicable de celui-là, n'aurait pas eu la hardiesse de braver si longtemps les malédictions d'un peuple appauvri, auquel, au lieu de pain, il n'a fourni que des coups de fusil et de sabre !

Mais déjà le châtiment commence,

Consolez-vous! Le faible Humbert sent que la couronne vacille sur sa tête et il a beau dire qu'il aime mieux abdiquer en faveur de son ingénu de prince de Naples, que de signer une paix honorable avec Ménélick : sa maison n'en est pas moins compromise.

« Crispi sera le fossoyeur de la monarchie de Savoie », a dit Mazzini. La prophétie va bientôt s'accomplir. Cette Maison, issue de la Révolution, s'apercevra, à ses frais, que la malédiction pèse sur elle, depuis qu'elle s'est emparée des états des princes légitimes, depuis qu'elle a mis les pieds dans une terre sacrée, par la force primant le droit. Et elle disparaîtra ! Crispi, lui, finira le reste de ses jours, poursuivi comme Caïn, par le remords d'avoir sacrifié à son ambition effrénée tant de victimes, ses frères !

Une voix intérieure lui criera désormais : « Homme avide de gloire et de popularité, tu t'es jeté dans les bras de la Révolution italienne, non par patriotisme, tu n'en as jamais eu ; mais pour t'enrichir à millions au détriment des Italiens, tes frères, et pour boire, à leurs dépens, à la coupe du bonheur matériel ; car tu as toujours pensé à toi et jamais au pays. »

Croyez que votre malheur est le mien, mères infortunées, et que mon cœur saigne avec les vôtres! Pourquoi notre terre chérie, sur laquelle le ciel répand son plus doux sourire et la nature toutes ses merveilleuses beautés, pourquoi est-elle si terriblement éprouvée? Pourquoi a-t-elle serré les liens de l'alliance avec les peuples du

Nord, oubliant son ancienne amie, son alliée naturelle : la France? Certes, ce n'est pas vous qui l'avez poussée à cet accord funeste, qui a épuisé jusqu'à ses ressources ultimes, jusqu'à ses dernières espérances, et a fait se dessécher en sa tige cette fleur de l'Europe; mais bien, Crispi, ce ministre sectaire, qui, pour se maintenir au pouvoir, a envoyé vos enfants à la boucherie. C'est donc sur lui seul que doit en peser toute la responsabilité.

Mais, maintenant qu'il est tombé, blessé à mort, dans l'arène politique, maintenant qu'il est rentré dans le néant, d'où il n'aurait jamais dû sortir, je te salue, majestueuse chaîne des Alpes! Sur tes sommets, le soldat italien et le soldat français fraterniseront, je l'espère, à la gloire des deux nations sœurs, et, à la place des canons, sur les forteresses, ils arboreront l'étendard sacré de la concorde et de l'amitié.

C'est le vœu que je forme pour le bonheur des deux pays ; c'est le plus ardent désir de mon cœur.

En attendant ce jour béni, je t'appelle de toute mon âme, union des races latines!

D. MARGIOTTA,
4, rue Lafayette.

Grenoble, le 20 mars 1896.



Francesco CRISPI

CHAPITRE I

UN CAMÉLÉON

Adversaire implacable, par essence, de Francesco Crispi et de sa dangereuse mégalomanie, dès mon entrée dans l'arène politique, je ne lui consacrerai pas un livre de haine. Je ne suis pas de ceux qui brûlent l'encens devant l'idole, tant que dure la piété des fidèles, pour en obtenir des grâces, sauf à la fouler aux pieds dès qu'elle sera renversée. Je ne lui ai jamais offert de l'encens quand il était au pouvoir : j'ai liberté complète d'action. Je vais donc juger cet homme néfaste sans la moindre rancune, mais avec toute la loyauté de l'historien impartial et honnête. Point n'est besoin de forcer la note : je ne ferai que le présenter au public sous son vrai jour, attendu que personne ne peut aujourd'hui se fier à ses

panégyristes, dont la plupart n'ont été que des plumes vendues et n'ont agi que sous son inspiration immédiate. Je connais, en Italie, un écrivain qui a fait paraître un livre ayant pour titre : *Crispi*. Mais le *brave monsieur* ne s'empêchait pas de faire voir à quelques intimes les épreuves corrigées et annotées par le premier ministre lui-même, surtout lorsqu'il s'agissait de se prodiguer les éloges les plus ronflants sur ses *titres* de gloire pour avoir pris part à toutes les campagnes pour l'unité et l'indépendance de l'Italie. Pauvre unité, pauvre indépendance !...

Crispi prétend avoir été presque partout ; il prétend que sans lui l'Italie n'aurait pas été *faite* ; il prétend avoir été l'âme de tous les mouvements insurrectionnels ; il prétend aussi avoir combattu à Calatafimi et à Palerme. Mais, le colonel Achille Majocchi, Benedetto Cairoli, Urbano Pavesi, Carlo Antongini, Missori, Stefano Canzio et quelques autres appartenant à la légion des Mille, ont toujours affirmé sur l'honneur qu'aucun d'eux n'a vu Crispi à l'attaque de Calatafimi ni de Palerme non plus. Mais procédons avec ordre.

Et d'abord qu'on me permette de commencer le récit des faits et gestes de l'ex-dictateur.

Francesco Crispi est né le 4 octobre 1819, à Ribera, petite ville de la Sicile, près de Girgenti.

Ses ancêtres n'étaient pas de la terre ardente de l'Etna ; les Crispi tirent leur origine de l'Albanie, région de la *Magna-Grecia*. Les ressources de sa famille étaient bien modestes, et Francesco n'a recueilli d'elle que la foi, c'est-à-dire la *Graeca fides* à laquelle plus tard il fut heureux d'ajouter la *perfidia punica*. Il fut envoyé faire ses études au Séminaire de Pàlerme, alors capitale de l'Ile, où sa grande piété et son habitude d'écrire des hymnes sacrées et des proses très religieuses pour toutes les principales fêtes attirèrent, sur le jeune François, la bienveillance de ses supérieurs. Il était devenu le Benjamin du Pensionnat !

Ayant obtenu la *Licenza in Belle Lettere*, il quitta le Séminaire pour suivre le cours de droit. Tout en étudiant la jurisprudence, le ver de l'ambition commença à lui ronger le cœur, et son désir de livrer son nom à la publicité grandit tous les jours. Aussi, à force de recommandations, il obtint de publier des articles dans le journal *Oreteo*. Il avait compris qu'il lui fallait capter, dès le début, les sympathies de la maison royale. C'est pourquoi toutes ses proses ne contiennent que des témoignages de son dévouement inébranlable au gouvernement légitime, que des chants de gloire en l'honneur du roi Ferdinand de Bourbon, que des apostrophes contre les ennemis de l'ordre établi.

Pour que les lecteurs aient un essai de la prose crispinienne de cette époque, je me permets de reproduire quelques passages de ses articles parus en 1840 dans le journal de Palerme *L'Oreteo*. Dans le numéro 10, page 18, 2e année, (1840), Crispi écrivait ceci : « Le gouvernement, (c'est-à-dire le roi Ferdinand de Bourbon), a exposé avec infiniment de tact son plan politique ; c'est à nous de nous y conformer, de manière qu'il en sorte son plein et entier effet. Le gouvernement vise au bien-être du peuple, et il faut que chacun de vous consacre tous ses efforts à l'aider à réaliser tous ses projets.

« Les ordres de celui qui nous gouverne (Ferdinand II); ne vous serviront à rien dans votre progrès vers le bien, si vous ne savez vous-mêmes apprécier la valeur et le but de ces ordres. »

Et à ces exaltés, à tous ces révolutionnaires, qui au lieu de lui prêter l'oreille, pensaient à créer l'unité de l'Italie, il criait : « *Malheureux! ils ont perdu le sentier de leur amélioration!* »

Au numéro 16, page 121 de l'*Oreteo* (1840), il écrivait ceci contre les éléments séditieux qu'il haïssait, alors, et contre lesquels il procédait avec brutalité : « La sagesse de celui qui nous gouverne, (Ferdinand II), fait mauvais accueil à *l'iniquité de ces inventeurs de torts et de misères,* et il s'attache à la justice. »

Au numéro 22, page 187, je trouve un poème de Crispi en l'honneur de Charles de Bourbon, le père du roi Ferdinand. Dans ce poème il rappelle le serment que le prince a prêté dans la Cathédrale de Palerme *pour le bonheur de ses sujets* et tous les actes libéraux qui ont émané de son fils et qui démontrent qu'il a été fidèle au serment paternel.

Au numéro 18, III[e] année, page 41, deuxième colonne, Crispi écrit : « La gloire de régénérer cette terre (la Sicile), était réservée aux Bourbons. »

Ces quelques extraits du journal sicilien prouvent d'une manière évidente que Crispi, avant de se ranger dans le parti de la Révolution contre Ferdinand II, a été un Bourbonien passionné.

En même temps qu'il faisait de la politique pour conquérir les grâces de ces Bourbons qu'il devait, plus tard, trahir honteusement, il étudiait avec ardeur. Il put ainsi obtenir le diplôme de docteur en droit. C'était l'an 1841. Les Pandectes et la politique ne lui avaient pas cependant fait oublier qu'il avait un cœur inflammable comme sa terre native. Mais, à cette époque-là, il n'était pas atteint de mégalomanie aiguë, et comme il ne pouvait pas élever son regard trop haut, vu son humble condition, il jeta les yeux

sur l'une des filles de son propriétaire, sur la belle Rosina Sciarra. Il se maria avec elle pour avoir de quoi vivre sans souci du lendemain. La femme, la chambre et la table, cela lui suffisait. Sa jeune femme l'aimait tendrement, avec tout le feu de ses dix-huit ans; mais la mort brisa ces liens.

Pauvre femme, partir au printemps de la vie, quand, autour de toi, tout n'était qu'un sourire de Dieu; quand tu ne voyais que des roses sur ton chemin! Mais la mort n'a pas été un malheur pour toi : en l'avenir, tu aurais souffert toutes les tortures de l'Enfer à côté d'un homme qui n'aimait que par les sens. Certes, il le prouva lorsque, quelques mois après ton départ, il jeta les yeux sur ta sœur cadette, qui en ressentit une impression si pénible, qu'elle repoussa sa demande en mariage et préféra s'enfermer dans un couvent!

Rosina morte, Crispi sentait un besoin irrésistible de verser dans un autre cœur ses tendresses de jeune homme et, après le refus de sa belle-sœur, il convola en secondes noces avec Mlle Felicita Valle, une fort jolie jeune fille de Palerme.

Il avait su conquérir si bien le cœur généreux du roi Ferdinand, que toutes les grâces qu'il demandait lui étaient aussitôt accordées. Aussi, un an seulement avant que les frères Bandiera

eussent été fusillés par les soldats du roi de Naples, pour le crime de haute trahison, et fussent morts en poussant le cri séditieux : « Vive l'Italie! », lui, Crispi, qui voulait, à tout prix, s'octroyer des diplômes de patriotisme, faisait valoir auprès du roi de Naples ses services et son dévouement et obtenait des emplois en faveur de ses amis, qui l'en récompensaient splendidement. Mais l'infortuné souverain ne savait pas que, dans le cœur de Crispi, ne vibrait d'autre corde que celle de l'égoïsme, et que cette âme de Judas se vendrait, plus tard, à la secte qui l'avait déjà condamné à mourir, par le poison, dans les plus atroces souffrances, le corps couvert de plaies où pullulait une affreuse vermine se multipliant à l'infini.

Et pour que les amis de Crispi ne disent pas que j'invente, j'en appelle à la loyauté dé Félice Cavallotti qui a en son pouvoir un acte authentique du mois de novembre 1845, dressé par le notaire Francesco Marchese, et dans lequel il est question d'emplois obtenus, moyennant finances, par le signor Crispi.

Lorsque Cavallotti voulut soulever à la Chambre la question morale pour abattre Crispi, et que la majorité composée de plats valets du dictateur a poussé les hauts cris pour défendre son criminel maître, Cavallotti, lui qui

désirait faire la lumière sur tout ce qu'il avançait contre le despote, eut l'heureuse idée d'en appeler au pays, en adressant une lettre ouverte aux *Honnêtes de tous les partis*.

Le coup porta ; la lettre de Cavallotti jeta le désarroi dans l'élément crispinien ; le pays fit entendre des cris de colère. La Reine voulait absolument fermer la porte au nez de Crispi ; mais ce dernier faisait semblant de mépriser ce qu'il appelait des calomnies, pour la bonne raison qu'il n'avait aucun argument à opposer aux accusations nettes, précises, distinctes, formulées par l'ardent député de Milan. Humbert aurait dû, dès cette époque-là, flanquer à la porte son ministre déshonorant et déshonoré ; mais Crispi menaça le roi, lui disant : « *Cousin* (1), je ne serai pas le seul à tomber ». Le roi comprit le latin, et, le lendemain, il envoyait à Crispi une lettre mielleuse pour lui dire qu'*il avait toute sa royale estime!* C'était, en quelque sorte, couvrir le ministre flétri !

Donc, je disais que l'acte notarié que Cavallotti possède est suivi du document que voici :

« *Palerme, décembre 1845.*

« Je tiens en mon pouvoir la somme de trois

(1) Crispi, étant chevalier de l'Annonciade, porte de droit le titre de cousin du roi.

cents ducats (*1275 francs*), argent du chevalier Giuseppe Vassallo Paleologo, que je m'engage à payer à M. l'avocat Francesco Crispi, si, dans l'espace de ***quatre mois, à partir de ce jour, il lui obtient une place de conseiller d'Intendance*** (aujourd'hui équivalant à conseiller de Préfecture), dans l'un des départements du Royaume des Deux-Siciles.

« L'époque fixée écoulée, sans que le royal décret d'élection soit obtenu, la susdite somme de 300 ducats sera, par moi notaire, rendue au chevalier Vassallo. M. Crispi s'engage à justifier que, dans le délai déterminé, aura eu lieu l'élection du chevalier Vassallo comme conseiller d'Intendance, et, s'il ne fait pas cela dans le même délai, je soussigné pourrai restituer à M. Vassallo les 300 ducats.

« Vu : Giuseppe VASSALLO PALEOLOGO. »

« Suit l'acte notarié du 26 décembre 1845, acte Marchese, de Palerme, ratifiant l'engagement formel mentionné plus haut, se rapportant à la somme de 300 ducats déposée par le chevalier Vassallo Paleologo, nommé ci-dessus, pour être payée à M. Crispi, en cas que, dans l'espace de quatre mois, sera réalisée la condition annoncée dans ce « *Je tiens en mon pouvoir* ».

« L'acte est en forme exécutoire et signé authentiquement par le notaire. »

Donc, le sieur Crispi avait la *spécialité* de procurer des emplois, moyennant finance : cela, Cavallotti l'a prouvé d'une manière lumineuse. Mais voici qu'un panégyriste du dictateur saute aux nues et essaye de le sauver, faisant valoir que Crispi, en tant qu'avoué, avait le droit d'intercéder en faveur de ses clients. C'était Crispi lui-même, il faut en convenir, qui parlait par la bouche de l'un de ses moutons. Mais, tout le monde comprend que ce que Crispi faisait, était une besogne malpropre, et que les personnes qui se respectent ne se prêtent pas à de pareilles spéculations.

A cet effet, qu'il me soit permis de reproduire une lettre adressée à Cavallotti, par un respectable avocat méridional, laquelle n'a pas besoin de commentaires.

9 juin 1895.

« HONORABLE MONSIEUR CAVALLOTTI,

« Le sieur Crispi calomnie la classe à laquelle j'ai l'honneur d'appartenir, alléguant dans ses justifications que — comme avoué — l'on pouvait aux temps des Bourbons prendre et exécuter des engagements pour obtenir du gouvernement des charges et des emplois. Au contraire, il nous était défendu de nous mêler dans des

affaires étrangères à notre office qui était celui de défendre les intérêts des particuliers.

« *Il est faux* que dans les ministères ou bien dans les administrations publiques on admît les plaideurs chargés de solliciter des emplois ou des offices.

« Tout était réservé à la volonté du roi auprès duquel il fallait accéder et demander des faveurs par l'intermédiaire de quelque ecclésiastique ou par l'œuvre très puissante de la police.

« Une relation avec Del Carretto ou avec Peccheneda, Ajossa, Merenda, Compagno, Maddaloni, etc., était la clef sûre pour obtenir des places. Ces gens-là retiraient de ce commerce leurs principales ressources, et, n'ayant que quelques ducats par mois d'appointements, ils possédaient pourtant des villas, des châteaux, des richesses.

« *Les intermédiaires* entre ceux-ci et le gouvernement s'occupaient de trouver les aspirants qui devaient être d'une foi inébranlable pour les Bourbons et porteurs du certificat de leur curé et de celui du directeur de la Congrégation du Saint-Esprit.

« Les solliciteurs d'affaires, ou — intrigants — *imbroglioni*, ainsi qu'on les appelait communément en ces temps-là, étendaient un immense filet, mais beaucoup de poissons échappaient,

attendu que presque toutes les charges étaient soumises à la volonté du roi, excepté pour la magistrature et pour la « Consulte » d'Etat. Toutes les chances de réussite étaient pour celui qui savait choisir un *intrigant* plus influent, dont l'œuvre était occulte et souterraine, et auquel il était absolument défendu d'entrer dans les ministères pour des recommandations de cette nature.

« Ces intrigants *faisaient ordinairement déposer les sommes* chez quelque négociant ou banquier ; ils recevaient rarement des avances. L'affaire sortait son plein et entier effet lorsque l'intrigant portait le titre ou la nomination officielle chez celui qui avait déposé la somme. Pour des contrats aussi louches, ayant lieu au moyen d'actes notariés, on courait le danger de se compromettre sérieusement sans avoir la certitude absolue de réussir.

« Les emplois qu'on parvenait à obtenir par ces intrigants étaient le plus fréquemment dans la police, dans les intendances et sous-intendances...

« Pour rester au milieu de cette fange, il fallait être bourbonien à toute épreuve, *car tout intrigant qui se fût mêlé de pareil trafic, sous le plus éloigné soupçon de libéralisme, était immédiatement emprisonné.*

« Veuillez, je vous prie, rétablir les choses et remettre l'opinion publique à sa place, car si l'un de nous avait eu l'audace de plaider de telles affaires — comme dit Crispi — notre classe l'aurait banni comme indigne...

« Croyez-moi, etc. »

Felice Cavallotti n'a pas voulu donner la signature de l'auteur de cette foudroyante lettre, pour ne pas l'exposer à la vengeance du tout puissant dictateur. Il a bien fait, car sa prudence ne pouvait pas lui conseiller de compromettre un ami qui venait de lui rendre un service remarquable, le mettant à même de jeter à la figure de l'homme fatal un nouveau reproche sanglant.

J'ai reproduit la lettre susmentionnée comme document historique tout simplement. Elle est utile aussi pour démontrer que les accusations malveillantes lancées contre le gouvernement des Bourbons n'étaient fondées que sur du sable. Ferdinand, qui était d'un caractère loyal et confiant, ignorait sûrement tous les tripotages de ces trafiquants d'emplois.

Quelque temps après son second mariage, Crispi quitta sa femme à Palerme et transporta ses pénates à Naples, rendez-vous, alors et toujours, des fortes intelligences, dans le but d'y exercer sa profession d'avocat. Le magnanime roi Ferdinand qui aimait d'un amour paternel tous ses

sujets, dont la fidélité n'était pas douteuse, combla de bienfaits de toute sorte le jeune Crispi et lui accorda directement la faveur toute spéciale de s'inscrire au barreau napolitain sans passer les examens *ad hoc* qui étaient de toute rigueur.

Un ami, c'est-à-dire un valet du glorieux dictateur, dans une biographie de Crispi veut tâcher d'amoindrir l'importance des rapports entre Crispi et le gouvernement des Bourbons ; mais il ne fait que jeter de l'huile sur le feu et donne à Cavallotti de nouveaux motifs pour asséner des coups de fouet sur l'échine du dictateur. En effet, Léone Fortis est impayable ! Il admet que Crispi a dû *demander fréquemment des audiences au roi Ferdinand pour l'exercice de sa profession*, il reconnaît que le roi *a été toujours affable et courtois envers Crispi*, ce que Crispi lui-même avoue ; mais il nie que Crispi ait obtenu des grâces spéciales de Ferdinand ou qu'il ait profité de la bienveillance royale pour solliciter des emplois pour ses amis. Et la dispense des examens donc ? et le document Vassallo Paleologo ? Il est vrai que le voleur nie toujours même quand il est pris la main dans le sac ; figurez-vous donc si Crispi ne doit pas nier avoir empoché de l'argent pour procurer des emplois !

Somme toute, selon ma manière de voir qui est

aussi la manière de voir de quiconque a du cœur, les aveux forcés de Crispi démontrent qu'il a été un ingrat, un misérable, en trahissant un roi *toujours affable et courtois envers lui.*

Mazzini, qui recevait continuellement des relations détaillées sur toutes les personnes fréquentant la cour de Naples, comprit aussitôt que le petit intrigant sicilien pouvait rendre d'éminents services à la cause de la *Jeune Italie* si l'on arrivait à en faire une recrue. Pour en venir à ses fins, il ne tarda pas à écrire à ses partisans de Naples.

La réponse que le comité napolitain de la *Jeune Italie* adressa à Mazzini disait ceci : « Rien de plus facile que d'attirer Crispi dans nos rangs. Il est ambitieux : il faudrait donc faire miroiter à ses yeux que, dans le nouvel ordre de choses, l'une des meilleures places lui sera réservée. Il est avide d'argent, il faut donc lui en donner et lui en promettre encore davantage. C'est ainsi que nous pourrons faire de Crispi un instrument aveugle de nos desseins, car tout le monde sait que le roi le comble de faveurs, et personne ne soupçonnera qu'il est un agent secret de la *Jeune Italie.* »

Mazzini a répondu : « Donnez-lui immédiatement, pour commencer, 30 mille ducats sur la caisse du comité napolitain de la Jeune Italie, qu'il se mette à l'œuvre tout de suite, car son

concours nous sera très précieux. » Faut-il dire que les ordres du chef furent exécutés ?

Ceux qui connaissent l'avarice proverbiale du décorateur de Cornélius Herz ne trouveront pas étonnant que ce soit l'or mazzinien qui l'ait converti à la nouvelle foi, ainsi que la promesse d'avoir sa part au partage de l'assiette au beurre.

J'ai trouvé la notice du rapport à Mazzini et la réponse de ce dernier dans des papiers secrets de mon grand-père, lui aussi ancien membre de la Jeune Italie dont le rôle était de révolutionner notre département. Ce rôle découvert, mon grand-père fut condamné à la peine de mort en sa qualité de chef de la conspiration; mais fort heureusement il eut le temps de se sauver sur un navire anglais en route pour Malte. Tout le monde sait que le mouvement contre les Bourbons était organisé par l'Angleterre et qu'elle tenait ses navires à la disposition des conspirateurs afin qu'ils pussent prendre le large si l'on venait à les découvrir. Mais mon grand-père a sacrifié à la politique une grande partie de sa fortune tandis que Crispi, lui, a commencé par puiser dans la caisse des vrais conspirateurs.

Donc, Crispi espionnait pour le compte du comité insurrectionnel tous les actes du roi de Naples, qui était bien loin de supposer que son

protégé venait de commettre la lâcheté de se vendre à ceux qui avaient formé le projet de le chasser du trône..

Il était en correspondance directe avec Mazzini.

Lorsque, en 1847, la révolution éclata en Calabre et à Messine, le gouvernement, qui avait en lui une confiance sans bornes, lui confia le rôle de *faire semblant* d'être du parti des insurgés et de se faufiler au milieu d'eux (pauvre gouvernement! il ignorait que depuis bien longtemps, Crispi avait suivi l'exemple de Judas!) pour espionner leurs mouvements et surprendre leurs projets, dans le but de les contrecarrer. Crispi se hâta aussitôt de communiquer à Mazzini la mission que le gouvernement venait de lui confier; Mazzini, qui avait plus besoin de ses services secrets que de son bras, tout en l'autorisant à accepter, lui donna ses instructions et formula la réponse qu'il devait donner au Roi.

Voilà comment on doit expliquer qu'en 1847 les conspirateurs furent condamnés au bagne, tandis que Crispi, lui, n'eut rien à craindre du côté de la police ; voilà aussi comment on doit expliquer le rôle qu'il a joué dans la révolution de Palerme au mois de janvier 1848. Il savait que le mouvement était préparé pour le 12 janvier ; mais comme il devait ne pas laisser soupçonner au gouverne-

2

ment qu'il était un agent secret de Mazzini, c'est sur l'ordre formel de ce dernier qu'il ne partit pas de Naples pour Palerme avec La Masa et attendit que celui-ci, Paternostro, Grammont, Buscemi et autres conspirateurs eussent remporté la victoire. Ce fut alors seulement que Crispi quitta Naples pour Palerme par le même bateau qui transportait le général envoyé par Ferdinand pour négocier la paix avec les révolutionnaires qui venaient de remporter une victoire à bon marché.

Les révolutionnaires qui n'étaient pas au courant de l'accord secret qui liait Crispi à Mazzini, ne comprenaient rien à la conduite de Crispi et le croyaient traître à leur cause, tandis que, en vérité, il n'était traître qu'à son bienfaiteur Ferdinand.

Mais bientôt la victoire des insurgés de Sicile lui fera changer de tactique : il sortira de sa réserve, et, avec l'autorisation de Mazzini, se mettra à travailler ouvertement pour le parti de la Révolution. Ce changement soudain, il le devra à la certitude que la chute des Bourbon est irrémédiable et surtout prochaine, ainsi qu'à son désir immodéré de gloire et de fortune.

Quand on entre dans la voie du crime, l'on va toujours jusqu'au bout. Crispi s'arracha sans aucuns remords à l'influence de l'astre qui allait

disparaître de l'horizon politique, de cet astre qui pendant de longues années, l'avait chauffé de ses rayons bienfaisants. L'astre avait répandu sa chaleur sur la tête d'un serpent !

Le gouvernement des Bourbons est resté désolé de la trahison inattendue de cet homme qui n'avait qu'à se louer de lui. Aussi, lorsque l'insurrection de Messine, de Catane et de Palerme fut écrasée, le nom du traître fut mis en tête de la liste de proscription dressée contre les insurgés le 11 mai 1849.

Aussitôt que Crispi put savoir qu'on allait, d'un moment à l'autre, lui mettre la main au collet, il se dit qu'il n'y avait plus qu'une chose à faire : se sauver à toutes jambes.

Voici comment M. Félix Narjoux fait le récit de la fuite de Francesco Crispi :

« Le soir de cette triste journée du 11 mai, dit-il, le soleil éclairait Palerme de ses derniers rayons; un homme du peuple sortit de la ville... Il marchait lentement, la tête baissée. Arrivé à l'extrémité du môle, il se hissa sur le parapet d'où il pouvait découvrir la ville et releva sur son front le bonnet de laine qui lui cachait la tête. Il resta longtemps absorbé, ne pouvant détacher ses yeux.....

« Il quitta le môle, puis descendit vers la mer, se mit à la nage. Une barque de pêcheurs le

guettait; elle le recueillit et, au milieu de la nuit, le mena à bord d'un bâtiment de commerce français qui le transporta à Marseille. »

Curieuse remarque : le 29 décembre 1843, le fameux Adriano Lemmi, aujourd'hui chef suprême de la Franc-Maçonnerie universelle, banquier à Rome, ami, compère et protecteur de Crispi, mais alors petit vaurien tout simplement, en quittant la Toscane, se rendit, lui aussi, à Marseille, comme si les conspirateurs politiques s'étaient cru la mission de soulever cette ville cosmopolite.

Une différence : Adriano Lemmi est resté à Marseille pour faire des dupes, pour commettre des escroqueries sans nombre, pour voler à tort et à travers. Son vol de 300 fr. au détriment du Dr Grand-Boubagne est resté célèbre et a valu à Lemmi une condamnation à un an et un jour de prison, avec dépens et contrainte par corps, et cinq ans de surveillance de la haute police à l'expiration de sa peine (1).

Crispi, lui, n'y est pas resté longtemps; Marseille n'a été pour lui qu'une demeure de peu de

(1) Les lecteurs de ce livre pourront s'en rendre compte eux mêmes, en parcourant l'un de mes précédents ouvrages : l'*Adriano Lemmi, chef suprême des francs-maçons*, où j'ai donné le dossier complet.

durée, car c'est au Piémont qu'il visait, où tous les conspirateurs trouvaient appui et protection à la cour de Charles-Albert. Et, il faut en convenir, Crispi, lui, était un véritable conspirateur, un agent de Mazzini authentique.

Crispi était alors à la fleur de la jeunesse et point laid. Constamment d'une tenue irréprochable, il passait son temps à donner la chasse aux grisettes, ne trouvant rien de mieux à faire lorsqu'il avait fini de barbouiller les quelques feuilles de papier sur lesquelles il exhalait sa colère *contre le despotisme sanguinaire de Ferdinand II.*

Tout à côté de la maison où il logeait, il avait souvent remarqué une charmante blanchisseuse, dont les grâces et la jeunesse révolutionnèrent son cœur inflammable : il songea à la courtiser. Le prétexte du linge à blanchir fut vite trouvé ; et, à partir de ce jour, la gracieuse jeune fille devint la repasseuse préférée du conspirateur. Elle aussi ne resta pas insensible quand le jeune libertin lui conta ses ardeurs ; ses visites chez lui se multiplièrent et des rapports intimes furent bientôt noués entre eux et les heures passèrent filées d'or et de soie. Elle s'appelait Rosalie Montmasson ; la Savoie était son pays. Dès lors, la jeune blanchisseuse au cœur ardent fut la fidèle compagne, l'ange consolateur de Francesco Crispi ; et, lorsque, par la force des évènements,

celui-ci quitta l'Italie et prit la route de l'exil, elle le suivit à Malte, lui donnant chaque jour davantage des preuves d'un sublime dévouement.

Crispi avait gaspillé en Italie tout l'argent que Mazzini lui avait fait remettre comme prix de sa trahison, et, aussitôt à Malte, la misère frappa à sa porte. Mais sa courageuse compagne se mit à l'œuvre. Elle était repasseuse : elle eut recours à son métier.

Elle travailla avec une énergie admirable et l'indigence disparut du jeune ménage, grâce à elle seulement, Crispi, se plaisant dans l'oisiveté, pendant que les autres exilés menaient une vie occupée, et que l'avocat Vollaro, mon compatriote calabrais, mauvaise tête ma foi, gagnait son pain en faisant le plâtrier.

Après la chute des Bourbons, tous ces patriotes pour rire qui ne voyaient, dans l'immense désordre qu'on avait le toupet d'appeler « nouvel ordre de choses », qu'un moyen de monter et enrichir leurs familles, obtinrent les places les plus enviables et siégèrent au Parlement. Vollaro fut de la partie. Elu député de Reggio-Calabria, chef-lieu de notre département, il ne cessa jamais, à la Chambre, de crier contre le Pape, de lancer ses foudres contre l'Eglise : c'était la mode !... Dieu depuis l'en a puni ! Sa fille lui a causé beaucoup de chagrins avec ses amours excentriques ;

Luigi Giffone, auquel il avait confié l'administration de ses biens, l'a ruiné : Vollaro est tombé dans la misère, en est devenu fou et maintenant vit obscur et ignoré dans un village près de Reggio-Calabre !

Mais revenons à Crispi. Un beau jour, touché par le dévouement de M[lle] Montmasson, il l'épousa religieusement. Il avait déjà oublié sa femme légitime, Felicita Valle !

Un écrivain français, peu au courant de la vie de Crispi, M. Charles Benoist, ne se gêne pas pour tourner en ridicule le mariage religieux de Crispi avec Mlle Montmasson. Et savez-vous comment il l'explique ? Ecoutez : « Et, de même qu'il (*Crispi*) s'était fait bannir de Sicile et de Piémont, il se fit bannir aussi de Malte. Avant de reprendre le cours de ses destinées errantes, il jugea de son honneur de régulariser sa situation. Mais comment faire ? Ils n'avaient pas les pièces nécessaires, et l'exil les pressait. Un ami fidèle les tira d'embarras. Il leur trouva un Jésuite *gyrovague*, c'est-à-dire un Jésuite nomade, n'appartenant à aucune maison de son ordre, un Jésuite ambulant qui consentit à les unir. »

Mais vous êtes tout à fait dans l'erreur, M. Benoist ; vous faites du roman. Le Jésuite *gyrovague* n'entre pour rien dans la cérémonie. Il est vrai que vous vous faites fort de ce que dit

M. Félix Narjoux ; mais celui-ci a été indignement trompé par Crispi qui, le 18 mai 1878, eut l'audace de lui écrire: « En 1854, je ne me suis pas marié ; à cette époque, je n'ai fait que *prendre part à une cérémonie que pendant quelque temps j'ai pu prendre au sérieux ; en réalité elle n'avait aucune valeur.* » Ces mots ne font que dévoiler la perversité d'âme du premier ministre d'Italie, aujourd'hui tombé dans la boue. Vous allez voir si le mariage a été bel et bien fait. Tenez, voici le document authentique dans son texte latin dont j'ai pu me procurer la photographie :

« Sancta Parochialis Ecclesia Florianensis « Dioecesis Malvitanae. Notum fit omnibus et « singulis per me infrascriptum Parochum et « Rectorem praelaudatae Ecclesiae Sancti Pu- « blii primi hujus Dioecesis Episcopi et Martyris « *ex libris ejusdem fuisse extractum sequentem* « *Actum* :

« Anno MDCCCLIV, die XXVII mensis De- « cembris.

« Omissis denunciantibus ex decreto Reveren- « dissimi Vicarii generalis, hujus dioecesis nullo- « que alio impedimento cognito. Admodo Rev. « Dominus doctor Aloysius Marchetti, me infras- « cripto coram Vicario Generali deleganti (qui

« quatenus opus est suam etiam apposuit dele-
« gationem) interrogavit Dominum *Franciscum*
« *Crispi*, filium legittimum et naturalem Dom.
« *Tomæ et Josephæ Genova, Panormi*, et Domi-
« nam *Rosaliam Montmasson* filiam legitimam et
« naturalem *Gasparis* et quondam *Jacobæ Pa-*
« *thaud, Savojaæ* **eorumque mutuo consensu**
« **habito**, **solemniter**, *per verba de præsenti*,
« **matrimonio conjunxit**, *præsentibus tes-*
« *tibus notis Georgio Tamajo filio quondam*
« *Felicis nec non Aloysio Dara Depetri filio*
« *Josephi.*

« In cujus rei fidem hoc manu propria sub-
« scripsi.

« Die II Januarii MDCCC LV.

(Signé) « **Johannes A. Vidal**, *parochus*. »

Eh bien ! Monsieur Benoist, qu'en dites-vous ? Pour que vous soyez mieux convaincu, trouvez bon que je vous dise aussi que la signature de l'Abbé Vidal est légalisée par le notaire Joseph Ant. Parodi, et que la signature de celui-ci est légalisée par le Consul de Sardaigne à Malte.

Voici ce que dit le Notaire :

« Le Très Révérend Abbé Monsieur Giovanni A. Vidal, curé de la Sainte Eglise paroissiale de Saint-Publius dans la *floriana* de cette île,

m'a déclaré avoir signé le présent acte de sa propre main. »

« Malte, 10 janvier 1854,

(Signé) « **Notaire** *Jos. Ant. Parodi.* »

Voici maintenant l'apostille du consul :

« Consulat de Sardaigne à Malte. »

« Vu pour la légalisation de la signature de
« M. Jos. Ant. Parodi, notaire public exerçant en
« cette île et dépendance.

« Malte, 10 janvier 1854.

Le Consul, (Signé) *Roberto Smith.*

Etes-vous maintenant convaincu, M. Benoist, que votre bonne foi a été surprise ?

Rochefort, qui est toujours très bien renseigné, écrit ceci au sujet du mariage de Crispi :

« Francesco Crispi s'était marié en 1854, avec Mlle Rosalie Montmasson, dont la conduite à son égard a été admirable. Elle avait, pendant l'exil, partagé ses misères, heureuse et fière de subvenir aux besoins domestiques par son propre travail. Elle l'avait suivi partout : à Malte, à Gênes, à Paris, endurant stoïquement toute sorte de privations. Associée à toutes ses luttes, à toutes ses campagnes, cette courageuse femme prit part avec son mari à l'expédition de Marsala. Elle

fut décorée sous le nom de Rosalie Crispi et, sous ce même nom, inscrite aussi dans le registre des pensions accordées aux survivants des Mille. Ces particularités étaient connus de Victor Emanuel qui avait beaucoup d'estime pour Rosalie Crispi et ne manquait jamais d'en demander des nouvelles à son mari. Présentée à la Princesse Marguerite, aujourd'hui Reine d'Italie, Rosalie fut vivement félicitée quand celle-ci eût aperçut sur sa poitrine la médaille des Mille. La Reine exprima le vœu que beaucoup de femmes lui ressemblassent en Italie. »

En effet, Rosalie Crispi a combattu aussi à Calatafimi ; Crispi en était absent, tandis que c'est grâce à la présence de sa femme qu'on lui a attribué des lauriers qui ne lui étaient pas dus. Et cet homme sans cœur, pour récompenser sa compagne de tant de dévouement, lui défend de porter son nom ! Voici ce qu'elle écrivait le 28 mai 1878 au ministre Cairoli : « L'homme auquel je me suis complètement dévouée dans toutes les vicissitudes de la vie... me défend même de signer du nom auquel j'ai droit par le sacrement de mariage et par un passé de 25 ans ; il m'impose de partir de Rome et de ne point élire domicile dans tous les lieux où il lui plaîra de séjourner. J'aime mieux me laisser mourir d'inanition ! »

Quelques jours après la célébration de son mariage religieux avec Rosalie Montmasson, Crispi avait été mandé à Londres par Mazzini. Il s'y était rendu, laissant à Malte sa nouvelle femme.

Que voulait Mazzini de Crispi? Mazzini avait décidé d'envoyer à Paris toute la fine fleur des révolutionnaires. Crispi fut du nombre. Aussi vint-il à Paris sous le prétexte de s'établir correspondant de journaux étrangers, mais en réalité pour être l'âme de tous les crimes, dits politiques, que Mazzini avait décrétés et qui allaient bientôt être exécutés. Ici, je cède la plume à l'*Eclair*, qui en connait long au sujet de Crispi. « Si les combinaisons de la politique, dit le journal parisien, ont fait de M. Crispi l'adversaire déterminé de la France, il ne s'ensuit point qu'il ait toujours marqué à notre pays un tel degré d'inimitié. On peut croire, au contraire, qu'il l'aima, et d'un cœur sincère, pour les satisfactions matérielles qu'il y trouva. M. Crispi fut notre hôte à Paris, alors que redoutable révolutionnaire approbateur des bombes, l'Italie l'avait expulsé.

« Un ancien ami de M. Crispi, ex-combattant des Mille, nous donne des détails qu'on va lire sur le séjour de M. Crispi chez nous.

« Il nous arriva, venant des cachots du palais Madame et ramenant de sa captivité sa blanchisseuse, Rosalie Montmasson qui avait su trouver

son cœur et le faire battre. Ce n'était pas la première venue que cette énergique et tendre Savoyarde, démocrate d'instinct, qui admirait dans son grand homme le démolisseur des monarchies. Il portait beau déjà et affectait une élégance dont elle faisait quasi tous les frais, car il ne gagnait guère, vivant de copie chichement placée au *Progrès*, moyennant 60 francs par mois.

« Ce n'était pas brillant pour faire figure à Paris, d'autant que l'orgueil fut toujours le péché capital de cet homme peu ordinaire. Rosalie veillait à tout, habile à lui procurer des relations utiles. Ce fut ainsi qu'elle établit une solide amitié, que rien n'altéra jamais, entre lui et M. Desmarest, l'avocat, vice-président de la *Société des amis de la constitution démocratique*. Par la connaissance qu'elle fit de Mme Desmarets, elle rapprocha les deux hommes: c'était le parti libéral ouvert au réfugié. On lui procura quelques travaux qu'il fit bien, car il ne boudait point sur la besogne, tôt levé et couché tard.

« Ce n'était pas qu'il s'acharnât, sous la lampe, à la résolution des problèmes sociaux ; profondément noctambule et haïssant par sobriété la brasserie, il préférait dépenser son temps dans les lieux de plaisir. Il était l'un de nos joyeux fêtards aux environs de 1856, sous le règne de la Mogador. On ne voyait que lui à la Closerie et à Ma-

bille. Toujours tiré à quatre épingles, passant pour riche et enveloppé de cet air de mystère qu'il tenait de son éducation de conspirateur.

« Cette pauvre Rosalie avait le rôle très humble des compagnes dont l'amour va jusqu'au sacrifice : elle vaquait aux soins de l'intérieur, dans les petits appartements que successivement le ménage occupa, rue de Boulogne, cité du Midi, boulevard Pigalle et en dernier lieu en ce faubourg Montmartre, qui fut cher à M. Crispi pour son bruit fiévreux.

« Ses amis, Floquet, Laurier, Desmarest, l'avaient produit dans le monde, où il ne conduisait pas la modeste Savoyarde. Il s'y montrait sous un jour très avantageux, d'une correction irréprochable, et entouré de tout son prestige orsinien. Le carbonarisme était, vous le savez, tout à fait bien porté au début de l'Empire.

« Il ne s'en tenait pas aux soirées mondaines, où raconte-t-on, il noua des intrigues dont l'unité de l'Italie n'était pas toujours le prétexte. Il s'amusa fort avec la jeunesse turbulente, où la gaieté menait le chahut. Habitué du Prado, j'ai vu souvent sa gravité céder à l'attrait d'une joie exubérante.

« Si dans ses *Mémoires*, Rigolboche était sincère, nous y retrouverions une page d'indiscrétions bien piquantes sur le grand homme qui de-

vait, un jour, promettre tant de lustre à la maison de Savoie — et se voir si complètement trahi par les circonstances. La liaison de M. Crispi et de Rigolboche n'était pas un secret; M. Desmarest se la pourrait rappeler encore, si la maladie dont il souffre lui laissait quelque répit. Il y a trois ans, un dialogue s'établit entre le ministre et l'ancien bâtonnier; ils évoquèrent leur jeunesse. La chanson des *Deux notaires* revenait à l'esprit.

« Ce lui fut un grand crève-cœur lorsqu'à l'attentat d'Orsini, en 1858, il fut inquiété. Il recevait alors l'hospitalité de M. Desmarest, qui courut chez Pietri: « Vous n'oserez pas faire cela, lui dit-il, vous ne violerez pas mon domicile pour arrêter Crispi chez moi! » Pietri répondit que sans doute Crispi était innocent, mais qu'il était trop homme de gouvernement pour ne pas approuver les mesures de précaution prises contre lui. C'était l'expulsion. Le conspirateur ne se le fit pas répéter. Il jugea prudent de partir pour Londres, mais il en eut un chagrin très vif. Il était devenu si boulevardier, il avait si complètement pris goût au noctambulisme invétéré, que M. Gromier nous disait un jour que ce ne fut qu'une fausse sortie, et que M. Crispi revint en France, mais étroitement surveillé. D'ailleurs, Napoléon III, en engageant la guerre d'Italie,

allait lui fournir l'occasion de simplifier les choses.

« Adieu Rigolboche! Closerie adieu! Il fila vers la Sicile, la souleva, prépara l'épopée des Mille, emmenant avec lui la Savoyarde plus intrépide que jamais, qui se fit cantinière et se battit à ses côtés. Le triomphe, cette fois, couronna les efforts de l'ancien conspirateur. Il secoua le joug d'une tyrannie au bénéfice d'une autre, ainsi qu'il arrive quelquefois. C'était la tyrannie de la maison de Savoie dont il salua le règne dans la fameuse brochure *Républica e Monarchia*. Il se séparait du parti républicain.

« Rosalie le désavoua — mais sans le quitter. Ce fut lui qui la quitta. Elle n'était plus à la hauteur de sa fortune, femme du peuple, fruste de manières et d'expression, sans élégance ni beauté mais franche et bonne. Il la renia comme il avait renié son drapeau, la répudia en 1872 pour convoler à nouveau tout récemment, chaque fois plus ou moins bigame.

« Maintenant, l'ancienne blanchisseuse vit dignement à Rome, dans la retraite, d'une pension de trois cents francs que lui font les anciens amis du couple parisien. Vieille, épuisée, mais fière encore, se refusant à tout scandale, qui éclabousserait son ex-mari, elle attend et elle espère. Elle disait récemment: « Crispi fera tomber la

royauté; alors, il me reviendra. Il me dira: « Tu vois bien que je suis toujours républicain, puisque la monarchie est morte par ma faute. »

« Prendre Crispi pour Machiavel! Rigolboche, eussiez-vous été capable de lui donner cette preuve d'amour? »

Ce que le journal parisien a oublié de dire, c'est que le long séjour de Crispi n'a été qu'une comédie. Mazzini lui avait donné l'ordre de se rendre utile à Orsini qui était allé à Paris sous le nom d'Alhop et que le sort avait choisi, *depuis longtemps*, pour accomplir le crime contre la personne de l'Empereur. Et en effet, Crispi fut l'un des complices secrets d'Orsini. Celui-ci n'a pas voulu dévoiler leurs noms et on n'a pu arrêter que ses principaux complices. Nous n'avons pas à oublier que beaucoup de complices s'étaient dispersés dans la foule après l'attentat, et qu'au nombre de ces derniers, il faut compter Adriano Lemmi, ami de Crispi, qui se trouvait, lui aussi à Paris, sous le nom de *James Mac-Grégore*.

Donc, expulsé par la police impériale après l'attentat d'Orsini, Crispi alla rejoindre Mazzini à Londres, où les Mazziniens tinrent conseil pour tenter un soulèvement en Sicile, contre Ferdinand II. Crispi fut désigné. Après la brusque suspension d'armes ordonnée par Napoléon III à Villafranca, Mazzini jugea que le moment d'a-

gir était arrivé. Crispi partit donc de Londres, le 16 juillet 1859, pour la Sicile, sous le nom d'*Emanuele Pareda*, sujet argentin.

Pendant plusieurs semaines, Crispi parcourut la Sicile menant la vie agitée des conspirateurs ; il donnait à ses complices les instructions nécessaires pour la fabrication des bombes ; il leur apprenait le maniement des matières explosibles, il leur faisait même des modèles de bombes avec de la terre. Il les poussait à ce travail dangereux, leur expliquant que c'était la seule arme de combat à leur disposition, et que son transport étant facile, on pouvait la dissimuler jusqu'au moment favorable.

Parmi ses complices il y avait beaucoup de gens découragés ; mais Crispi leur prêchait le soulèvement général comme moyen de salut ; il leur assurait que François II, n'ayant qu'une armée faible et ne pouvant plus compter sur aucun secours de la part de l'Autriche récemment vaincue à Magenta et à Solferino, le succès d'une insurrection générale était maintenant certain. Il allait ainsi de Messine à Catane et à Syracuse, et vice-versa ; il aurait voulu voir Palerme donner le signal de la révolution.

La police ne s'occupait guère de lui, parce que *Emanuele Pareda* était un pauvre vieux inoffensif aux cheveux gris, mal habillé, avec des lunettes bleues aux yeux.

La première série d'excursions finie, le 22 septembre Crispi retourna à Londres pour rendre compte de sa mission à Mazzini. Après quoi, eut lieu un second voyage qu'il accomplit sous le faux nom de *Toby Glivan*, sujet anglais.

Ayant été informé par Giorgio Tamajo que la date du soulèvement était fixée au 12 octobre, il partit le 6, et arriva à Messine le 11 ; mais le mouvement ne put pas être effectué, la population étant réfractaire à ces excitations. L'insurrection projetée pour le 12 octobre, rate donc tout à fait, et Crispi, considérant la partie comme perdue, se met à l'abri.

Où va-t-il ?

Il avait une envie folle de présenter ses hommages au comte de Cavour, sachant qu'il avait beaucoup à gagner dans le prochain « nouvel ordre de choses », s'il se plaçait sous la protectection du tout puissant ministre du roi de Piémont, inspirateur principal de la Révolution qui avait déjà commencé à éclater dans toute la péninsule. Pour Cavour, la Révolution n'avait d'autre but que de placer sur la tête de son minuscule roi la couronne de l'Italie unifiée.

Crispi étant en relations d'amitié avec le docteur Farini qui à ce moment gouvernait Modène, et devait sous peu annexer à son gouvernement dictatorial les Romagnes et Parme ; c'est à

lui qu'il eut recours pour être présenté au ministre avec lequel il eut un entretien.

C'est de cet entretien qu'est sortie la définitive insurrection de la Sicile, due surtout à Crispi et à Garibaldi. Je crois absolument inutile de faire ici tout au long le récit de l'expédition des Mille et des nombreux exploits des conspirateurs.

Les batailles livrées par les garibaldiens n'ont été que des batailles pour rire. L'argent a tout fait.

Les généraux du roi de Naples étaient tous des vendus, ainsi que les fonctionnaires des principales villes du royaume. Aussi, devant l'armée garibaldienne, toutes les portes s'ouvraient sans besoin de livrer bataille ; les soldats, précédés de leurs généraux, prenaient la fuite les poches gonflées d'or ; Garibaldi, avec son ramassis de soldats, entrait, glorieux et triomphant, faisant sonner toutes les cloches de la ville en signe de victoire. De victoire, oui, mais de victoire à bon marché ; ce qui est arrivé aussi à Palerme.

Quand on parle des soi-disant *Mille*, on se sent profondément indigné. Ces pauvres Mille ont été plus de trente mille ! Quelques journaux ont voulu prendre note chaque fois que l'un des Mille venait à mourir ; ils ont enregistré, jusqu'à présent, 8032 décès des légionnaires des... Mille!

Mais pourquoi ces braves Mille qui ont été si

vaillants, si héroïques, pourquoi ne vont-ils pas en Afrique, au nombre de Mille, détrôner Ménélick, précédés du sieur Crispi, lui aussi l'un des... Mille ?

Et, cependant, on a encore le courage d'appeler *Epopée* l'entreprise des Mille : on a le courage d'affubler du titre de *héros légendaire* leur condottière ! Pour être dans le vrai, il fallait l'appeler le *héros fabuleux* ; car l'entreprise des Mille n'est qu'une fable.

Laissons de côté toutes ces chimères et allons au fond des choses.

Grâce aux trahisons sans nombre, le « nouvel état de choses » arriva. Tous les galériens, tous ces gens de sac et de corde qui usurpaient la qualité de patriotes, s'assirent au grand banquet de l'Italie... une et indépendante, et mangèrent à qui mieux mieux. Crispi, lui qui avait acquis tant de titres à la reconnaissance des peuples sortis de l'*esclavage*, ne pouvait ne pas être l'un des premiers. C'est pourquoi, élu député de Palerme en 1861, dans la première législature du Parlement italien, il partit pour Turin. Mais, comme il était besogneux, ses amis politiques se réunirent et firent une collecte pour qu'il pût s'acheter des habillements et vivre dans la capitale du Piémont pendant la période de son mandat législatif. Il siégea à la gauche, c'est vrai, et

contribua à amener aux affaires le parti dit libéral. Mais sa nouvelle existence lui fit oublier ses amis des jours malheureux, et Mazzini n'exista plus pour lui.

Ceux qui ont vu Crispi à Turin, quelques mois seulement après son arrivée, témoignent qu'il était devenu fier, intraitable, sournois, et se mettait en colère si on lui rappelait ses malheurs passés. C'est que ce Crispi n'était plus le Crispi d'autrefois, on aurait dit qu'il avait gagné le gros lot tellement il était changé, tellement il menait la vie à grand train. Mais, de grâce, l'argent d'où venait-il ? Aussitôt au Parlement, Crispi s'était dit qu'il fallait absolument sortir de la misère, et s'était décidé à donner, contre espèces sonnantes, son suffrage au premier ministère qui en avait besoin pour faire voter les nouvelles lois. C'est ce que pratiquent encore de nos jours les députés sans honneur et sans conscience, les députés qui trahissent indignement la confiance de leurs électeurs. Sous tous les ministères qui se succédèrent, Crispi joua le même rôle. Il lui fallait s'enrichir coûte que coûte, et il s'enrichit vraiment, si bien que chaque fois, qu'il se rendait en Sicile, il achetait de nouvelles possessions, lui, l'ancien meurt-de-faim de Malte !

On ne savait comment s'expliquer la chose. Les badauds disaient : « la fortune lui sourit, parce

qu'il a beaucoup souffert pour la patrie »; d'autres: « tant mieux s'il devient riche ; mais, dans tous les cas, ce n'est pas avec notre argent ». D'autres, enfin, qui se croyaient plus malins, murmuraient : « Vous savez! notre Député est le plus grand avocat de Turin ; tout le monde admire son éloquence ; les clients affluent chez lui : voilà comment ses richesses augmentent de plus en plus. » Quand on répétait ces propos à Crispi, il riait, parce qu'il savait bien d'où venait l'argent.

Je ne veux pas suivre Crispi dans toutes les péripéties de sa carrière politique, ni relever une à une toutes les fausses qualités que lui ont attribuées ses panégyristes « à tant la ligne ». Je ne dois pas faire un ouvrage volumineux. Je dirai donc, en résumé, que cet homme gonflé d'orgueil et de méchanceté, en 1876, sous le ministère Depretis-Nicotera, devint Président du Parlement italien. Jadis, pour plaire à ses partisans, il se faisait fort de *déchirer cette camisole de forçat de la Monarchie de Savoie qui lui pesait sur le dos*; mais, dès qu'il eut atteint à la présidence de la Chambre, une ambition plus grande commença par le tourmenter : il visait au portefeuille. Pour cela, il lui fallait d'abord donner à la Monarchie de Savoie des gages d'un dévouement inébranlable. Quelle lâcheté n'aurait-il pas commise pour réaliser son rêve? Si on lui avait demandé de fouler

aux pieds la tête de son père ou de sa mère, croyez-vous qu'il s'y serait refusé ? Quand on s'appelle Crispi, on peut se permettre toute sorte d'infamies. Jugez donc, s'il pouvait se faire scrupule de renier ses anciens compagnons d'exil et de malheur, ses coréligionnaires républicains ! Mazzini et Garibaldi ne valaient plus rien pour lui : c'était lui, l'être supérieur, lui, lui seul qui avait *fait* l'Italie ! Et il trouva aussitôt la formule devenue célèbre : la *Monarchie nous unit* ; la *République nous divise*. Figurez-vous le nez que firent alors ses co-galériens !

Il lui fallait un journal à lui ; il fonda donc la *Riforma* que le roi soutiendra avec l'argent de sa liste civile. La guerre aux républicains était déclarée, et, comme prix de sa volte-face, il fut gratifié du grand cordon de l'ordre de la Couronne d'Italie. C'était grotesque, sans doute, de voir son bonnet phrygien changé contre un grand cordon monarchique. Quel bonheur pour le pays si, du moins, on lui avait passé ce grand cordon autour du cou !... L'Italie ne se trouverait pas aujourd'hui en proie à tous les malheurs, conséquence de sa désastreuse politique.

Résumons encore, pour arriver vite à l'essentiel. « On le vit vers cette époque, dit l'*Eclair*, courir l'Europe, dénonçant le péril ultramontain ; en réalité, travaillant pour la maison de Savoie

que la papauté pouvait menacer dans ses prétentions. Peu de temps après son retour, il entra dans le cabinet Depretis (1877), où il resta jusqu'au jour où des affaires d'ordre privé et un tant soit peu romanesques l'obligèrent à démissionner. »

Les affaires d'ordre privé, auxquelles l'*Eclair* fait ici allusion, consistaient dans le mariage civil que Crispi contracta avec Lina Barbagallo : l'indigne devenu *grand homme* avait oublié complètement la pauvre et courageuse Rosalie Montmasson dont la douleur fut inénarrable. Tout le monde à la Cour croyait que Crispi s'était marié avec la malheureuse Rosalie, non seulement religieusement mais aussi civilement.

Ce nouveau mariage avec Lina indigna toutes les âmes honnêtes ; tous les députés de la gauche et beaucoup de la droite poussèrent les plus hauts cris contre le trigame ; la presse de la péninsule flétrit comme il le fallait le ministre immoral, l'homme sans cœur, le mauvais citoyen; le roi se fâcha rouge et défendit l'accès de son palais à Crispi ; la reine, qui aimait tendrement la Montmasson, en ressentit l'impression la plus pénible et refusa absolument de recevoir à la Cour la concubine Lina que Crispi avait ramassée dans les bas fonds de Naples et qui ne valait, certes, pas la bonne et dévouée Rosalie.

Qu'il me soit permis de reproduire ici, en passant, quelques lignes du journal « l'Indépendance Belge », organe maçonnico-judaïque, qui, dans un article signé *un diplomate*, arrange très bien son ancienne idole, le sieur Crispi.

« Ceux qui le considèrent (Crispi) dit le journal belge, comme un conspirateur, ne le connaissent pas beaucoup, car, il est hors de doute, après les précises révélations de Cavallotti, que *l'ancien mari de Rosalie Montmasson* a commencé par servir avec ardeur les Bourbons de Naples. Quant à son rôle dans l'*épopée* des *mille*, sous Garibaldi, on l'a trop exagéré. S'il n'y avait pas eu à cette époque-là une Europe trop indulgente, cette expédition aurait raté, et Crispi, le premier, serait redevenu courtisan des Bourbons. On peut même ajouter que, si Garibaldi n'avait pas rencontré (laissant de côté les secours que Cavour lui a donnés avec profusion) des hommes doués d'un *grand mérite* local (*les traitres*) et de grandes vertus (*les vendus*) civiques, ainsi qu'une fraction de la haute bourgeoisie (*sectaire*), rangés tout autour de ses drapeaux *douteusement* triomphants, ce ne sont pas les théâtrales dictatures de Crispi et d'une poignée d'histrions démocrates, coupés sur le modèle de *Fra Diavolo*, qui auraient sauvé d'un choc subit l'inutile orgueil des *Mille*, débarqués malaisement. »

L'ex-pharmacien Bordone, élevé par Garibaldi au rang de général, dans le livre mensonger qu'il a consacré au nom du *grand condottiere* pour en exalter l'*héroïsme*, dit de temps à autre quelque vérité. Il ne parle que bien rarement de Crispi, qu'il appelle tout simplement l'*avocat sicilien Crispi*, mais il rend justice à la pauvre Rosalie, disant ceci, à la page 391 : « Le 4 novembre, sur la place du Château, Garibaldi remit la médaille des Mille à ses compagnons survivants de la première expédition. Ils n'étaient plus que 457, *y compris la première femme* **légitime** de M. Crispi (*Rosalie Montmasson*). »

Mais dans le livre de Bordone il n'est pas du tout question de Francesco Crispi ni à Marsala, ni à Calatafimi, ni à Misilmeri, ni à Milazzo, ni à Messine, ni à Palerme, ni à Naples. En somme, où était-il ce *grand patriote* qui a pris part à toutes les campagnes pour l'*unité* et l'*indépendance* d'Italie ? J'ai beau fouiller dans le Bordone pour savoir quelles sont les campagnes *patriotiques* du sieur Crispi, je ne trouve que les quelques indications suivantes, où il ne s'agit pas du tout de campagnes, ni de campagnards :

« Depuis quelques mois, dit Bordone, M. Crispi et Rosolino Pilo, Sicilien comme lui, avaient obtenu de Garibaldi la promesse qu'il se mettrait à la tête du mouvement révolutionnaire, si tôt

qu'il aurait éclaté dans l'île ; ils étaient tous les deux *en relations directes et suivies avec Mazzini.*

« Déjà M. Crispi s'était plusieurs fois rendu à Milan avec des lettres de Garibaldi, afin de s'entendre avec Besana, dépositaire des fonds *de la souscription au million de fusils* (*Crispi ne visait que les fonds, cela a toujours été son idéal*), au sujet de l'envoi à Gênes de l'argent et des armes. Mais, quoique tout fût prêt, le colonel Arnolfo, des carabiniers piémontais, s'était opposé au départ des armes.

« C'est en vain que M. Crispi essaya de voir à Turin le ministre Cavour (*mensonge, mensonge, mensonge!*) : celui-ci se dérobait ; et, en son absence, Farini déclarait qu'il lui était impossible de donner aucun ordre et que la question des fusils ne pouvait se traiter qu'entre Garibaldi et Cavour. Bixio, plus heureux que M. Crispi dans la mission qui lui avait été confiée, avait pu combiner, avec un employé de la société de navigation Rubattino la surprise et l'enlèvement de deux bateaux à vapeur destinés à l'expédition ; mais il faut convenir qu'à son arrivée à Gênes Garibaldi dut reconnaître qu'il ne serait aidé en rien, même tacitement, par le gouvernement (!!!).

« Cette déception (*sic*) devint une véritable douleur, lorsque, le 30 avril, arriva un télégramme du marquis d'Aste, commandant de la frégate *le*

Governolo, annonçant, de Palerme, que *tout était fini* en Sicile et que les troupes royales avaient promptement étouffé l'insurrection.

« Au moment de l'arrivée de ce télégramme dont Bixio apportait la copie, se trouvaient réunis à la villa Spinola : Medici, Simonetta, Sirtori, Besona, le fils Manin, les frères Cairoli, tous compagnons d'armes de Garibaldi accourus, à son appel, pour l'aider ou pour l'accompagner dans sa *généreuse* entreprise.

« Terrifiés par cette nouvelle et croyant que *tout était fini*, ils se disposaient à regagner chacun leurs résidences, lorsque le lendemain, ils furent appelés de nouveau à la villa Spinola.

« Ce qui motivait ce rappel, c'était une nouvelle dépêche arrivée par *voie extraordinaire* et annonçant que la révolution étouffée dans la ville s'était réfugiée et grandissait dans les montagnes.

« M. Crispi, qui avait fait plusieurs tournées en Sicile, où il s'était ménagé des moyens de correspondance avec un chiffre particulier, *avait fabriqué lui même cette dépêche*, de même que, plusieurs fois déjà, *il en avait amplifié ou modifié d'autres en les traduisant* (**toujours faussaire ce Crispi !**).

« Il faut dire que cette fois notamment, ce subterfuge servit puissamment la cause na-

tionale, car on se remit immédiatement, et avec la plus vive ardeur, à préparer l'expédition.

« Des volontaires arrivaient de tous les points de l'Italie, mais à la fin d'avril leur nombre ne s'élevait pas cependant à plus de deux cents; Garibaldi, malgré d'aussi faibles ressources et *ne croyant* qu'à demi *aux fabuleux succès de l'insurrection et aux télégrammes que M. Crispi se faisait adresser de Malte*, n'en était pas moins résolu à se rendre en Sicile... » Est-ce clair? le général (*sic*) Bordone, lui aussi reconnaît que Crispi a été un faussaire, et il l'est toujours, le pauvre homme : c'est l'une de ses *grandes vertus civiques!*

La dépêche chiffrée que Crispi *avait fabriquée lui-même contenait* ces mots: « *Sicile de nouveau soulevée*; *mouvement s'étend de proche en proche; Palerme est en armes et s'ouvrira à ses libérateurs* » Figurez-vous l'enthousiasme que la fausse dépêche souleva dans ce nid de conspirateurs! Il suffira de dire que tous à l'unanimité décidèrent de partir. Bordone se réjouit en disant que le subterfuge Crispinien servit puissamment la cause nationale! Qu'ils auraient mieux fait de laisser tranquilles ces braves Siciliens qui ne demandaient pas du tout à sortir de leur esclavage imaginaire pour rentrer dans un autre esclavage, cette fois-ci véritable, qui les a conduit à la misère la plus affreuse !

C'est le moment de dire que, lorsque les insurgés s'emparèrent de Palerme, Crispi se nomma lui-même « Secrétaire d'Etat du Gouvernement provisoire de Sicile. » Lui et le *général en chef* Ferdinand Lanza signèrent, à Palerme, une convention, le 31 mai 1860, laquelle entre autre chose établissait que :

« La Banque royale (*attention, voici le beau !*) sera **consignée** au représentant Crispi, secrétaire d'Etat, sur son reçu... » Crispi a visé toujours les banques et les coffre-forts. Consigner la banque à Crispi, sur son reçu, c'était jeter la Banque à la mer ; car un reçu de Crispi ne pouvait avoir que la plus grande valeur...!

Reprenons l'affaire du mariage avec Lina. Crispi n'était pas homme à rougir de honte, quand le roi, la reine, le Parlement, la presse tout entière se soulevèrent contre lui ; mais sa colère fut violente lorsqu'on lui imposa de donner sa démission de ministre. Ce fut alors que, se faisant fort que le mariage religieux n'est pas reconnu par les lois de l'Italie *régénérée*, il en appella au jugement des tribunaux. Il était sûr d'être renvoyé absous par les juges ; mais un tribunal plus juste, celui de l'opinion publique, l'a marqué du stigmate ineffaçable de l'infamie.

Crispi, pourtant, ne se laissa pas abattre ; il avait sa *Riforma* qui le servait à merveille, et le

pauvre Depretis, violemment attaqué, dut céder. Rendu hardi par ce premier succès, Crispi menaça le roi, la reine, tout le monde; il alla jusqu'à dire que, si la reine ne voulait pas recevoir Lina Barbagallo, il renverserait la monarchie et proclamerait la République italienne. Quand on vous sait traitre et infâme, on a peur de vous ; la cour savait que Crispi aurait poussé la vengance trop loin. Aussi le roi et la reine, en proie à la plus vive agitation d'âme, cédèrent aux exigences de Crispi, et depuis lors, Mme Lina Barbagallo, dite Mme Lina Crispi, vit s'ouvrir devant elle toutes les portes du Palais Royal et devint la dame inséparable de la reine, qui dans le fond de son cœur la haïssait et la hait encore. Crispi était tout puissant!

Dans ses violentes attaques contre le Ministère Depretis, il lui reprochait surtout de négliger les intérêts de l'Italie en Afrique et d'être *trop faible* envers la France ; il fallait, disait-il, agir énergiquement et l'écraser à cause de la Tunisie.

La *Riforma* était invariablement pleine de diatribes contre la sœur latine que Crispi, dans sa francophobie aiguë, accusait de mépriser constamment sa personne *sacrée et inviolable*, ainsi que la personne du roi Humbert et toute la nation italienne. Il lui fallait trouver des prétextes pour lancer sa bave infecte contre la France, qui ne

pouvait, certes, pas honorer cet homme indigne et disqualifié, source de malheurs et cause unique si les rapports entre les deux nations sœurs n'étaient point solides. Et il soufflait, il. soufflait, le pauvre homme, dans le feu, faisant par contre les plus grands éloges de sa chère Allemagne : il est plutôt Allemand qu'Italien. Mais quel était le crime de la France envers l'Italie pour qu'il lui eût voué tant de haine? C'est que la France, en se voyant sans cesse provoquée par Crispi et par ses organes reptiliens, ripostait en reprochant à l'Italie d'être ingrate. La France avait-elle tort, avait-elle raison? Ce qui est certain, c'est que la France, en disant cela par ses organes, ne voulait pas dire qu'elle en voulait à l'Italie, parce qu'elle sait bien que les Italiens aiment les Français comme des frères. C'est à Crispi, à Crispi seul qu'elle adressait ces reproches, et quoique Crispi représentât l'Italie, elle ne s'adressait pas à la Nation, mais à l'homme néfaste qui était au pouvoir. Je crois interpréter les sentiments de la majorité des Français, en faisant cette déclaration.

Peut-être l'Italie catholique ne peut-elle oublier que la France a laissé libre Victor Emmanuel de s'emparer de la Ville éternelle qui appartient de droit aux Papes et qui est une terre sacrée. Mais passons.

Dans ma loyauté, je ne puis pas m'empêcher d'avoir recours à un écrivain français, qui met en lumière les motifs de dissensions entre les deux nations sœurs.

« Le reproche, dit M. Narjoux, que les Français adressent en général à la jeune Italie, celui sur lequel ils insistent le plus vivement et qu'ils répètent avec le plus de conviction, est le reproche d'ingratitude.

« C'est à la France que l'Italie doit son *unité* son *indépendance*; c'est le sang français qui a coulé pour faire l'Italie unie et libre. (*Entre parenthèse, je dis que la France aurait mieux fait de ne pas se mêler de cette malheureuse affaire*). Loin de s'en souvenir, loin de nous tendre la main, de venir à notre aide lors des mauvais jours, elle a fait alliance avec nos pires ennemis.

« C'est là un thème aux développements faciles et qui assure un succès infaillible à tous ceux qui sauront s'en servir. Mais c'est un thème dangereux, qui prête à la discussion.

« Tout d'abord, si nous avons contribué à faire l'Italie une, nous n'avons pas été seuls à la tâche ; les Italiens y ont bien contribué pour quelque chose. Garibaldi a conquis (*sic*) le royaume de Naples et la Sicile. La Toscane, l'Emilie, les Etats Pontificaux, se sont soulevés pour se réunir au Piémont. C'est à l'Allemagne que l'Italie doit

Venise et Rome dont la possession lui tenait tant au cœur (*pas difficile !*). Nous avons, pour notre part, conquis, de concert avec les Piémontais, Milan et la Lombardie.

« Le point de départ de l'alliance franco-piémontaise a été le serment fait à la *Vente* de Milan par Napoléon III, alors qu'il était simple carbonaro. Il avait juré, s'il montait sur le trône, d'aider ses frères lombards à expulser l'Autrichien. Mis en demeure, de la façon la plus énergique, de tenir son serment, il dut s'exécuter. Pour sceller l'alliance contractée, un prince français épousa une princesse piémontaise.

« Peu après, nous partons en guerre et nous nous mettons en campagne, ayant à nos côtés nos amis piémontais et criant à toute l'Europe : « L'Italie sera libre jusqu'à l'Adriatique ! » C'était notre programme. Nous en avons rabattu et nous avons bien fait... ; nous sommes restés en route, à moitié chemin, *laissant les Italiens entre l'espérance et la déception* ; à peu près dans la même situation que des gens affamés auxquels on permettrait la vue d'une table copieusement servie et qui, ensuite, devraient se contenter d'un morceau de pain.

« Il faut avoir vu Venise le soir du jour où des pêcheurs, accourant à force de rames, racontèrent que les feux de la flotte française paraissaient

derrière le Lido. Il faut l'avoir vue, le lendemain, lorsque les bâtiments eurent disparu, pour se faire une idée de ce qu'est la joie d'un peuple *croyant avoir recouvré son indépendance*, et ce qu'est son désespoir quand il croit l'avoir perdue pour toujours !

« De la conquête du Milanais, nous avons été payés ; notre service a reçu son salaire. La Savoie et le comté de Nice sont devenus Français. Et, pour remplir ses engagements, tenir parole à son allié, rien n'a coûté à Victor-Emmanuel. Il a cédé le lieu de sépulture de sa race, le lieu de naissance du libérateur, s'aliénant de ce fait les sympathies de tous les *patriotes*, amis de Garibaldi. »

Jusque-là, donc, la France avait dit à l'Italie : « Si tu veux, ma chère sœur, que je t'aide,.il faut que tu me donnes. » Rien de plus juste : *do, ut des*. Mais la France, se rappelant qu'elle était la *fille aînée de l'Eglise*, n'a pas voulu céder aux injonctions du roi du Piémont, ni lui laisser annexer la ville sainte, et les révolutionnaires italiens se sont dit qu'ils s'empareraient de Rome, malgré la France, au moment voulu. Ce moment est arrivé : 1870 ! Quelles ont été les propositions que Victor-Emmanuel fit alors à Napoléon ? Les voici, selon M. Narjoux : « Victor-Emmanuel offrit à l'Empereur de tenir à sa disposition

300.000 hommes et de se mettre à leur tête. Il demandait en échange, pour donner satisfaction aux aspirations de son peuple, l'évacuation de Rome par les troupes françaises. L'influence de l'impératrice fit échouer la négociation. Il lui sembla que l'abandon de la cause du pape priverait les armées françaises de la protection divine. »

L'armée piémontaise profita donc du moment où la France était en guerre avec la Prusse, pour mettre, quand même, sa main cupide sur les Etats de l'Eglise.

L'alliance avec l'Allemagne fut ensuite scellée afin d'empêcher la France de déclarer une guerre à l'Italie pour remettre le Pape dans la possession de ses Etats. C'est le seul. l'unique, le véritable but des hommes d'Etat italiens, qui ont créé la triple alliance, c'est-à-dire Mancini, de Robilant et Depretis.

La triple alliance semble aux Français comme une menace permanente contre eux : ils se disent qu'une armée descendant du côté des Alpes et une autre venant du Nord, les serrerait entre deux feux. C'est indiscutable. Mais l'Allemagne ne devra courir au secours de l'Italie, que si la France voulait faire son devoir de fille aînée de l'Eglise et rétablir le pouvoir temporel du pape (1).

(1) C'est une de ces considérations qui ont déterminé l'Italie à entrer dans la tripe alliance (*Note de l'auteur*).

L'Italie en échange ne devra porter aide à l'Allemagne que si la France voulait reprendre à celle-ci ses provinces de l'Alsace et de la Lorraine, qui lui ont été arrachées indignement en 1870. Ce sont là les vraies clauses de l'alliance entre l'Italie officielle et l'Allemagne protestante.

Du vivant des auteurs de la triple alliance, Mancini, de Robilant et Depretis, les rapports entre la France et l'Italie n'étaient pas tendus : ces hommes d'Etats gardaient vis-à-vis de la France une politique conciliante et, par conséquent, point agressive, une politique, en somme, qui permettait à l'Italie de s'entendre avec la France sur le terrain commercial, si elle s'en était éloignée sur le terrain politique.

Mais il était réservé au gallophobe Crispi de nous faire arriver tous les désagréments possibles à cause de sa politique décidément antifrançaise, et cela pour être agréable à Adriano Lemmi, Grand Maître de la Franc-Maçonnerie Italienne et souverain Pontife de la Franc-Maçonnerie Universelle, qui a voué une haine atroce à la France depuis sa condamnation comme voleur et faussaire par le tribunal de Marseille.

La haine de Crispi contre la France était même supérieure à celle de Bismarck, dont il singeait tous les actes, dans l'espérance de devenir, lui aussi, un *grand* homme. Il avait une admiration

folle pour le prince et aurait voulu voir pousser sur sa tête les trois cheveux du chancelier de fer; il croyait qu'il serait ainsi un second Bismarck. Mais, hélas! de Bismarck il n'a su imiter que les défauts; car si le prince avait le cœur de fer, Crispi, lui, avait, avec un cœur de marbre, une énorme main, la main du despotisme.

A propos de sa manie de singer Bismarck, les satiriques ont raillé Crispi : «Crispi, disent-ils, ne manquait pas d'aller consulter tous les jours son fidèle miroir. Il s'adressait aussi à son majordome don Achille, qui était surtout chargé de jeter un coup d'œil sur son crâne luisant, presque complètement dépouillé de cheveux. Il est bien comique l'entretien qu'on lui prête à ce sujet :

« Dis-moi, mon bon petit Achille, ne vois-tu rien pousser sur ma tête?

— Rien, absolument rien, mon maître.

— Comment rien! Tu ne vois pas clair; il y a cependant le germe des trois cheveux de mon ami Bismarck.

— Absolument rien, mon maître.

— Voyons, mon bon Achille! il faut absolument faire pousser les trois cheveux.

— Mon maître, je ne vois qu'un seul moyen : les commander en fer, et je n'aurai qu'à les visser sur votre tête. »

Crispi a une ressemblance frappante avec Bis-

marck au physique aussi bien qu'au moral. Voici ce que dit Jacques Saint-Cère (*Rosenthal*), ex-rédacteur au *Figaro* : « M. Crispi, homme privé n'est pas du tout, oh! mais pas du tout, le Crispi que l'on s'imagine en France. Grand, mince, d'une agilité surprenante pour un homme de soixante et onze ans (aujourd'hui il en a 77), se remuant, se frottant les jambes, vous serrant fortement le bras entre le pouce et l'index quand on lui présente une objection et comme s'il voulait vous introduire de force les idées qu'il défend. Il a l'air d'un bon vivant, il rit volontiers de ce qu'il dit et de ce qu'on lui dit: la voix est très calme, douce quand il parle italien, un peu rude quand il parle le français qu'il connaît à fond, mais qu'il prononce avec un fort accent italien, cherchant ses mots et traînant sur les dernières syllabes; est-ce pour voir sur la figure de son interlocuteur l'effet qu'il produit ou est-ce pour préparer la phrase suivante?

« La bouche est grande et encore bien garnie, la figure est longue, les joues sont pleines et rasées de près, le nez est fort, dominant toute la figure au-dessus d'une moustache blanche très hérissée, très courte; le front est dégarni, la tête aussi, pas un cheveu ne l'empêche de briller et de montrer qu'elle rougit aussitôt qu'il s'irrite, les yeux sont perçants, intelligents, changeants, di-

vers, les yeux d'un homme très fort, très retors, très roublard. Mais il leur manque quelque chose! M. Crispi n'a pas de sourcils. Et aussitôt qu'on a vu ce qu'il manque à cette physionomie, on trouve à qui M. Crispi ressemble : il ressemble à M. de Bismarck sans sourcils, c'est-à-dire sans ces appendices formidables, terrifiants, qui donnent à la physionomie de l'ex-chancelier ce je ne sais quoi de sauvage, de dominateur, de fascinant.

« Et cette ressemblance une fois constatée, je crois bien qu'on a M. Crispi tout entier. Très fin, très intelligent, très italien, très avocat, il n'a pas besoin de sourcils qui donnaient à l'autre l'air très fort, très brutal, très allemand, très soldat! M. Crispi m'a tout l'air de vouloir charmer ses interlocuteurs, M. de Bismarck voulait les terroriser. »

Eh bien! M. Saint-Cère, vous vous êtes joliment trompé sur le personnage. Vous avez donné de lui un portrait flatteur pour lui plaire, parce qu'il vous a accordé l'*honneur* de se laisser interviewer. Ce n'est pas en voyant un personnage en passant qu'on peut se rendre compte de ses qualités. Vous dites que Crispi *a l'air de vouloir charmer ses interlocuteurs.* On voit bien que vous ne le connaissez guère. Demandez à tous les membres du Parlement italien, et vous verrez ce qu'ils vous répondront. Crispi a l'air méchant; ses

yeux sont les yeux de la vipère, et quand quelque chose le contrarie, ses yeux lancent des lueurs sinistres.

Il savait *d'avance* que vous auriez fait son éloge: voilà pourquoi il s'est efforcé de vous charmer.

Vous avez voulu, M. Saint-Cère, renseigner vos lecteurs même sur la tenue de votre protégé ! Mais en quoi les intéressait-elle? Si votre ami Crispi est *très correct dans sa tenue presque anglaise*, s'il porte *redingote à revers de soie, cravate blanche, chaussettes de soie* (je ne puis pas croire que vous soyez allé jusqu'à admirer les chaussettes du dictateur), s'il a ses doigts ornés de nombreuses bagues et si les boutons de sa chemise sont de diamant, tout cela, en somme, ne pouvait pas être d'une importance capitale pour vos lecteurs et ne prouve rien.

M. Narjoux a écrit des pages admirables sur Crispi; il vaut la peine de reproduire le portrait moral qu'il fait de cet homme néfaste. « Crispi est fait pour dominer, dit M. Narjoux, il a en lui la nature d'un maître.

« La domination est dans son tempérament, il impose sa volonté. L'opposition, la contradiction l'irritent : au lieu de répondre aux arguments de ses adversaires, il les attaque.

« Quand les journaux *modérés* rendent compte d'un de ses discours, il n'est question que de ses

emportements, de ses dures apostrophes, de ses violentes sorties, de l'insolence de ses ripostes, de ses défis audacieux, de ses gestes de possédé ! Il y a, là-dedans, un vrai très exagéré. Ce qu'on ne dit pas, c'est que Crispi connaît son public, sait comment il doit lui parler et comment le traiter.

« Nul n'a osé aller aussi loin que lui. Nul n'a mieux su tirer parti des circonstances, trouver l'occasion, saisir le moment favorable pour présenter ses idées et les faire accepter. Il a fini par s'imposer lui-même.

« Après avoir prononcé une de ces phrases sonores, dont l'effet est certain et qu'on retrouve dans tous ses discours, Crispi s'arrête ; on le couvre d'applaudissements (*ses valets, oui, mais pas les autres*) ; il écoute et laisse errer, sur ses lèvres, un sourire d'une expression particulière ; on ne le lui connaît qu'en ces moments-là.

« Parfois, à la Chambre, il rappelle Bismarck qui, assis à son banc, affectant d'écrire, de ne prêter aucune attention à ce qui se passe, à ce qui se dit autour de lui, redressant tout à coup la tête, interrompant l'orateur par quelque brutale apostrophe : Vous vous trompez. — Vous faites erreur. — C'est un mensonge. — Ce n'est pas vrai.

« Crispi, lui, affecte le même dédain pour les

orateurs qui l'attaquent; sa nature, toute d'action, l'empêche de rester en place ; il va, vient, cause, et, le moment venu, s'élance à la tribune. La contrainte qu'il s'est imposée déborde. Il ne cherche pas à s'assurer la bienveillance de l'assemblée ; il ne cherche à l'amadouer ni par son sourire, ni par d'élégantes tournures de phrases. Il s'impose, et, les bras croisés, attend un moment de silence. Alors il lance sa première phrase, longuement cherchée, étudiée avec soin, et, les bras ouverts, les mains tendues, il se tait, prépare la période suivante. Puis, son sujet l'emporte, il n'est plus maître de lui ; les phrases se succèdent, courtes, rapides ; chacune d'elles contient un mot qui frappe, qui retient l'esprit et auquel les accents de cette belle langue italienne prêtent un charme particulier. »

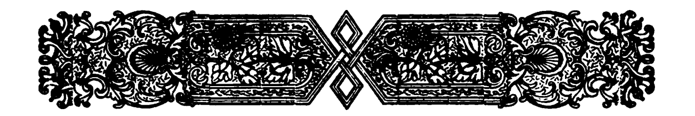
Et dire qu'avec un aussi beau talent, il pourrait être infiniment utile au bien et aux intérêts de la chose publique, tandis qu'il n'aura jamais d'autre préoccupation que d'employer toutes ses facultés à malverser et à perdre ceux qui auront eu la faiblesse de lui accorder leur confiance !

Cet homme impopulaire a toujours agi de façon à se faire craindre plutôt qu'à se faire aimer ; il n'a connu, répétons-le, d'autre loi que le despotisme, qu'il faisait constamment éclater même dans les choses de peu d'importance. Ses servi-

teurs, ses moutons du Parlement devenaient tout petits quand il donnait de formidables coups de poing sur la table, en hurlant comme un forcené : « Obéissez-moi, quand j'ordonne ; taisez-vous, quand je parle ! »

Il n'a jamais cessé d'employer toute son énergie à soulever une barrière entre l'Italie et la France ; et, poussé par l'Allemagne, dont il était le plus plat des valets, il s'est servi de la ruse, de la calomnie et du mensonge pour jeter la nation dans leurs bras.

Partisan d'une alliance entre l'Italie et la France, pays latins et catholiques, je me déclare comme je me suis toujours déclaré, l'adversaire résolu de l'alliance funeste avec les Teutons, qui n'ont rien de commun avec les Italiens, ni les origines, ni la langue, ni les aspirations.



CHAPITRE II

GRANDEUR ET DÉCADENCE

Le peu de confiance qu'il inspirait au roi Humbert et les rancunes personnelles et motivées de la reine Marguerite contre lui ne devaient pas arrêter Crispi dans sa marche ascensionnelle. Il arriverait envers et contre tous à la présidence du Conseil ! L'ex-ministre, pour parvenir à satisfaire sa soif inextinguible de pouvoir et, disons-le, pour accomplir jusqu'au bout la tâche néfaste qu'il s'était imposée, dès le premier jour, de sacrifier les intérêts de l'Italie à sa haine immodérée pour la France, avait besoin, en effet, de monter au premier rang, de tenir entre ses mains les rênes du Gouvernement, de pouvoir dire avec cet orgueil qui lui était exclusif : « La royauté, c'est le roi et le Président du Conseil ! »

Peu lui importe, dès lors, qu'on lui ait jadis in-

terdit l'accès de la Cour à la suite des évènements que j'ai contés plus haut, que tous les gens de bien (et certes ils ne sont pas moins nombreux en Italie qu'ailleurs), se révoltent à l'idée seule de son ambition démesurée, et prévoient déjà les tristes conséquences qu'elle aura pour le pays, Crispi montera jusque sur les marches du trône et fera du roi lui-même un serviteur d'autant plus docile qu'il en sera plus redouté.

Au Quirinal, cependant, Humbert qui cèdera bientôt n'est pas sans se rendre un certain compte de la situation essentiellement dangereuse que lui créera ce gallophobe irréductible. Mais, si, d'une part, il est hanté par la prophétie de Mazzini, il est en même temps affolé par la crainte des embarras que Crispi — *déçu* — peut lui susciter. Il en arrive donc à conclure que le plus pressé pour l'heure est de se créer à lui-même une tranquillité relative et de retarder la nécessité où il se trouvera infailliblement, un jour ou l'autre, (par suite des fautes lourdes de l'ex-carbonaro), de ne représenter plus qu'un semblant de royauté au sein d'un semblant d'unité nationale.

Il cède donc et l'Italie (1887) voit, à la tête du Conseil, surgir Crispi.

Ce ne devait pas être pour elle simplement une humiliation que la fortune inouïe de cet homme disqualifié et universellement détesté, mais bien

le prélude de malheurs dont elle ne se relèvera pas sans peine.

Crispi, premier ministre, donne aussitôt libre cours à sa morgue autoritaire et brutale. Le roi est un vassal qui n'a que le droit de s'incliner, le parlement est un valet qui change de livrée suivant les désirs du seigneur et maître que l'imbécilité d'Humbert lui a donné.

Ce despote n'a qu'une devise: « *Moi!* » et, suivant l'expression d'un auteur contemporain: « *Moi* majuscule! »

Il sacrifiera désormais tout à ce mot qui personnifie, sans l'exagérer, sa monumentale fatuité, tout: les hommes et les choses! L'Italie, en vérité, bien volontiers se serait passé de son personnage, en cela elle n'eût d'ailleurs que profité; mais on n'avait pas même daigné la consulter. Elle se borna donc à se résigner, comme le condamné se résigne à subir la peine qu'on lui a imposée.

O dérision! battue dans le choix de cet homme, humiliée dans le passé de cet homme, attelée, malgré elle, au char de sa fausse gloire, prisonnière, en quelque sorte, de ce conquérant sans nom, elle est forcée de l'accepter comme indispensable, de se jeter dans ses bras, comme on se jette dans les bras d'un sauveur, lors même que dans son bon sens naturel elle entrevoit déjà qu'il sera l'artisan de sa ruine. Et le moyen de

faire autrement? Le peuple italien était, à cette époque, ce qu'il est encore aujourd'hui, tout fait de patriotisme et de généreuses aspirations. Il ne pouvait, par suite, entrer dans son esprit que l'élection de Crispi fût autre chose qu'un malheur pour la patrie.

Toutefois, outre qu'il importait au bien de la chose publique de ne pas accentuer inutilement une lutte impossible contre un dictacteur capable de tout, il se dit qu'il était préférable, quant à présent, de faire taire ses justes rancunes, de fermer les yeux et d'attendre les événements.

Ce répit qu'il s'imposa fut tout au moins un malheur. L'ex-carbonaro en profita au mieux de ses intérêts personnels et de sa gallophobie. Il se multiplia, ainsi que nous l'avons dit, aux fins de rendre aussi tendus que possible les rapports entre l'Italie et la France, employa son génie infernal à créer incidents de frontière sur incidents de frontière, présenta à tous et à tout le monde la nation d'au-delà des Alpes comme la pire des ennemies, prêcha, prophétisa, dogmatisa, si bien que le peuple en vint insensiblement à se croire menacé par la nation-sœur dans son indépendance. De cette funeste conviction naquit pour le Président du Conseil un courant presque favorable dans l'opinion populaire.

Du reste, à défaut, Crispi aurait employé la

force. Le Parlement ne devait penser que par lui, le Conseil des ministres, c'était lui, le roi c'était lui ! Dans ces conditions, il eut traité le peuple en quantité négligeable.

C'en est donc fait, les germes de Gallophobie qu'il a, à dessein, jetés dans tous les esprits vont se développant. Le rêve de Crispi : humilier son pays et traîner son roi aux genoux de Bismarck va donc s'accomplir ! Mais, avant tout et, dans un dessein de perfidie, pour faire consacrer par le peuple lui-même, le plus dégradant servilisme envers l'Allemagne, il flatte l'orgueil italien en faisant miroiter l'importance colossale de cette nation, sa prépondérance sur l'Europe et tout le bien (!) qu'on pouvait attendre de son amitié, (lisez : Joug !). Le peuple sait aujourd'hui à quoi s'en tenir et les grotesques aventures dans lesquelles il a été, depuis, jeté, nous dispensent d'insister.

Enfin, quand l'opinion publique trompée est prête à consommer le sacrifice de la dignité nationale, Crispi part à Varzin et à Friedrichruhe, baiser la main de Bismarck et la botte de Guillaume, et couvrir de honte la patrie italienne.

Il part en homme qui se donne la mission apparente d'aller porter à travers l'Europe l'évangile de la fraternité ; il a des airs de démocrate, c'est peut-être un démocrate au fond, mais un démo-

crate qui n'a pas la franchise de ses opinions, qui voudrait aller en avant mais que quelque chose retient invinciblement en arrière, qui s'est trompé lui-même et qui trompe les autres, ceux-ci volontairement ; qui exalte extérieurement son roi, mais, au fond du cœur, le trahirait volontiers, comme il avait trahi les Bourbons, qui sait, mieux que personne, que l'amitié de l'Allemagne est une ruine pour l'Italie mais qui fera tout pour l'imposer quand même à cette dernière, dans la peur de déplaire au chancelier de fer, l'homme terrible qu'il appelle : « *Moun ami.* »

Je ne sais exactement ce que durent se dire Bismarck et Crispi dans leur double entrevue, je m'imagine pourtant qu'il s'engagea entre eux un colloque dans le goût de celui-ci : « Nous sommes les deux esprits du monde (c'est Crispi qui parle) ; je *souis* l'ange de la paix, vous êtes l'ange de la guerre. Je *souis* le vent du Sud, vous êtes le vent du Nord, et nous soufflons tous les deux ensemble, pour le *plous* grand bien de l'humanité, afin que la terre, elle *pouisse* jouir d'une température régulière ! » (1) A quoi Bismarck Olympien dut répondre : « Ia mein herr ! »

En dehors toutefois de ce colloque qui n'eût, en somme, rien changé à l'état des choses et pas

(1) John Grand-Carperet.

grandement humilié l'Italie, il fut décidé en principe que le roi Humbert serait invité à venir à Berlin rendre visite à *son seigneur* l'empereur Guillaume.

Crispi rentré à Rome s'acquitte de la commission, Humbert acquiesce (et comment faire autrement ?). Les préparatifs du départ sont donc menés bon train et Crispi accompagnera le roi dans la capitale Prussienne (1889).

Il s'y donnera même le rôle important tandis que ce dernier paradera aux fêtes.

Comment décrire son inénarrable voyage ? Nous aimons mieux laisser la parole au « Don Chisciotte » qui, dans une page de bon comique, l'a décrit et illustré :

« Tout avait été réglé d'avance, dit le journal
« de Rome, pour le départ solennel de Crispi et
« de sa suite. Sur une table se trouvaient,
« soigneusement alignés, malles, caisses, car-
« tons à chapeaux, les objets les plus essentiels,
« et cet ensemble, avec les pointes émergeant de
« toutes parts, présentait l'aspect d'une ville
« orientale aux minarets éclatants, vue à vol
« d'oiseaux.

« Le matin, dès l'aube, la grande procession a commencé à défiler à travers les rues. A la tête du cortège marchait don Ciccio, derrière lui, don Achille tenant par les pans la fameuse capote

historique (*dont Bismarck avait fait don à Crispi précédemment*), afin de ne pas laisser traîner dans la poussière un vêtement doublement illustre. Sur le passage, don Achille reçut des blanchisseuses un accueil enthousiaste auquel il répondit en agitant son mouchoir.

« L'honorable Buffardeci (*député du parti de Crispi*), chef de la majorité, suivait en bon ordre. Au centre on voyait di San-Donato (*le duc, célèbre à Naples pour son monumental chapeau haut de forme*), qui, à cheval, cherchait à forcer les rangs; tandis que la *Société des meilleurs radicaux* fermait la marche avec son drapeau portant pour inscription les mots: « Forts à l'intérieur. Respectés à l'étranger. »

« Au débouché de la rue Nationale, don Achille le fier majordome qui, jusqu'alors, était resté absorbé dans ses rêveries intimes, fit part à don Ciccio de ses impressions.

« — Oh ! comme on voit bien les splendeurs dorées des cortèges germaniques, mon maître, et comme cela sied à nos profils de guerriers antiques!

« Puis, pris subitement d'un doute terrible, et secouant vigoureusement le bras de son auguste maître:

« — Répondez-moi, ô Sire, le prince chance-

lier Otto I de Bismarck doit avoir un vestiaire bien garni !

« — Certainement,

« Don Achille, alors, avec une anxiété croissante :

« — Et dans sa garde-robe, a-t-il beaucoup de manteaux pareils à celui dont il vous a gratifié ?

« — Oui, beaucoup.

« —Et ces manteaux, les offre-t-il à tout le monde ?

« — A tout le monde, non certes ; seulement aux hommes de grande valeur, à ceux surtout qu'il désire bien mettre en vue.

« A ces mots, laissant tomber les bras en signe de désespoir, don Achille s'écria :

« — Malheureux que je suis ! vouloir enfiler un vêtement de cette taille ! Loin de me mettre en vue, son ampleur m'étoufferait et ferait entièrement disparaître ma personne.

« A ces mots, don Ciccio fronça les sourcils et on l'entendit murmurer avec des soupirs :

« — Ah oui ! ce qui m'arrive, justement !

« Tandis que s'échangeaient ces augustes paroles destinées à être retenues par l'histoire, le cortège continuait sa marche vers la gare. A la queue, dans le coin des radicaux de choix, régnait une certaine confusion. Un *bon révolutionnaire*

était en train de discuter avec un *excellent pétroleur.*

« — Lorsque nous prendrons cóngé de don Ciccio, il faudra lui souhaiter un prompt retour.

« — Non point! répondit le pétroleur, mais, au contraire, crier : « Au revoir! le plus tard possible! »

« — Tu ne tiens donc pas à le revoir bientôt?

« Si fait, mais je désirerais également qu'il fît à Berlin un long séjour, car ce serait un signe évident qu'il y est bien vu.

« Les deux radicaux, malgré leur conception différente du patriotisme, finirent cependant par se mettre d'accord, et le cortège ne fut plus troublé dans sa dignité, jusqu'au moment où, éprouvant le besoin de conférer avec Carlo Dossi, don Ciccio s'écria :

« — Dossi? Où est Dossi? (*le f∴ C. Dossi, franc-maçon de haute marque et publiciste italien*).

« Mais, étant à la tête du cortège, il ne recevait aucune réponse.

« — Que devenir sans Carlo Dossi? Il sait l'allemand de telle façon que, quand il le parle, il arrive à casser les oreilles à tout le monde, puisque, suivant le proverbe, la langue allemande n'a pas d'os, mais nous casse le... dos... si (*rompe... il dosso*).

« En fin de cause, pour mettre la main sur

l'introuvable, don Ciccio charge don Achille de donner un coup d'œil sur le cortège, et dans ce but, il empoigne l'illustre majordome, puis le hisse sur sa tête.

« Malheureusement, juste au moment où tout fier de se trouver ainsi perché sur un pareil observatoire, il allait s'écrier :

« — Mais je ne me trompe pas ! c'est lui !

« Don Ciccio lâcha les bras et don Achille, tombant sur la pointe du casque, vit toutes les étoiles du firmament. Cet incident produisit un certain refroidissement dans les sentiments sympathiques que le majordome affichait à l'égard de l'Allemagne. »

« Oh ! oui, l'Allemagne est une grande puissance, s'exclama-t-il douloureusement. Mais il ne fait pas bon lui tomber sur la tête.

« Enfin le cortège parvient à la gare au milieu des acclamations enthousiastes de tous les amis qui accompagnaient don Ciccio.

« L'illustre ministre monta tout de suite dans le wagon-lit qui lui était réservé, et, après avoir lu quelques lignes du *Capitan Fracassa* et de la *Riforma*, il s'endormit paisiblement, pendant que son infortuné majordome consolait sa dignité blessée avec cette sage pensée :

« Enfin ! mon seigneur et maître représente... un parti ! »

« Départ grotesque, arrivée grotesque! A la douane allemande on demande à don Ciccio s'il n'a pas quelque chose à déclarer.

« — Rien qui soit sujet aux droits dans vos bagages ?

« — Ils ne contiennent que mes principes de gouvernement.

« — Oh! alors l'Italie a déjà payé. »

Dans la capitale prussienne, Crispi oublie les intérêts de son pays pour ne penser qu'à lui et se multiplie pour exagérer son importance. Les journalistes sont accueillis à sa table, chose qu'on n'avait pas encore vue. Les députations se succèdent auprès de lui, il les reçoit avec la vanité qui le caractérise. Une chose lui tient essentiellement au cœur, c'est de ne pas revoir l'Italie avant d'avoir rendu à l'Europe un éclatant service! Le *don Chisciotte* dans une revue de l'époque le raille en ces termes:

« (Hanté par cette préoccupation d'un service éclatant à rendre à l'Europe, Crispi entre chez un marchand de porcelaines):

« Que désire Monsieur? lui demande le mar-
« chand. Un service à café?

« Non, il me faut absolument un service... à
« rendre à l'Europe.

« — Pour cela, répond le marchand, adressez-
« vous à M. de Bismarck. Lui seul tient cette
« marchandise. »

Le marchand avait de l'esprit, ses confrères n'en ayant pas moins, force fut donc à Crispi de venir s'adresser au prince-chancelier.

Je n'ai pu suivre les détails de la conversation de ces deux hommes d'Etat et je crois n'y avoir pas perdu grand'chose.

La satire de l'époque la traduit du reste de la manière suivante :

Bismarck est seul, assis dans un grand fauteuil de velours rouge, ses petits yeux perçants pénètrent jusqu'au fond de l'âme de Crispi, *son petit ami*.

Crispi s'incline profondément et remue dans sa mémoire tout le bagage de langue allemande qu'il s'est acharné à y entasser depuis six mois. Tout le monde sait que, pour se germaniser davantage, don Ciccio a feuilleté les auteurs Tudesques et s'est spécialement familiarisé avec un *Manuel de Conversation Italo-Allemande*.

Donc, esclave de la formule de son manuel, il aborde la conversation avec Bismarck par un : « Bonjour, bonsoir, bonne nuit, monsieur, madame, mademoiselle. » (Manuel : page 1).

Je vous laisse à deviner l'étonnement du chancelier, qui le fixe, ahuri, et finit par lui dire à son tour, en français :

« Comment allez-vous, mon ami ! Voulez-vous
« accepter quelques rafraîchissements ?

« — Grand merci ! La pointe du clocher de « notre village est bien plus longue que la pointe « du clocher de votre Eglise. » (Manuel, page 10).

Pour le coup Bismarck écarquille les yeux et en entendant pareille incohérence se persuade tout uniment que son interlocuteur est fou ou ivre.

Brutalement, il lui demande :

« Mon ami, avez-vous déjeuné ? Quelle heure est-il donc ?

— Ia, mein herr ! (Manuel, page 1).

— Je vous demande si vous avez déjeuné, crie le chancelier qui s'impatiente.

Et Crispi qui s'embrouille de plus en plus, murmure :

« Après midi vient minuit, après minuit vient « deux heures. » (Manuel, page 12).

Le chancelier frappe du pied.

« Décidément, lui dit-il, vous paraissez mal « équilibré. »

Et Crispi :

« J'ai ce matin mal aux pieds, aux jambes, aux « bras, aux mains, au ventre, à l'estomac, à la « poitrine, au foie, à la rate, aux poumons, au « larynx, aux dents, à la langue, aux yeux, aux « oreilles et aux cheveux. » (Manuel, page 20).

— Que de maladies, hurle Bismarck en se bou-

chant les oreilles. Mais où les avez-vous donc toutes prises ?

Pour le coup, Crispi, qui n'a pas prévu la question, répond en Italien : « Dans un manuel « de conversation Italo-Allemande ».

Tableau !

Et le Prince-Chancelier qui pouffe de rire s'adoucit subitement et dit paternellement à son.... illustre... visiteur :

« Allons, mon ami, contentez-vous de parler « Italien, car vous ne ferez jamais qu'un piètre « Allemand. »

Voilà à peu près en quels termes railleurs les satiriques ont traité les échanges de vue des deux hommes d'Etat.

Tout n'est cependant pas risible dans ce voyage de Berlin où l'Italie est agenouillée aux pieds de l'Empire allemand.

En effet, tandis que Humbert perd son temps en d'inutiles fêtes, passe des revues, banquette et toaste, Crispi, courbé sous la botte du chancelier de fer, cimente l'alliance de l'Italie avec l'Allemagne.

L'Italie est pauvre, criblée de dettes, écrasée sous le poids des impôts, saignée à blanc ; qu'importe ! Pour plaire à sa toute-puissante alliée, pour garder son amitié et, avec elle, la certitude d'aller plus vite et plus sûrement à la ruine, on

la pressurera davantage encore, on l'écrasera d'impôts nouveaux qu'on inventera au besoin, on multipliera ses dettes au-delà de toute vraisemblance, on la mènera jusqu'à la banqueroute, s'il le faut. Car le grand chancelier ne renouvellera le traité qu'à ce prix !

Pendant ce temps, la Franc-Maçonnerie allemande qui suit d'un œil épris les agissements de Crispi et qui reconnaît en son personnage un Gallophobe doublé d'un Italophobe intervient auprès de lui, le flatte et lui multiplie les témoignages d'une tendresse exagérée.

Je n'apporte pas ici mon appréciation personnelle. Qu'on veuille bien se reporter à *La Rivista della Massoneria Italiana* de novembre 1889 dans laquelie, pages 211 et 212, on lira ce qui suit :

Lorsque les F.·. des Grandes Loges allemandes résidant à Berlin, (c'est la Rivista qui parle) apprirent que le F.·. Francesco Crispi (qui en ce moment accompagnait le roi d'Italie dans sa visite au nouvel Empereur) appartenait régulièrement et activement à la Franc-Maçonnerie italienne, ils désirèrent que l'Homme d'Etat Italien pût, aux honneurs des fêtes publiques et officielles, ajouter le bénéfice d'un excellent accueil de la part des Loges et des manifestations Maçonniques.

Donc nombre de francs-maçons, députés au Reichstag, adressèrent à l'illustre F.·. Crispi l'invitation à visiter l'un des temples maçonniques de Berlin et le pressèrent en même temps d'assister à une réunion des F.·. Allemands.

Le manque de temps n'ayant pas permis au F.·. Crispi d'accepter cette invitation, les Francs-Maçons, députés au Reichstag, lui envoyèrent l'adresse suivante :

« *Orient de Berlin, 23 mai 1889.*

TRÈS CHER ET TRÈS VÉNÉRABLE FRÈRE,

Les Francs-Maçons appartenant au Reichstag Allemand avaient l'intention de souhaiter à votre Excellence la bienvenue et de vous inviter, très fraternellement, à visiter un des temples maçonniques de Berlin et à assister à un de nos travaux. A notre très vif regret, M. l'Ambassadeur d'Italie a fait part à notre F.·. bien-aimé, le Prince Henri de Carocasa, que votre temps trop limité ne vous autorise pas à vous rendre à notre invitation.

Privés du plaisir de vous voir réuni avec nous par la chaîne Maçonnique, nous nous empressons de vous offrir les sentiments de notre estime, de notre amitié et de notre sympathie très fraternelles.

C'est dans ce moment que se renouvelle dans chaque cour maçonnique le souvenir de l'amitié

que la Franc-Maçonnerie Italienne a toujours portée à nos très augustes protecteurs, feu l'Empereur Guillaume Ier et feu l'Empereur Frédéric III de glorieuse mémoire.

Nous n'oublierons jamais les preuves touchantes d'amitié données par nos frères d'Italie à notre frère bien aimé et à jamais regretté, l'Empereur Frédéric III, pendant la cruelle maladie dont la volonté du Tout-Puissant l'avait frappé et qu'il a supportée en maçon et en héros.

Nous prions le grand Arch.·. de l'univers de conserver et de fortifier les liens intimes qui unissent à notre plus vive joie et pour le plus grand bonheur du pays l'Italie et l'Allemagne, et de vous prendre, très cher et très digne frère, dans sa sainte et digne garde.

Nous vous serrons la main et nous vous prions de vouloir bien communiquer toutes nos amitiés fraternelles à nos frères italiens. »

A cette flatteuse et cordiale lettre, l'honorable (!) frère Crispi répondit par la lettre suivante :

Berlin, 24 mai 1889, E.·. V.·.

TRÈS CHERS ET VÉNÉRABLES FRÈRES,

Je suis très peiné de ne pouvoir, faute de temps, visiter les temples maçonniques de Berlin et assister à vos travaux.

Permettez donc qu'en retour je vous adresse par cette table.·. (lettre) les paroles de sympathie et de bienveillance que j'aurais voulu vous exprimer de vive voix.

La Franc-Maçonnerie allemande, qui a pour mission la paix du monde, ne pouvait pas ne pas accueillir avec enthousiasme mon roi venu visiter votre Empereur, qui est son allié pour le maintien de la paix.

Je prie le grand architecte de l'Univers de nous aider dans cette œuvre sainte.

En attendant recevez, très chers et vénérables frères, le triple salut fraternel.

(Signé) : F. CRISPI 33.·. ».

La *Rivista* ajoute le commentaire suivant :

« Ces deux documents, dont l'importance n'échappera à aucun maçon italien ou allemand, nous les publions avec beaucoup de retard par la raison qu'il nous a fallu au préalable demander la permission de les porter par la voix de la Presse Maçonnique, à tous les maçons du monde .

« Si l'adresse des fr.·. allemands est remplie d'affectueuse protestation pour l'Italie, la réponse du F.·. Crispi est une confirmation des intentions pacifiques qui guident sa politique et qui se lient intimement aux désirs de la Maçonnerie et à l'œuvre dès longtemps entreprise et

poursuivie avec persévérance par le Grand-Orient d'Italie pour la conservation de la paix en Europe ».

C'est fort bien ; mais les lecteurs ne seront point dupes des belles paroles que Lemmi fait écrire dans sa *Rivista* ; car d'une part cet échange de sympathie entre les frères Allemands et le f.·. Crispi dissimule mal la joie de la maçonnerie allemande à la vue de l'humiliation nouvelle que Crispi et son roi infligent à l'Italie en venant s'agenouiller aux pieds du monarque allemand ; d'autre part, des paroles de paix dans la bouche de Lemmi sont tout au moins mal placées et dignes de suspicion pour quiconque sait, comme moi, que l'ex-voleur de Marseille, l'ex-tripoteur de Crimée, subitement devenu un personnage important, n'a jamais cessé de pousser sournoisement l'Italie à la guerre.

Il suffit de se rappeler ces choses pour entrevoir déjà que la pensée des Loges Maçonniques allemandes est de flatter la vanité de Crispi, de lui faire accroire que l'Italie, qu'il est venu représenter (!) a, aux yeux du peuple allemand, une importance qui lui permettra désormais de tout oser, de tout entreprendre. De là, en germes au moins, le ministre italien emportera la secrète pensée que son roi aura dorénavant le droit et le devoir de se lancer dans les pires aventures,

dont il retirera, lui personnellement, les premiers bénéfices. Aux flatteries maçonniques, les fêtes officielles allemandes s'ajoutent ; elles augmentent encore la fatuité de Crispi et compromettent d'autant les intérêts du peuple italien. En effet, rentré à Rome, et grisé par les succès dont il prétend couronner sa mission à Berlin, cette mission qu'il s'est donnée à lui-même, sans autre raison que la satisfaction de mettre sa grotesque personne en relief, Crispi rêve l'étrange entreprise qui consistera à aller cueillir en Ethiopie une couronne d'Empereur pour Humbert. Je ne conçois pas bien l'avantage qu'en retirera l'Italie, qui a déjà suffisamment à faire chez elle, sans chercher encore à accroître ses embarras domestiques par une tentative d'expansion au delà des mers, assez de difficultés pour régler ses affaires intérieures, sans songer à les compliquer davantage en accroissant sa sphère d'action, et une situation financière assez embrouillée pour ne pas gaspiller inutilement l'argent, qu'il lui faudra emprunter, à des acquisitions de territoire dont le profit sera plus que problématique.

Mais qu'importe ! L'Italie à qui l'on a imposé pour chef cet homme flétri en passera par où il plaira à sa dangereuse ambition !

Les caisses sont vides, le pays est accablé

d'impôts, son armée est infiniment trop compliquée et trop coûteuse, grâce aux exigences de la triplice : Crispi trouvera, quand même, de l'argent pour aller chercher chez eux les princes Abyssins, le ras Makonnen en tête, les inviter à venir à Rome, les présenter au roi, les combler d'honneurs et de fêtes, bombarder le ras Makonnen commandeur de l'Ordre de la Couronne d'Italie, lui faire présent de millions qu'il portera au roi Ménélick. Et pendant ce temps le peuple italien pleurera de misère !

Tout cela, Crispi le fera dans la pensée machiavélique de forcer la main aux Abyssins, pour les amener à accepter le protectorat de l'Italie. On sait ce que sont devenues ses belles espérances : des désillusions, d'atroces déceptions ! Les Abyssins, en gens sensés, ne se sont pas laissés convaincre par les protestations d'amour du premier ministre ; ils se sont dit avec raison que celui-ci, incapable de gérer les affaires de l'Italie s'entendrait plus mal encore à administrer les leurs. Ils se sont donc bornés à empocher l'argent qu'on leur prodiguait, à se pavoiser avec les décorations qu'Humbert leur avait fait distribuer par flatterie, à remercier enfin, sans que le cœur y fût pour rien, des démonstrations dont on les avait accablés. Et ils sont rentrés chez eux. L'argent est allé dans les caisses de Ménélick, les dé-

corations sont restées épinglées à leurs costumes exotiques, ils parlent peut-être encore, de loin en loin, ces princes Abyssins, des fêtes publiques et officielles données à Rome en leur honneur. Mais leur pays est invinciblement resté fermé au nez de l'Italie!

Bien plus, non content de prodiguer à ces étrangers les finances d'un peuple qui manque de pain, Crispi leur a fait encore distribuer un véritable stock d'armes et de munitions, le comte Antonelli (qui est de compte à demi avec lui) a complété leur armement en faisant en Ethiopie le commerce des armes et en livrant, à bas prix, les fusils Remington volés à l'armée du Pape en 1870.

Qu'arrive-t-il alors?

Ménélick, de simple roi du Choa, devenu Empereur d'Ethiopie, grâce à l'imbécillité des politiciens italiens, voit ses arsenaux suffisamment bondés d'armes et de munitions, son trésor amplement pourvu, tout cela grâce encore à la stupidité de celui qu'Humbert s'est donné pour premier ministre à la grande satisfaction des loges maçonniques. Et il regarde l'Italie en face, répudie orgueilleusement le traité d'Ucciálli, repousse toute idée de protectorat et massacre, avec les armes italiennes, à Dogali, les soldats italiens !

Précédemment Massaouah aurait dû être une

leçon, malheureusement Crispi n'en veut recevoir pas plus des événements que des personnes et il mènera à bien d'autres désastres le pays dont il tient en main les destinées. Nous y reviendrons plus tard.

Nous arrivons ainsi à l'année 1890. Le Parlement italien, qui finit cependant par voir clair dans la façon dont le germano-italien Crispi menait le pays à la ruine, fit mine, et Dieu sait avec quelle timidité, de s'insurger quelque peu contre le Président du Conseil.

Par un reste de pudeur naturelle, ou bien encore par l'appréhension que le peuple, enfin éclairé, ne lui tînt rancune de la servilité avec laquelle il acceptait, sans discuter, les extravagances de Crispi, il parut vouloir se refuser à lui prodiguer plus longtemps ses votes de confiance. Mais Crispi, qui ne perdait rien de vue, devina cette tendance, et, pour couper court aux difficultés que le Parlement lui susciterait désormais, il ne songea rien moins qu'à le dissoudre.

Or, pour créer un Parlement, car le Parlement nouveau devra être sa créature, Crispi se dit qu'il fallait ne pas s'en rapporter à ses lumières personnelles, mais s'entourer de tous les conseils de nature à faire aboutir ses combinaisons occultes. Il songea donc à s'adjoindre un compère, qui, pas mieux que lui, n'eut au cœur le bien du peuple

italien, mais qui, aussi bien que lui, fut profondément imbu de haine pour le nom français, de mépris pour tout ce qui s'appelle l'ordre, l'honnêteté, la probité, qui, comme lui enfin, eut juré haine à l'Eglise et à la Papauté. Son choix était tout indiqué en la personne d'Adriano Lemmi, cet horrible fat, ce fieffé coquin circoncis! Les deux compères étudièrent donc ensemble de quelle façon on composerait ce Parlement d'esclaves, d'aveugles et de moutons de Panurge, qui marchera sous le bâton de F.·. Crispi. Ce n'était pas une mince étude. Il importait, en effet, de ne pas se tromper dans le choix, car, enfin, je dois à mon pays de reconnaître que l'immense majorité d'hommes qui le peuplent est trop honnête pour ne pas se refuser avec indignation à accepter, de gaîté de cœur, les machinations de ces deux hommes. Ce n'était donc pas du côté de cette majorité qu'il fallait porter les yeux. Or, si infime que fût la minorité des italiens pervers ou insuffisamment éclairés, il se trouva encore un nombre plus que suffisant d'hommes propres à leurs basses besognes. Encore fallut-il recourir aux tripotages et à la corruption : Crispi et Lemmi, du reste, ne pouvaient s'en faire un grief.

Leurs complots ourdis, leur plan arrêté, le Parlement fut donc dissous. L'Italie assista alors au plus écœurant des spectacles, en voyant

les Préfets se taire les plats valets des candidats, abuser de leur influence auprès des administrations publiques, corrompre les électeurs à force d'argent, user tour à tour de menaces et de promesses de toute sorte, ostensiblement. Le Directoire administratif de Berlin avait envoyé de l'argent pour parer aux frais de cette élection qui devait être avant tout dans le sens germano-maçonnique ; on s'en servit pour payer la corruption.

L'argent de la Banque Romaine, extorqué aux administrateurs, coula sans mesure. Par contre, tandis qu'on servait, avec une impudence dont on a peine à se faire une idée, les candidatures malhonnêtes, les candidatures honnêtes et indépendantes furent combattues par la calomnie, par les moyens les plus lâches et les plus infâmes et par la Presse crispinienne. C'est ainsi que les candidats, esclaves du suprême Conseil de Rome, pêchés dans les bas fonds sociaux, se trouvèrent élevés au Parlement.

Crispi avait réussi : la Chambre italienne était digne de lui ! c'était un ramassis d'individus qui ne connaissaient pas le premier mot de la politique, mais en revanche qui avaient donné de suffisantes garanties de leur perversité. Gens de sac et de corde, repris de justice, ex-affiliés aux associations de malfaiteurs, ils avaient tous été

jugés bons à siéger à Montecitorio ! Il y avait bien dans le nombre, en vérité, quelques honnêtes gens, mais leur insuffisance numérique devait, tout au plus, leur permettre une opposition passive aux desseins de Crispi.

Les gens qui raisonnaient ne purent s'empêcher de dire alors que la moitié du Parlement italien était digne de peupler le bagne. Je crois qu'ils ne disaient pas assez, car, à mon sens, les forçats de Cayenne et autres lieux auraient été, en bien des cas, plus dignes de siéger à Montecitorio que les élus de la fraude et de la corruption, et les fauteurs prochains des désastres de l'Italie.

Voilà donc Crispi tranquille pour quelque temps ; son pouvoir, momentanément ébranlé, paraît de nouveau fortement assis. Le bandit peut se dire à cette heure qu'il figure le balancier d'une horloge remontée par la corruption, la cupidité, le despotisme, que lui importe ? Il sent une douce joie, à la pensée que la communauté de ses créatures à Montecitorio est favorable à la Triple-Alliance, qu'avec elle ses projets les plus bizarres et les moins raisonnés seront votés d'enthousiasme et sans discussion. C'est en triomphateur donc qu'il préside à la naissance de cette XVIIIe législature, sous la protection de la majorité de la Chambre que l'âne, le bœuf, et autres bestiaux représenteraient dignement. Le front il-

luminé, les yeux levés au ciel, Crispi entrevoit dans l'azur l'apothéose de la Triplice. Hélas! autour de la crèche dans laquelle vient de naître cette législature, ses regards éthéréens n'aperçoivent pas le peuple italien famélique qui proteste et se lamente. Cependant tel l'astrologue de la fable, tandis qu'il perd son temps à compter les étoiles qu'il a attachées à son firmament, il ne soupçonne pas l'abîme qui se creuse sous ses pieds, il ne devine pas que ses jours sont comptés, qu'en somme il ne tient que par un fil à sa redoutable puissance et que ce fil le peuple se prépare à le couper avec les ciseaux de l'indignation (1891).

Dans les rangs de l'extrême gauche, en effet, il a un ennemi mortel, le député Imbriani, qui sera l'instrument de sa ruine. Ce tribun napolitain, à la parole vibrante, se transformera bientôt pour lui en enfant terrible. A côté de lui, Cavallotti à la fois poète, dramaturge et le *bardo de la démocratie*, qui a, lors des élections, dans toutes les villes où Crispi alla discourir ou banqueter, opposé discours à discours, banquets à banquets, joint ses efforts pour lui préparer une situation inextricable.

Les caricaturistes du temps ont dépeint sous les images les plus saisissantes l'état de l'Italie et du gouvernement au moment où nous nous trouvons de notre histoire.

Dans l'une qu'ils intitulent : *la Crise ouvrière et le Gouvernement*, ils représentent l'industrie nationale sous les traits d'une femme qui se croise les bras. La mort est devant elle, qui fauche l'ouvrier tombant d'inanition ; la voix du peuple, sous la forme d'une énorme cloche, chante le glas de la misère aux oreilles de Crispi ; mais le ministre n'entend rien, absorbé qu'il est par l'examen des nouveaux uniformes qu'il donnera à la garde civique !

Dans une autre qui a trait aux événements de février 1891, on voit des souris sur lesquelles on lit : agriculture, finance, trésor, etc ; elles sont chassées par un balai sur lequel est écrit : « Volonté du pays. » Une de ces souris figure Crispi.

Nous n'avons pas à commenter ces images, nous les trouvons à la fois suffisamment explicites et pleines d'à-propos car elles vivifient, pour ainsi dire, la situation de l'Italie en 1891.

D'une part, misère, oppressions, stérilité, un ministère dont les soucis sont absorbés exclusivement par d'inutiles travaux, par la préoccupation égoïste de caresser sa vanité personnelle ; de l'autre, un peuple que la voix des hommes honnêtes ramène à la notion véritable de son état, à la perception vraie de ce qu'il doit entreprendre pour reconquérir sa place au soleil, satisfaire sa

noble ambition pour la liberté, et se soustraire enfin à la tyrannie des gens malpropres que le hasard des événements, ou une audace inouïe, a tout à coup placés à sa tête.

Nous arrivons ainsi à la chute du ministère Crispi. La fameuse question des alcools suffit pour le renverser. Ecrasé sous le vote de méfiance de la Chambre, l'homme néfaste donne, de concert avec les ministres, ses créatures, sa démission que personne ne pleurera; il cède la place à la droite libérale.

Faisons ici une courte halte et, pour nous distraire, voyons comment M. Ch. Gilbert-Martin a retracé, dans des rimes amusantes, empreintes d'un comique de bon aloi, la chute de notre triste personnage.

La pièce porte pour titre: l'*Horrible accident de Crispi*. Nous la reproduisons en entier:

O Ciel! ô deuil! Est-il possible?
En vain on en voudrait douter,
Crispi, qu'on disait invincible,
Comme un bouchon vient de sauter.

Suivant, jusqu'à la fin, la trace
De Bismarck, qu'il singeait en tout,
Il a plongé dans la disgrâce
Et reçu le suprême atout.

Pauvre Crispi! Sa grosse caisse
Avec quel zèle et quelle outrance
Il la faisait ronfler sans cesse
Dans le but d'embêter la France...

Ce Jupiter de pacotille,
Avec son tonnerre en fer-blanc
Dégringolé comme une quille,
N'a plus qu'à rester sur le flanc.

Et j'offre comme mausolée
A ce sous-Bismarck écharpi
Une grosse caisse fêlée,
Avec ces mots : Ci-gît Crispi !

Lasse des crises financières, des crises économiques, des crises sociales qu'il a provoquées, l'Italie jette par dessus bord Crispi, l'avocat casqué à la prussienne. Redevenue elle-même, elle tient implicitement, à l'homme déchu, le langage suivant: « Assez de beaux discours, assez de banquets, assez de revues et de fêtes, l'Europe a, sous ta dictée, suffisamment reproduit tes actes d'éclat; tu as tenu un rang au milieu des plus grands politiciens, tu t'es fait nommer homme d'Etat, d'une valeur rare, soit. En cela rien que de remarquable, mais tu aurais dû songer avant tout à améliorer ma situation, et la vérité, hélas! est que je suis ruinée. Que me restait-il à faire? Me débarrasser de celui qui s'était donné la mission de me conduire au désastre, au déshonneur, de me ronger, enfin, jusqu'à la moëlle. C'est ce que j'ai fait en te dépouillant de la place élevée où la confiance des imbéciles t'avait établi. »

Ici, la caricature du temps nous offre une image saisissante de la situation de Crispi. Le *Fischietto*

représente *don Ciccio* qui de sa main droite veut atteindre les esprits, pendant que les esprits se vengent. Il tombe lourdement sur son poing formidable, entraînant dans sa chute tout le banc des ministres. Cette image est de celles que mes compatriotes aiment à faire. Les personnages dans un coin représentent les amis des anciens jours. Lanza, médecin de Garibaldi, et Sella, qui, sortis du royaume des ombres et enveloppés d'un linceul le poursuivent à coups de seringues et de souliers.

La caricature n'a pas oublié d'ajouter au bras de Crispi une main énorme qui symbolise le despotisme. Vanité des choses humaines! Crispi qui a tout osé pour déconsidérer la représentation nationale, se faire un piédestal des hommes et des choses, immoler à ses ambitions conscience et devoirs, se souiller de toutes les infamies pour parvenir, Crispi qui est enfin au Capitole tombe sur le simple vote de méfiance d'une Chambre qui était pourtant sa chose: tant est proche du Capitole la roche Tarpéienne!

Et voyez comme le hasard ordonne les choses. Il y a quelque temps à peine que Bismarck a perdu sa situation prépondérante, et encouru la disgrâce de l'Empereur d'Allemagne, lorsque Crispi fait la culbute. Ce dernier, à l'occasion de la chute du Prussien, *soun ami*, avait, pour la forme, versé

quelques larmes, car enfin *soun ami* lui avait prêté maintes occasions d'exagérer son importance, et il lui devait bien, à ce titre, quelque reconnaissance; mais, pour Crispi, la reconnaissance est un mot qui s'efface bien vite, et il s'effaça si bien que lorsque de Caprivi eut été appelé par l'Empereur à la succession de Bismarck, Crispi s'empressa de l'inviter à venir se faire encenser à Rome au grand chagrin de Bismarck. Par contre, à peine le chancelier italien est-il tombé, que Bismarck le paye de retour, exulte, et ne se sent pas d'aise dans sa retraite.

Ainsi devait finir de souffler ensemble le *vent du Nord* et le *vent du Sud* !

La terre italienne n'y perdit pas grand'chose, car, grâce à *ces deux vents*, elle avait été désolée par la plus malsaine des températures.

De la façon de procéder de ces deux hommes, lorsqu'ils apprennent réciproquement leur chute, mes lecteurs peuvent conclure que, semblables à des larrons en foire, ils ont un mutuel mépris l'un pour l'autre, et que ce mot d'*ami* qu'ils se sont prodigué était un mensonge dans leurs bouches ; surtout dans celle de Bismarck, qui n'eut jamais qu'un but : flatter Crispi comme on flatte une entremetteuse aux fins de pouvoir embrasser plus étroitement l'Italie et d'autant mieux l'étouffer. Enfin, une autre morale ressort de ce double

effondrement, c'est que Crispi, en se consolant si volontiers de la ruine de Bismarck et en le remplaçant si promptement dans son cœur par de Caprivi, n'a eu qu'une pensée : sauvegarder sa vanité en se donnant, sans retard, à l'homme qui seul pourra désormais lui procurer l'occasion de se mettre en relief.

Il eut été surprenant, d'ailleurs, que l'ex-*lazzarone*, qui ne vivait que d'égoïsme, eût pu conserver la mémoire du cœur.

Mais, à défaut de cette faculté, il conserva toujours la mémoire de l'argent, et, si les anciens sénateurs romains quittaient leur chaise curule pour retourner, les mains vides, aux travaux des champs, lui, Crispi, plus positif, ne quittait jamais un portefeuille sans emporter en même temps les fonds secrets. A sa chute donc il n'eut garde de manquer à cette habitude sacro-sainte, et quitta le pouvoir, non pour retourner aux champs ou dans l'indigence de Malte, mais pour vivre paisiblement des valeurs volées au portefeuille dont la méfiance de la Chambre venait de le dépouiller. Ses domaines s'accrurent et ses chutes politiques marquèrent pour lui non des aggravations de misère, mais des surcroits de fortune !

O peuple italien, mes frères, tandis que tu crèveras de misère et de faim, tandis que tes ouvriers mourront faute de travail et d'argent, que

ton industrie nationale ira s'éteignant faute de ressources, le bandit Crispi, que l'incurie des uns, la malhonnêteté des autres t'avait imposé pour despote, donnera en dot à sa fille Joséphine, pour ses fiançailles avec le Prince de Linguaglossa, les millions qu'il t'aura volés !

C'est avec du sang que je devrais écrire ces lignes ; c'est avec le fer rouge qu'il faudrait marquer cet homme, car rarement on vit réunies ensemble tant d'audace, d'astuce et de mauvaise foi!

Cependant un nouveau ministère se forme, sa situation sera infiniment compliquée. La caricature en profite, dès sa constitution, pour nous montrer Crispi revêtu d'habits sacerdotaux donnant les cendres aux nouveaux ministres, ses successeurs, et lui prête ce langage : « Souvenez-vous que vous n'êtes que poussière, et que vous retournerez en poussière. » Elle continue en nous montrant l'ex-président du Conseil occupé à leur imposer pour pénitence l'expiation de ses propres péchés : « Votre pénitence, dit Crispi, sera de faire les économies que j'ai oubliées sous ma dictature. »

Dans une autre image, elle nous représente l'assiette-au-beurre... parlementaire brisée. On y voit les députés, un bandeau sur les yeux, assommant sans distinction les anciens ministres, amis

ou ennemis, tous confondus dans la haine qu'inspire Crispi.

Dans une nouvelle production la caricature expose, sous le titre ***Restitution***, les têtes de Crispi et de Bismarck enchaînées et regardant avec effroi l'empereur d'Allemagne qui rend à la France l'Alsace et la Lorraine.

Je me plais à faire passer sous les yeux de nos lecteurs ces conceptions drolatiques, que j'emprunte en entier à John Grand-Carteret, d'une part, pour leur procurer quelques délassements comiques et d'autre part, surtout, pour leur montrer, en une série de tableaux, le profond mépris dont Crispi était entouré lors de sa chute, l'indignation qu'il avait fait naître dans les esprits et la notoriété de ses sentiments de gallophobie.

Battu à plate couture, méprisé de tous, Crispi ne se tient cependant pas pour vaincu. Dès le mois de mars, 1891, en effet, aidé de ses amis, appuyé par une presse reptilienne, il reprend l'offensive, et songe à forcer la porte du ministère ; son mauvais génie n'a pas changé, son besoin de rapine n'est pas diminué ; et, en homme qui se compose facilement un visage, il choisit la devise : *économies*, pour forcer l'accès du pouvoir. Mais cette transformation subite, de l'homme prodigue des finances nationales en administrateur économe, ne convainc personne.

Le peuple avait de trop bonnes raisons pour croire à son impénitence ; il avait été assez longtemps, non pas abusé par lui (parce qu'il n'avait jamais eu confiance en Crispi), mais volé, pillé, pour accepter aussi promptement et facilement ses protestations de retour au bien, et de dévouement à la chose publique. Crispi en sera donc pour ses frais, et réduit à comploter contre le nouveau ministère, du moins pour quelque temps encore, tout en s'engraissant d'ailleurs de la substance du peuple italien qu'il avait eu le soin de s'approprier pendant son séjour au pouvoir.

Laissons-le gesticuler au milieu de ses fidèles, et élever au-dessus de sa tête la pancarte : *économies*, et, après l'avoir suivi dans les principaux événements auxquels il a été mêlé à ce jour, passons à un nouveau chapitre où nous entrerons, plus avant encore, dans les vices et la dépravation du bandit Francesco Crispi.



CHAPITRE III

IGNOMINIE !

Il serait superflu de suivre Crispi dans le détail des hausses et des baisses que subit sa fortune politique. Les chutes et rechutes successives par lesquelles il passe sont en vérité très instructives, mais le manque de temps m'oblige à me restreindre dans un cadre limité et à chercher, dans les actes mêmes de cet homme, matière plus propre à éclairer mes lecteurs, sur les bassesses de son âme, sur cet esprit de concussionnaire, sur ce Tartufe que le hasard des choses, à défaut de valeur personnelle, a élevé infiniment trop haut. J'ai pensé qu'il me suffirait pour cela de suivre Cavalotti dans la lutte, à outrance peut-être mais jamais sans fondement, qu'il a engagée contre Crispi.

Je dois prévenir, en même temps, que je me sens profondément écœuré à la pensée seule de

toutes les turpitudes, de toutes les infamies, que je vais mettre au jour, en soulevant le coin de rideau derrière lequel se cache, pour les gens qui ne l'ont pas suivi de près comme moi, la vie publique et privée de cet homme exclusivement créé pour personnifier la perversité et la honte !

En vérité, on eut envoyé peupler le bagne ou la prison tout autre individu, moins favorisé par les événements, qui aurait commis un seul des méfaits que nous allons reprocher à Crispi. Mais s'il a réussi à échapper aux tribunaux, il n'échappera pas, en revanche, au mépris, à la réprobation des citoyens honnêtes.

Quels sont donc les méfaits dont s'est rendu coupable Crispi?

On peut, à la fois, et documents en mains, poser en principe qu'il est digne de toutes les suspicions et a trempé dans toutes les ignominies.

En dehors des affaires de bigamie et de trigamie dont j'ai suffisamment parlé, il a sur la conscience des actes de concussion, faux témoignage, corruption, escroquerie, assassinats, tous actes récents dont l'examen suffira pour édifier sur la valeur intrinsèque et morale de cet invraisemblable despote.

I. CONCUSSION

Lorsque la Banque Romaine fut devenue un repaire d'agioteurs et de tripoteurs éhontés, quand

la conscience publique fut sur le point de se révolter contre les gens qui la menaient au krack et à l'effondrement, Crispi, qui n'en ignorait, au lieu de flétrir comme il était de son devoir et de traîner devant les juges les dilapidateurs de la fortune publique, se présenta, au contraire, à eux comme un protecteur. Ce monde-là était si bien dans ses goûts! Mais ne croyez pas que sa protection fut gratuite, qu'il tira un voile sur leurs turpitudes dans la simple passion de les mettre à l'abri, qu'il couvrit par charité leurs agissements : ce serait méconnaître l'homme. Crispi jugea du premier coup que la possession des terribles secrets de la Banque pourrait lui être une source de bénéfices; que, si son devoir tout indiqué était de les démasquer, ce devoir, en somme, ne lui serait, précuniairement, d'aucun profit. Cette considération suffisait et au-delà, à lui fermer la bouche.

Oh! alors, les affaires de la Banque allèrent de mal en pis, ses finances dansèrent une valse folle et le gouffre qui se creusait depuis longtemps autour d'elle s'agrandit avec une foudroyante rapidité.

Crispi, ses parents, ses amis, puisèrent à pleines mains dans ses caisses. Cet établissement financier escompta sans murmurer les valeurs vraies ou fictives qu'il leur plut de présenter à ses gui-

chets, et jamais, à aucune époque, il ne vit revenir impayées autant de valeurs, ni une masse semblable de billets en souffrance. Les valeurs vraies émanaient d'individus sans crédit, sans garanties, et les fictives étaient inventées par leurs auteurs pour servir de couverture aux largesses de Tanlongo et de sa bande.

Comment ces derniers se fussent-ils refusés aux exigences des oiseaux de proie qui s'abattaient sur eux?

A tout prix, il fallait s'assurer le silence du ministre en faisant de ce dernier leur complice! A défaut, l'opinion publique d'une part, la cour d'Assises de l'autre, les menaçait. Avec Crispi à la rigueur on pouvait vivre, sans Crispi leur perte était certaine.

Cette épée de Damoclès suspendue au-dessus de leurs têtes les contint dans l'obéissance et fit taire le reste de conscience qui pouvait encore exister en eux.

Mais, hélas! tant va la cruche à l'eau....., vint le jour si redouté où la rumeur publique, un certain nombre de députés et la Presse honnête démasquèrent irrémédiablement leur gestion scandaleuse. Un procès, gros de suites, commença; on sait le reste; mais les documents qui y figurèrent entrèrent si bien et si utilement dans mon sujet qu'il importe de s'y arrêter.

Dans l'un, qui a été confisqué à Lazzaroni caissier de cette banque, on relève d'abord la note suivante écrite sur papier à en-tête du commissaire de police de Rome.

BANQUE ROMAINE *Rome, 31 octobre 1890.*
CAISSE

Remis au gouverneur (Tanlongo) pour le ministre Crispi : 50.000 fr,

Enveloppe blanche, coupée, avec cette suscription :

EFFETS CRISPI

10.000 fr., échéance du 15 janvier, 1893.

25.000 fr., échéance du 3 février, 1893.

20.000 fr., sans échéance.

1.000 fr., le 15 novembre 1890.

1.000 fr., le 22 novembre 1890.

50.000 fr., le 31 octobre 1890.

20.000 fr., au gouverneur, pour Lemmi, par Mme Crispi.

(Voir les documents distincts aux numéros 3, 87, 92, 70 et 189 du procès-verbal de séquestre de la correspondance Lazzaroni).

Rome, 25 février 1893.

Vu pour copie conforme aux originaux. Timbre de la questure de Rome.

Le Chef de Cabinet :
E. PEZZI.

En outre, le registre de caisse de Lazzaroni mis sous séquestre porte une dette de 90.000 fr., contractée en 1888 par Crispi laquelle, en décembre 1892, a été réduite à 55.000 fr,, puis un effet de 3.000 fr. accepté par Mme Crispi.

Dans une lettre que Tanlongo adresse à Giolitti, on trouve que, le 4 avril 1887, la Banque Romaine a escompté à M. Fazzari un effet de 217.000 fr. portant la signature de Crispi. Cette somme, jointe à une autre de 60.000 fr. remontant à janvier de la même année escomptée au même Fazzari, grâce à la signature de Crispi, forme le chiffre total de 277.000 fr.

Un autre effet de 13.000 fr. accepté par Buffardeci Sebastiano, à échéance du 3 avril 1883, a été escompté au profit de la famille Crispi.

Nouvel effet de 16.000 fr., avec échéance au 5 février 1893, accepté par Campagnano Raffaele, destiné à payer des achats faits par Mme Lina Crispi chez Campagnano Vitale, négociant en mercerie.

Viennent enfin nombre d'autres effets endossés par Crispi et sa femme et escomptés par la banque à leur profit, notamment :

Un effet de 20.000 fr., à échéance du 28 mars 1893, accepté par Giuseppe Palumbo et Cardella et payé à Crispi ;

Un effet de 14.000 fr., au 15 juillet 1890,

(compte-courant Valli Jean-Baptiste), pour le compte de Lina Crispi;

Lettre de change sur Vienne de 4.385 fr. au profit de Mme Crispi, payée par la Banque à cette dernière ;

Un reçu de Mme Crispi porte reconnaissance d'une dette de 1.465 florins à Gottlieb et Lederel de Carlsbad. Cette dette, qui a été acquittée par la Banque Romaine, remonte à la saison d'eau que fit Mme Crispi à Carlsbad où elle rencontra pour la première fois Cornélius Herz et fit sa connaissance.

Divers autres effets se succèdent revêtus des signatures de Pierre Chiarra et Nicolo (aliàs Crispi), Lanti Achille, (majordome de Crispi) et Pierre Chiarra et Nicolo (toujours Crispi) représentant ensemble la somme respectable de 555.742 fr. 70!

Tous ces effets que je jette au hasard de ma plume ont été payés par la Banque Romaine qui n'est, sauf dans un ou deux cas, jamais rentrée dans ses fonds.

Il est bien entendu qu'il existe, en dehors de ces sommes, nombre d'autres plus ou moins considérables comptées par la Banque aux amis de Crispi, sous sa signature, et évidemment partagées avec Crispi.

Nous pourrions encore, s'il fallait, trouver

de nouvelles notes endossées par cet homme et complaisamment escomptées par la Banque Romaine, sans autre garantie de remboursement que la frayeur qui hantait Tanlongo de se voir démasqué par Crispi; mais cette énumération suffit pour prouver, en toute évidence, les tripotages auxquels ce dernier s'est livré et montrer qu'il a personnellement concouru, dans la plus large des mesures, à la ruine de cet établissement financier.

D'après un calcul, auquel je me suis sommairement livré, ses extorsions de fonds pour lui-même, pour sa famille et pour ses amis, ne sont pas inférieures à environ 1.400.000 fr., compte qui se répartit : pour la Banque Romaine seule, à environ 700.000 fr., (non compris le compte Chiara, ouvert sur sa recommandation, et se montant à 387.000 fr.,) et pour la Banque Nationale, à 313.000 fr.! Je ne me suis pas attardé à parler de la Banque Nationale, j'ai cru suffisant de la mentionner.

Ces données pourraient, aux yeux de quelques-uns, paraître insuffisantes pour motiver l'accusation de concussion portée contre Crispi. Je prie donc ceux qui penseraient ainsi, de vouloir bien se reporter aux articles 169 et 170 du Code pénal italien. « L'officier public, dit l'art. 169, qui aura abusé de sa charge pour contraindre autrui à lui

donner ou promettre indûment, à lui-même ou à un tiers, de l'argent ou autre récompense, sera déclaré concussionnaire et puni de l'interdiction perpétuelle de toute charge publique, de la réclusion de 3 à 10 ans et d'une amende qui ne sera pas inférieure à 300 fr. Si la somme ou la récompense indûment donnée ou promise est d'une valeur minime, l'interdiction sera temporaire et la réclusion de un à cinq ans. »

Telle est la teneur de cet article en ce qui concerne la concussion.

L'article 170 traite en termes identiques la concussion, et la considère, comme atténuée, quand l'officier public, au lieu de forcer la main, se borne à user de persuation pour obtenir dons ou promesses.

Si telle est l'appréciation du code pénal, il ne sera douteux pour personne que l'un et l'autre article sont applicables aux agissements de Crispi, suivant l'importance des sommes qu'il a arrachées, ou la forme qu'il a adoptée pour les extorquer.

Dans quelle plus large mesure pouvait-il, en effet, user, abuser de sa situation prépondérante, de son pouvoir, des secrets qu'il avait en main, forcer mieux, en un mot, et la main et la caisse des administrateurs de la Banque Romaine ? Quel personnage, investi d'un mandat public, en fit, en

outre, un plus déloyal usage pour arracher l'argent de ceux qu'il avait la mission de dénoncer à la vindicte des lois?

Soutenir une thèse contraire serait aller à l'encontre du droit et du sens commun; mais passons.

II. FAUX TÉMOIGNAGE

Crispi concussionnaire est doublé de Crispi faux témoin : la preuve ne sera pas difficile à faire.

Dans les actes du procès de la Banque Romaine on trouvera le témoignage de Francesco Crispi, en date du 21 mai 1893, par devant le juge d'instruction Capriolo. Dans ce témoignage on relèvera notamment cette réponse de Crispi que nous reproduisons textuellement: « Tanlongo se trompe, car je ne lui ai jamais recommandé personne pour escompter des billets à sa Banque. »

On sait combien cette réponse était mensongère. D'ailleurs, peu de mois après, les documents de la Banque Romaine mis sous séquestre et une publication de Pierre Tanlongo se chargèrent d'établir, victorieusement et bruyamment, la fausseté du témoignage de Crispi et l'existence de nombreuses lettres émanant du ministère et adressées à Tanlongo pour lui recommander des tiers aux largesses de sa Banque ou le contraindre à leur escompter leurs billets ou leurs valeurs.

Il ne paraîtra pas inutile de reproduire ici quelques-unes de ces lettres.

L'une d'elles est ainsi conçue :

« L'honorable député Roberto Galli vous présentera cette lettre. Ayez la bonté de lui accorder la faveur qu'il vous demandera.

« Avec mes remerciements anticipés. »

Il va sans dire que la faveur demandée, suivant le témoignage de Tanlongo, consistait tout simplement à aider précuniairement, sur la recommandation du Président du Conseil, l'honorable Galli, l'un des fidèles de Crispi.

Nouvelle lettre, mais brève et impératrice :

« Le commandeur Tanlongo recevra l'honorable Piétro Chiara et voudra bien se prêter à ses désirs, comme précédemment.

Salut cordial.

F. CRISPI.

12 octobre 1896.

Troisième lettre, très instante, pour recommander une de ses protégées.

Naples, 25 novembre 1890.

CHER COMMANDEUR,

Je vous recommande très chaudement Madame veuve Lobbia. Elle appartient à une famille de patriotes qui a tout sacrifié pour la patrie, ce qui

doit être à vos yeux un titre à la considération.

Avec mes remercîments anticipés,

Votre très affectionné.

F. CRISPI.

Au très honoré Comm. Tanlongo.

Quatrième lettre, sous forme de prière.

Rome, 12 avril 1892.

CHER COMMANDEUR,

L'ami Luigi Perelli vous remettra ma lettre ; ce qu'il a à vous demander est peu de chose. Je vous serais obligé si vous vouliez bien le lui accorder.

Votre très affectionné.

F. CRISPI.

Cinquième lettre, nouvelle recommandation en faveur de Madame Lobbia.

Lundi, 6 juin 92.

CHER TANLONGO,

La dame Lobbia, celle pour laquelle vous avez été bienveillant l'autre fois, a une prière à vous adresser ; je vous la recommande, certain que vous ne manquerez pas de lui accorder tout ce qu'elle vous demandera.

Remercîments et salutations cordiales.

Votre très affectueux,

F. CRISPI.

Nous aurions encore toute facilité pour publier un nombre considérable d'autres lettres qui ont été saisies lors du procès de la Banque Romaine ; mais le temps presse et oblige à passer outre à cette publication qui serait tout au moins fort intéressante.

Ici une remarque s'impose qui achèvera de jeter un jour particulier sur la façon dont Crispi a eu la précaution, pour se mettre à l'abri, d'écarter de dessus la tête de certains personnages politiques, ses protégés, l'orage que le procès de la Banque aurait, un jour ou l'autre, nécessairement déchaîné contre eux en le perdant lui-même.

Ses protégés avaient, ainsi que nous l'avons dit, largement tripoté dans les caisses de Tanlongo, grâce à sa prodigalité de lettres et de recommandations auprès de ce dernier.

Ils auraient donc été compris dans les scandales du krack de la Banque, si Crispi, en homme rusé, n'eut, sous le fallacieux prétexte de sauver le commandeur, trompé Pierre Tanlongo son fils, en l'amenant à lui livrer les lettres suspectes et les documents compromettants qui avaient trait aux largesses forcées du commandeur Tanlongo. Le fils avait cru à la bonne foi du ministre concussionnaire, et dans l'espoir de sauver son père il s'était exécuté de bonne grâce : « Ils seront

ici (ces documents), avait dit Crispi, chez un grand collier de la Très Sainte Annonciade (l'ordre suprême d'Italie) ; c'est vous dire qu'ils seront en sécurité et toujours à votre disposition. » Mais, comme la parole donnée a peu de poids aux yeux de Crispi, dès que les documents sont dans ses mains, le commandeur Tanlongo est arrêté. Crispi n'en a cure, d'autant que ses parents, ses amis et ses protégés sont à l'abri des poursuites et qu'il peut, tout à loisir, se préparer à nier, pour son propre compte, toute immixtion dans les affaires de la Banque. Le fils Tanlongo lui écrit alors lettres sur lettres pour réclamer ces documents. Non seulement il ne les obtient pas, mais Ciccio va même, au mépris des convenances, livrer à la publicité, ceux au moins qui pourront compromettre ses ennemis politiques.

Comme ceci rappelle bien la fameuse épée, à deux tranchants, que brandissait Prud'homme en disant : « Elle me servira à défendre la Constitution et au besoin à l'attaquer » ! Ces documents dans les mains de Crispi sont une arme à la fois défensive et offensive.

Pierre Tanlongo ne reçoit point de réponse, mais il voit son nom traîné dans la boue et mêlé à la politique.

Ainsi, il ne peut rester douteux que Crispi a menti dans son témoignage, quand il disait :

« Tanlongo se trompe, je ne lui ai recommandé personne pour escompter des billets à sa Banque. »

Les lettres que nos lecteurs ont sous les yeux sont assez suggestives. A défaut, j'aurais pu y joindre celles dans lesquelles il recommande son ami le député Cucchi et son secrétaire particulier Cardella, toujours pour amener Tanlongo à escompter des valeurs vraies ou fictives, qu'en homme positif il ne manquera jamais de partager avec eux ; j'aurais pu insister aussi sur le soin qu'il a pris de se faire livrer tous les documents qui auraient pu le contraindre à avouer sa participation aux dilapidations de la Banque.

Voilà donc Crispi convaincu de faux témoignage. Les faits de la cause sont tellement limpides, d'une évidence tellement indéniable, qu'avec la meilleure volonté du monde on ne saurait l'en excuser. Du reste, il est dans l'essence même de cet homme de parler faux, de mentir impudemment, de voler des documents pour les falsifier et de bâtir sur l'erreur.

Après cela, si un délit prend de l'importance en raison de la qualité du prévenu, lorsque un faux témoignage sort de la bouche d'un président du Conseil, il n'est pas loin d'atteindre les proportions d'un crime. Et Crispi, *faux témoin*, est infiniment plus coupable et danmable qu'un autre

homme. Dans les circonstances mêmes, où il s'en rendait coupable, sa faute tirait de ces circonstances une grïèveté plus considérable et pouvait avoir des conséquences plus redoutables que dans une infinité d'autres cas prévus cependant par le code pénal.

Je ne veux pas savoir si, en droit, Crispi « faux témoin » était justiciable des tribunaux correctionnels ou de la Cour d'Assises, ou bien encore de toute autre juridiction, je me borne à constater qu'il est coupable entre les coupables et qu'il est infiniment regrettable qu'il ait échappé aux châtiments de la loi.

L'article 214 (dernier paragraphe) du Code Pénal, visant le délit de faux témoignage, édicte des peines très sévères, c'est tout au plus s'il admet des circonstances atténuantes pour le cas où le faux témoignage a été fait « sans serment ». Dans ce cas même, et c'est le cas de Crispi, la peine qu'il prononce ne saurait être inférieure à un an de réclusion.

Malheureusement, au lieu de soulager la conscience publique et de donner légitime satisfaction au peuple, les juges laissèrent Crispi tranquille; ils estimèrent perfidement que son faux témoignage devait rester impuni parce *qu'il avait été motivé par le besoin de sauver son honorabilité (!) personnelle*, parce que, en outre, il ne

portait pas sur une circonstance essentielle et importante du procès. Comme cela sent la supercherie ! Car, enfin, si le témoignage de Crispi eut été accepté comme sincère par le juge d'instruction, Tanlongo était irrémédiablement perdu. Son système de défense, basé sur la pression que le Président du Conseil avait constamment exercée sur lui, sur la façon dont le Président du Conseil avait enchaîné sa liberté d'action, tombait de lui-même.

III. CORRUPTION

Si les faits de concussions et de faux témoignage que nous avons relatés ne paraissent pas suffisants pour vouer Crispi au mépris des hommes honnêtes, nous pourrons passer à un autre chef d'accusation : La corruption.

Le 20 décembre 1892, lorsque l'opinion publique eut été suffisamment surexcitée par les bruits défavorables qui circulaient au sujet de la Banque Romaine, tous les députés honnêtes de l'opposition, poussés par le sentiment du devoir, réclamèrent enfin la mise en accusation de Tanlongo, une enquête sévère sur sa gestion et sur la situation morale et financière de la Banque Romaine. Crispi, pris d'un beau zèle, monta à la Tribune et, dans un discours qui souleva l'indignation des gens bien pensants et lui valut les plus vertes

répliques du député Colajanni, il s'acharna à démontrer que la Chambre ne pouvait voter cette enquête, qu'elle n'avait pas le droit d'accuser Tanlongo, *que ce dernier avait du reste dans ses caisses assez de millions pour enterrer tous les députés présents* !

Si on eut le droit d'être surpris de ce langage dans la bouche d'un député qui avait la mission avant tout d'employer ses efforts et de consacrer son énergie à la sauvegarde des intérêts du pays et de ses finances, on fut, surtout, douloureusement impressionné quand on arriva à savoir, quelque temps après, que Tanlongo avait, *le 24 décembre*, escompté à Crispi, son protecteur, un effet de 20.000 francs. On établit un rapprochement entre la date de cet effet et celle du 20 décembre, jour du fameux discours qui avait été la planche de salut de la Banque Romaine et de ses administrateurs. Ce rapprochement fut la clef qui permit de pénétrer le mystère de l'acharnement avec lequel Crispi s'était posé en défenseur de Tanlongo et de sa Banque. Dès lors, il fut visible pour les moins éclairés que Crispi avait été acheté.

Les journaux crispiniens se chargèrent d'achever de convaincre de la chose par le soin imprudent qu'ils mirent, lorsqu'il s'agit de laver leur maître de cette accusation, à travestir son fa-

meux discours du 20 décembre en en retranchant les périodes les plus essentielles et les plus probantes.

S'il eut pu rester encore quelques doutes, ils auraient été invinciblement détruits par la simple constatation que cet effet de 20.000 francs, au lieu de suivre la filière des opérations ordinaires de la Banque, au lieu de figurer comme les effets ordinaires dans les livres de la Banque, était allé au contraire rejoindre dans leur portefeuille les 55 autres mille francs que Crispi s'était déjà fait escompter, qui n'avaient jamais été remboursés et n'avaient même jamais produit le moindre intérêt. Dans ce portefeuille, du reste, se trouvaient encore les différents effets clandestins de Mme Crispi, de ses parents et de ses intimes, restés également en souffrance et sans production d'intérêts. On fera peut-être observer que l'échéance du 28 mars 1893, qui se trouvait portée sur cet effet comme sur tous les autres, a été respectée ; je prierai mes lecteurs de remarquer que le mérite n'en revient pas à Crispi, mais que ce dernier fut contraint au remboursement par les découvertes qui valurent à Tanlongo les ennuis de la prison. Q'importe, du reste ?

L'acte de Crispi sort son plein effet de ce qu'il s'est fait attribuer ces 20.000 francs à la suite de son discours et, certainement, pour avoir, étant

revêtu d'un mandat public, utilisé ce mandat à se faire décerner une somme d'argent ; car enfin cet effet était une simple mesure pour dissimuler le pot-de-vin que Tanlongo lui avait donné. Constatons au passage que la chose sauta si clairement aux yeux, que, malgré leur bon vouloir, les fidèles de Crispi, ses amis les plus dévoués, et il faut entendre par ce mot, *aussi pervers et aussi corrompus que lui*, après avoir vainement et timidement crié à la calomnie, sentant que le terrain manquait sous leurs pieds, se gardèrent bien d'insister mais jugèrent plus prudent de se renfermer dans le silence.

Voilà donc en quelles mains l'Italie avait confié une part de la représentation nationale et de sa confiance ; voilà comment Crispi *député* faisait volontiers le sacrifice des intérêts et de l'honneur de la patrie en les foulant aux pieds pour accroître sa richesse personnelle ; voilà enfin comment, au sein d'un peuple malheureux et ruiné, cette âme vénale ne trouvait pas le moindre accent pour flétrir les auteurs de sa ruine !

Certes, je comprends qu'il eût été bien difficile à Crispi d'être ému à la vue des enfants du peuple italien. Il y avait, entre lui et ce peuple, une barrière infranchissable : le peuple italien honnête, laborieux, n'aurait pas pardonné sa promiscuité

avec les tripoteurs et les gens véreux et Crispi était, par essence, plus tripoteur et plus véreux que personne.

Puis, il avait si largement trempé dans les machinations des administrateurs de la Banque, fait un si large abus de son influence et de son pouvoir pour dissimuler leurs rapines dont il détenait le secret, si puissamment escompté ce secret, qu'il se devait à lui-même, forcément, de se poser en défenseur des agioteurs et des dilapidateurs contre ceux qui, en voulant et cherchant la lumière, risquaient de mettre à découvert ses propres turpitudes, ses infamies personnelles. Il était pris lui-même dans leur engrenage et forcé de les sauver pour se sauver.

Après cela, je crois suffisamment établi le délit de corruption dont s'est rendu coupable Crispi ; il me reste à étudier de quelle façon l'art. 171 du code pénal le punit.

La loi inflige la destitution immédiate à tout fonctionnaire qui accepte une récompense quelconque en échange d'un service rendu ; avec plus de raison encore, l'art. 171 condamne à une peine d'un an de réclusion avec interdiction temporaire des charges publiques et une amende pouvant s'élever jusqu'à 3.000 francs, tout officier public qui, pour un acte de sa charge, reçoit, pour lui-même ou pour autrui, une rétribution qui ne

lui est pas due, en argent ou en nature : telle est, dans ce dernier cas, la situation qu'on aurait dû faire à Crispi.

Bref, j'ai hâte de passer à une nouvelle étude qui achèvera de clouer au pilori du déshonneur l'homme néfaste que je me suis donné la tâche de flétrir.

IV. ESCROQUERIE

Au moment de la liquidation des affaires du Panama, M. Imbert, liquidateur, communiquait à M. Dupuis-Dutemps, membre de la commission d'enquête, des documents qu'il venait de découvrir et desquels il résultait que Crispi avait vendu, au prix de 50.000 francs, au baron Jacques de Reinach, pour Cornélius Herz, un grand cordon de l'ordre des Saints Maurice et Lazare.

L'*Italia Reale,* grand journal catholique de Milan, publia cette découverte en mars 1893. Elle fit connaître à ses lecteurs, avec les détails que comportait la chose, que le baron juif avait prié, au mois de janvier 1891, son administrateur à Rome, M. Palomba, chef de section à la justice, d'user d'influence pour obtenir à Herz cette décoration ; que Palomba tout dévoué à son maître avait aussitôt entrepris des négociations et fini par inviter M. de Reinach à se mettre lui-même en rapport avec F.·. Crispi.

Sur cette invitation, un échange de correspondance commença entre le ministre et le banquier véreux. Celui-ci suppliait celui-là de daigner « pour sa tranquillité morale et matérielle », faire décerner le grand cordon tant désiré à Cornélius Herz ; une lettre de M. de Freycinet lui servait à appuyer sa demande.

Crispi, en homme pratique, se refusa tout d'abord à négocier à distance et télégraphia à Reinach pour l'inviter à se rendre à Rome où l'on traiterait de vive voix ; mais Reinach, prétextant une maladie de Mme de Reinach, se fit excuser. Nouvelle invitation de Crispi qui, dans une lettre, fait observer qu'en Italie ces choses-là ne se traitaient pas si facilement et qu'il ne fallait pas perdre de vue (surtout) qu'il y aurait des dépenses à faire ! Le juif comprit, et, à la date du 24 mars 1891, adressa au ministre un chèque de 50.000 francs qu'expliquait la lettre suivante :

« Cher Crispi,

« Voici les 50.000 francs que vous me demandez. J'espère que vous vous mettrez tout de suite à l'œuvre. Il y va, comme je vous l'ai dit, de ma tranquillité morale et matérielle. »

A quoi Crispi répondit :

« Cher Jacques,

« J'ai reçu votre honorée avec le *document*. Je

« me mets tout de suite à l'œuvre et j'espère que
« nous réussirons vite.

« Croyez-moi à vous.

« CRISPI. »

Evidemment, la *Riforma*, organe de Crispi, devait s'empresser de déclarer que l'*Italia Reale* avait menti, que tout ce qu'elle venait de publier à ce sujet n'était qu'un tissu de calomnies. Avant que la *Riforma* ne s'en fut occupée, Crispi avait déjà pris lui-même la précaution de se faire interviewer par un correspondant du *Corriere della Sera* et avait juré ses grands dieux que le fameux chèque de 50.000 francs représentait des honoraires d'avocat que Reinach lui devait depuis quatre ans.

A ce rédacteur du *Corriere della Sera*, Crispi avait répondu textuellement : « Lorsque j'entrai au ministère, je fermai mon cabinet d'avocat. En 1891, rentré dans la vie privée, je le rouvris ; Reinach me fit demander alors si je consentirais à reprendre la défense de ses intérêts ; je n'avais aucune raison pour m'y refuser. J'acceptai donc ; mais, au préalable, j'exigeai que Reinach me réglât le compte de mes honoraires antérieurs. Le baron s'exécuta et me paya « personnellement » avec un chèque sur la banque de Naples. »

(Nous surprenons ici Crispi en flagrant délit de

mensonge, car, lors de l'examen des affaires de Reinach, on trouva dans ses papiers, outre la copie de la lettre d'envoi des 50.000 fr., le reçu du bureau postal de Paris dont diverses personnes purent se procurer le fac-simile authentique).

Mais l'*Italia Reale* ne se contenta pas de cette explication et fit remarquer avec raison que, si ces 50.000 francs représentaient des services rendus par Crispi comme avocat, la dette de Reinach remonterait à une époque antérieure à son ministère, que Crispi avait été quatre ans ministre, et qu'il n'était certainement pas facile de trouver un avocat qui attendit quatre ans pour se faire payer.

Il y avait là une preuve morale qui pouvait, à la rigueur, paraître insuffisante ; mais, quelque temps plus tard, les événements apportèrent de nouvelles indications qui ne laissèrent plus de place pour un doute. On eut sous les yeux le texte même de la lettre qui servait d'enveloppe au chèque. On y lut :

« *24 mars 1891.*

« CHER CRISPI,

« Voici les 50.000 francs dont vous ferez l'usage que vous voudrez. J'insiste de nouveau auprès de vous afin que vous finissiez cette

affaire au plus tôt. S'il était nécessaire, je ferais un nouveau voyage, si vous me le demandez. »

On n'a pas besoin après cela de réfléchir longuement pour comprendre qu'il s'agit d'autre chose que d'un payement d'honoraires professionnels.

Du reste, dans une lettre trouvée dans les papiers de Reinach et adressée au banquier Weil Schott de Milan, l'associé du **baron juif**, on lit cette phrase édifiante : « *J'ai donné à Crispi 50.000 francs pour une affaire qu'il n'a pas faite. Il me semble que cela pourrait servir pour nos procès.* »

Au surplus le voyage que fit à Rome, en 1893, Lucien de Reinach, fils du baron, prouve, tant par les circonstances qui l'accompagnèrent que par les soins qu'on mit à le tenir secret, qu'il s'était agi entre Crispi et le banquier d'autre chose que d'un payement de ses services d'avocat. Au temps en effet, où éclatait l'orage provoqué par les premières révélations sur cette honteuse affaire, Lucien de Reinach vint en Italie.

Il arriva à Rome le 27 mars 1893, et c'est à sa venue que fait allusion, dit le *Figaro*, la dépêche du banquier Weil Schott de Milan signalée à M. Giolitti par le préfet Winspeare dans le document ci-après. Cette dépêche semble prouver que Crispi avait réclamé à Lucien de Reinach la restitution de documents compromettants.

La *Riforma* lui a donné pour signification au contraire que Crispi avait fait reprocher à Lucien de Reinach d'avoir laissé livrer au public le contenu de ces documents, de quoi Reinach s'excusait en disant que n'ayant pas eu en sa disposition les papiers de son père, il n'avait pas pu en abuser. On sait ce qu'il faut penser de la sincérité de la *Riforma*.

La vérité est qu'au domicile de M. Reinach à Paris, on répondit, le 25 mars 1893, à un journaliste italien, que Lucien de Reinach se trouvait actuellement en Italie où l'avait mandé l'avocat Palamenghi-Crispi parent et secrétaire de Crispi; M. Palamenghi opposa, il est vrai, un démenti formel à cette affirmation ; toutefois, il est absolument certain qu'avant de venir à Rome, le fils de l'ex-banquier Reinach passa par Milan, où sa présence motiva la dépêche que nous allons reproduire ci-dessous et, qu'une fois à Rome, il s'appliqua soigneusement à dépister les journalistes, conseillé en cela par Crispi.

Il songeait à descendre à l'hôtel de la Minerve, l'ex-ministre l'en dissuada et lui fit choisir l'hôtel d'Europe où il serait moins exposé à la curiosité du public et aux interviews de la presse.

Le soir même, Reinach alla dans les bureaux de la *Riforma* où il rencontra Palamenghi le secrétaire de Crispi qui ne l'abandonna pas un ins-

tant durant son séjour à Rome, tant ce dernier appréhendait quelque indiscrétion. L'*Italia Reale* affirma même à l'époque que la police avait envoyé au directeur de l'hôtel d'Europe l'ordre d'effacer de la liste des voyageurs le nom de Lucien de Reinach dont elle-même contrôlait les allées et venues pour être bien sûre qu'il n'avait pas de rapports compromettants.

Voici le télégramme dont nous avons parlé :

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, CABINET PARTICULIER,
BUREAU DU CHIFFRE

Télégramme 120, 26 mars 1893.

Son excellence Giolitti, président du conseil, ministre de l'intérieur. Pour la règle, je communique à votre excellence le télégramme suivant, adressé à l'honorable Crispi à Rome :

« Lucien arrivé cette nuit. Il sera à Rome lundi, hôtel d'Europe. Il m'assure qu'il ne pouvait rien vous remettre, n'ayant pas la libre disposition des papiers paternels. »

« Signé **Albert**. »

Evidemment, c'est le banquier de Milan Weil Schott (Albert) qui télégraphie, et la personne qui arrive est Lucien de Reinach.

Signé : *Le Préfet*,

Vu : **Giolitti**, **Vinspeare**.

Quelle était donc la raison de ce voyage et de l'étrange mystère dont on l'entourait, sinon le besoin de l'ex-président du Conseil de s'entendre secrètement avec Lucien de Reinach sur la manière de pallier les véritables causes qui avaient provoqué l'envoi du fameux chèque et d'échapper ainsi au scandale ?

En vérité, le baron Jacques de Reinach avait des affaires à Rome où il avait fait l'acquisition des terrains de la villa Ludovisi en dehors de la Porta-Pia : il avait fait cession d'une partie de ces terrains à l'ambassade d'Angleterre et d'une autre au marquis di Rudini. A la suite de ce marché, des difficultés s'étaient élevées entre lui et ses acquéreurs ; mais l'intérêt en jeu montait sûrement à moins de 50.000 fr. ; on peut donc conclure qu'il serait peu sage de croire que Reinach eût consenti à payer à Crispi 50.000 fr. d'honoraires pour un procès dont l'importance n'atteignait même pas cette somme.

Du reste, inutile de nous arrêter plus longtemps à ces invraisemblances : il serait si facile d'apporter d'autres preuves établissant que Crispi a bel et bien reçu ces 50,000 fr. pour prix du grand cordon des saints Maurice et Lazare !

Mais, en cela, ne se trouve pas encore tout le mal.

La lettre, en effet, par laquelle l'ex-ministre

recevait de l'argent de Reinach, est datée, si mes lecteurs s'en souviennent, du 24 mars 1891. Or, le décret par lequel le roi conférait à Cornélius Herz la distinction tant sollicitée avait été signé le 7 février précédent. Les dépenses, qui n'étaient plus à faire, devaient donc peu motiver la lettre par laquelle Crispi demandait de l'argent. Il y a mieux, le 9 février 1891, Crispi était tombé du ministère, et la *Riforma*, dans la pensée de le défendre, affirmait dans son numéro du 1er juin 1893, qu'il n'avait point quitté le pouvoir sans suspendre l'effet du décret, lorsque, s'il avait voulu, il aurait eu, au contraire, toute facilité pour lui donner suite.

La *Riforma* veut en imposer en nous présentant son personnage comme ayant, du même coup, demandé, reçu, signé et déchiré ce décret. Du reste, il ne fait doute pour personne que Crispi n'aurait jamais eu la peine, ni de le recevoir, ni de le déchirer, s'il n'eût, en Conseil des ministres, surpris la bonne foi de ces derniers et du grand maître de l'ordre des saints Maurice-et-Lazare en falsifiant et tronquant les renseignements fournis par le général Menabrea, alors ambassadeur à Paris, sur la personnalité de Herz.

Un mot d'explication sur ces renseignements.

Dans une lettre, en date du 24 juillet, adressée

à Reinach par Crispi, celui-ci exagère à dessein les difficultés qu'oppose la chancellerie à la demande du grand cordon pour Herz et s'acharne à démontrer qu'il est nécessaire pour obtenir cette distinction de justifier d'une ample somme de mérites.

Cette lettre peut paraître dictée par un bon sentiment aux yeux des irréfléchis ; mais il n'en est pas de même pour ceux qui veulent se rendre compte de la facilité avec laquelle les difficultés dont parle cette lettre se sont ensuite évanouies et combien facilement on a trouvé des mérites à Herz dès que son auteur a entrevu la possibilité de soutirer de l'argent à Reinach.

La loi exigeait qu'on informât au sujet de ce Herz à décorer. Crispi s'adressa donc, suivant la règle, à l'ambassadeur d'Italie à Paris, le général Menabrea, et le chargea de rédiger un rapport sur la moralité et les mérites du personnage. Dès lors, Menabrea se trouva dans un embarras très grand.

Il y avait de quoi ! Songez en effet que son fils était précisément attaché au service de Herz, aux appointements de 1,000 francs par mois, c'est-à-dire bien supérieurs à la valeur de ses services ; que la caisse de Herz, si productive déjà pour son fils, n'était jamais fermée au général dans ses fréquents besoins d'argent.

Cependant, à force d'hésitations, Menabrea trouva le moyen de rédiger une feuille de renseignements qui donna une demi-satisfaction à sa conscience d'ambassadeur et ne le compromit pas trop, en même temps, auprès de Herz.

Ce rapport louait en celui-ci « le savant », le présentait à Crispi comme le créateur de l'importante publication : « La lumière électrique » ; mais il faisait des réserves sur « l'homme », ces réserves qui, plus tard, brouilleront Menabrea avec Herz. Pauvre général! il ne pouvait guère dire du mal de celui qu'il avait eu l'occasion de recommander à Mme Crispi, lors du séjour qu'elle fit à Carlsbad, par la lettre si instante que je reproduis ici pour mention :

12 août 1888.

MADAME,

Je prends la liberté de vous faire parvenir cette lettre d'introduction auprès de vous en faveur du savant Dr Cornélius Herz qui, sachant que vous êtes à Carlsbad où il doit lui-même se rendre, a exprimé le désir d'être présenté, à cette occasion, à l'intelligente et gracieuse épouse de l'illustre ministre d'Italie, son excellence Crispi, lequel, en peu de temps, s'est placé au premier rang parmi les hommes d'Etat qui gouvernent l'Europe.

Le docteur avec lequel j'ai eu quelques rapports scientifiques est le créateur de l'importante publication : « La lumière électrique » qui lui donne, grâce à ses talents, une haute position. J'ose espérer, Madame, que vous voudrez bien l'accueillir avec bienveillance, et je vous prie, en même temps, d'agréer, etc.

Signé : MENABREA.

Et, cependant, qu'était-ce que Herz? Avait-il un nom à figurer parmi ceux des savants? Pas le moins du monde.

Le rapport, si mitigé pourtant, de Menabrea s'exprime ainsi : *Homme dont la position et la vie sont un mystère, vendant un jour son mobilier pour payer ses dettes et, le lendemain, manipulant des millions!*

« Et pour ce beau type moral du rastaquouère, du charlatan, s'écrie le *Corriere della Sera*, un ministre italien propose rien moins que le grand cordon de l'ordre des saints Maurice et Lazare, la plus haute distinction chevaleresque d'Italie, qu'on n'a pas même décernée aux plus grands savants et qui est refusée à tant de nos généraux et colonels qui ont blanchi pourtant sur les champs de bataille ! Et à la demande de qui est fait cet acte extraordinaire qui consacre les mérites exceptionnels de Herz? D'un savant encore

plus fameux ? Non, d'un banquier, d'un tripoteur d'affaires, du vieux Reinach ! »

Il est vrai que Crispi sera le seul qui connaîtra la valeur de Herz ; car, au Conseil des ministres, il poussera le manque de scrupules jusqu'à limiter la lecture du rapport de Menabrea à ce qu'il a d'avantageux pour le solliciteur de décorations et à passer religieusement sous silence ce qui lui est défavorable.

De mérites, Herz n'en a aucun ; mais Crispi ne se laisse pas arrêter pour si peu et prétend tout aussitôt qu'on lui a présenté ce personnage comme un grand patriote, comme un vaillant citoyen qui avait fait son devoir pendant la guerre de 1870-71 ! Mais en quoi Crispi pouvait-il trouver, quand bien même Herz eût ainsi fait, qu'il eût des droits à la reconnaissance de l'Italie et à une décoration italienne ? En vérité il me semble douteux que cet aventurier américain se soit si vaillamment prodigué pour la France ; mais, quand cela serait, l'Italie n'aurait pas la charge de l'en récompenser.

Quelle a donc été la préoccupation de Crispi en trompant tout le monde à la fois pour procurer quand même le fameux cordon à son protégé, sinon de sauver à tout prix les 50,000 francs que lui avait fait parvenir Reinach ?

Il a suspendu lui-même, dit-il par la repti-

lienne *Riforma*, l'effet du décret royal, quand il a su que les renseignements sur Herz étaient notoirement mauvais! Enfin, il l'a déchiré lui-même!

Mais, il était suffisamment édifié avant la signature du décret et avant même que le roi eut consenti à accorder la distinction que ce décret devait consacrer. Pourquoi n'a-t-il pas retiré alors la demande qu'il en avait faite? Pourquoi a-t-il tronqué les renseignements de Menabrea, lorsque ces renseignements lui faisaient une impérieuse obligation de se refuser à toutes complaisances pour Herz? Pourquoi, lorsque l'opinion s'est enfin émue, lorsque un nouveau rapport, émanant celui-ci de Ressmann, arrive entre les mains du roi et jette un jour atrocement défavorable sur le nouveau décoré, se refuse-t-il à rendre le décret, qu'il serre amoureusement dans un tiroir, à Rattazzi que le roi lui a envoyé?

Evidemment, parce qu'il espérait encore trouver une combinaison qui lui permît de soutirer les billets de mille de Reinach, en conservant à Herz son grand cordon.

Il est bon de rappeler ici l'entrevue de Rattazzi avec Crispi au sujet du décret qui nous occupe.

Le rapport Ressmann était arrivé écrasant pour Cornélius Herz. Le roi profondément ému résolut aussitôt d'anéantir le décret. Il dépêcha donc

Rattazzi auprès de Crispi. Celui-ci était assis devant un secrétaire et accueillit Rattazzi avec ces mots : « Il y a du nouveau ! » — Ah ! il y a du nouveau ? répondit celui-ci qui ne comprenait pas, tandis que Crispi sortait d'un tiroir un mandat de 60.000 francs et ajoutait : « Comme les titres de Herz ne semblent pas suffisants pour lui mériter le grand cordon, on pourrait arranger tout en acceptant ce don charitable en faveur de l'hôpital de l'Ordre. » Surprise de Rattazzi qui s'écrie sur le champ : « Par pitié, ne sortez pas ces choses-là devant moi ! Accepter de l'argent français pour décerner une décoration italienne ? Mais que penseraient de nous les Français ? »

Crispi furieux :

« C'est une leçon que vous voulez me donner ?

« — Il ne s'agit pas de leçon ici, répliqua Rattazzi ; je dis que l'honneur du roi, du gouvernement et du peuple italien se trouve compromis et je vous adjure, pour la deuxième fois, au nom du roi qui vous le commande, de me remettre sur-le-champ la copie du décret ! »

A ces mots, Crispi ne gardant plus de bornes : « Oh ! non, pour cela non, ni aujourd'hui ni demain, répondit-il !

Rattazzi se retira et alla rendre compte de sa mission au roi.

Sans nous arrêter plus longtemps aux détails et aux suites de cette édifiante entrevue et sans perdre un temps précieux à demander à Crispi l'usage qu'il fit de ces 60.000 francs, usage qui doit avoir infiniment de ressemblance avec l'emploi des 50.000 francs antérieurs, nous pouvons nous demander s'il est possible de soutenir que Crispi ait, suivant les dires de ses organes salariés, de lui-même, songé à suspendre l'effet du décret dont il serrait si soigneusement la copie dans son tiroir. N'a-t-il pas, plutôt, tout fait pour empêcher que ce décret ne fût rapporté, et dissimulé dans la mesure de ses forces l'indignité de Herz pour se prévaloir auprès de lui des difficultés que rencontrait sa décoration ? N'a-t-il pas trompé honteusement Reinach, quand le décret eut été enfin annulé, en lui faisant encore croire à la possibilité d'obtenir le grand cordon pour son ami et en lui extorquant ainsi, pour une chose irréalisable, 50.000 francs ? N'a-t-il pas abusé enfin de la bonne foi du banquier en lui tenant secrète la décision du roi ; en lui permettant de compter sur son appui, lorsqu'il était absolument contraint à abandonner Herz; et, en remettant, pour aviser Reinach de son impuissance, au moment où ce dernier lui aurait enfin fermé sa bourse ? Bref, ne sera-t-on pas, en un mot, forcé d'avouer que, dans cette affaire de décoration,

Crispi s'est montré menteur, faussaire, corrupteur, corrompu, et par dessus tout escroc ?

Résumons :

Le 24 mars 1891, alors qu'il était simple député et hors de l'exercice de ses fonctions, il a fait croire à un pouvoir qu'il n'avait pas, il a provoqué l'envoi et accepté le paiement de 50.000 francs, comme moyen pour obtenir la très haute décoration italienne que non seulement il savait ne pouvoir être accordée pour des raisons morales, mais dont il savait le décret déjà rapporté sans espoir de retour, pour les mêmes raisons.

Telle a été la conduite de Crispi en cette scandaleuse affaire ; elle tombe indéniablement sous l'application de l'article 204 du Code pénal visant le délit d'escroquerie commis en faisant croire à un crédit imaginaire.

N'oublions pas, avant d'aller plus loin, que Crispi est un maître en l'art d'attirer à soi l'argent et que l'escroquerie est le plus ordinaire de ses moyens.

Je ne rappellerai pas ici l'affaire des 300 ducats qu'il extorqua à M. Vassallo Paléologo sous le prétexte de l'aider à obtenir une place de Conseiller d'Intendance ; j'en ai suffisamment parlé. Je passe aussitôt à une autre affaire plus intéressante et plus importante à la fois : l'affaire de M. Vitali.

Ce « Monsieur » éprouvait le plus vif désir de se voir décerner un titre nobiliaire. Celui de *comte* avait ses préférences. Pour arriver à satisfaire cette vanité, il alla frapper à la porte de Crispi. Celui-ci, flairant en lui un homme de ressources, voulut se prouver à lui-même que son flair ne l'avait pas trompé. Donc, avant tout autre pourparler et avant même de lui demander quel droit il pensait faire valoir pour obtenir cette distinction, il l'invita à lui compter, non plus 50 mille francs, mais 150 ou 200 mille francs, soit disant au profit de la caisse des hôpitaux de Palerme. Vitali s'exécuta. Cette somme n'était du reste pour lui qu'une goutte d'eau dans l'Océan des 16 millions qu'il avait gagnés ou volés à l'Etat italien, et des 10 ou 12 millions qu'il avait escroqués en Serbie dans la construction des chemins de fer serbes !

Une morale se dégage déjà de ceci, c'est qu'il existe une indiscutable affinité entre les gens véreux et Crispi ; que les premiers vont invariablement se confier, de préférence à tous autres, au dernier.

Après le grand tripoteur franco-américain Cornélius Herz, voici donc l'escroc grec Vitali aux genoux de Crispi.

Je ne veux pas savoir la peine ou le souci que celui-ci daigna se donner pour faire obtenir à son

solliciteur généreux la fameuse couronne de comte; je ne veux pas savoir non plus si la raison qui la lui fit accorder fut sincère ou mensongère ; si le décret royal portant : « *pour avoir employé dans ses travaux de nombreux ingénieurs et ouvriers italiens* », a dit vrai ; mais j'aimerais savoir si les 150 ou 200 mille francs, destinés aux hôpitaux de Palerme, ne se sont pas perdus dans les profondeurs du coffre-fort de Crispi. En d'autres termes, je mets ou défi de me prouver que ces hôpitaux aient bénéficié des largesses de l'escroc Vitali (1).

Cependant, Crispi est impuni, Vitali est comte, il mène dans son château, non loin de Paris, la vie du grand Seigneur et lève sa tête orgueilleuse sous une couronne achetée par l'intermédiaire d'un homme acheté lui-même et escroc comme *lui*.

V. — AGITATEUR ET ASSASSIN !

Nous n'aurons jamais tout dit sur la perversité du dictateur pour lequel je réclame, au nom de la justice, une place distinguée et non imméritée au panthéon des malfaiteurs... illustres.

Après l'avoir montré, successivement, faux té-

(1) Il a fait, du reste, le même usage des fonds destinés au soulagement des victimes des tremblements de terre en Calabre. Voir dans mon livre : *Ricordi*, page 318 et suivantes.

moin, concussionnaire, corrupteur, corrompu et escroc, j'ai le devoir de le montrer agitateur et assassin.

En 1894, lorsque la Sicile se révolta, l'Italie effrayée se jeta dans les bras de Crispi et espéra! Ce fut cet homme, à ce que pense l'*Opinione*, qui la sauva de la révolution et des Fasci (Sociétés secrètes et socialistes de Sicile)! C'est là, en vérité, une histoire à dormir debout. Quel besoin avait donc l'Italie de sauvetage et surtout d'un tel sauveur ? Elle avait traversé victorieusement assez de crises, supporté sans faiblir assez de malheurs et réprimé assez d'insurrections pour se suffire à elle-même sans avoir besoin de recourir à la protection d'un Crispi.

Les procès, qui se sont déroulés depuis, ont fait une aveuglante lumière sur l'origine des dangers dont cet homme a délivré le pays ; on a pu compter les fameux insurgés de Carrara, démasquer les complots des soi-disant révolutionnaires de Sicile marchant à la révolution le portrait du roi à la main ; on a su le cas qu'il fallait faire de leurs prétendus mouvements séparatistes, de leur accord avec l'étranger et du fameux débarquement en Sicile. On a su que tous ces périls quimenaçaient la nation italienne n'avaient existé que dans l'imagination et le rapport du commissaire de police de Bisacquino, aidé et inspiré dans

ces conceptions par Crispi qui eut ensuite l'impudence de les lire à la Chambre. Tout le monde connaît ces choses ; mais ce que tout le monde ne sait pas, ce que je tiens à ne pas laisser ignorer, c'est que, si, durant l'état de siège en Sicile, les cours martiales avaient fait une égale application à tous des effets rétroactifs des lois de répression alors en vigueur et qui peuplèrent les bagnes, Francesco Crispi aurait été l'un des premiers atteints, l'un des plus frappés. C'est lui, en effet, qui, avant son arrivée au pouvoir, avait soufflé le vent de cette tempête ; c'est lui qui, par haine de Giolitti, avait affecté de se montrer l'allié, l'ami et le conseiller des Fasci. Interrogez plutôt ceux qui, grâce à lui, gémissent encore dans les prisons, coupables seulement d'avoir demandé du travail et du pain !

Mais nous n'avons pas besoin de leurs témoignages pour nous en convaincre; il suffirait certainement de présenter aux juges des Cours martiales, pour forcer la condamnation de Crispi, ses télégrammes incendiaires, dans le goût de celui de Syracuse où il fait appel à l'insurrection, ou simplement même le recueil des articles de la *Riforma*, son organe salarié, durant le deuxième semestre 1893.

Mes lecteurs ne peuvent se faire une idée exacte de la manière dont l'homme néfaste se

préparait, peu de mois avant son arrivée au pouvoir, à sauver l'Italie des anarchistes et des Fasci, si je ne fais passer sous leurs yeux quelques extraits de cette grotesque prose. Je prends au hasard :

La *Riforma* du 11 novembre 1893 tempête contre l'invasion des troupes en Sicile, et, dans un style sarcastique, elle fait remarquer que, à Paterno, « pour loger les soldats, on a été forcé de mettre à la porte les écoliers et les professeurs, mais que le discours de Dronero (prononcé par Giolitti) a fait comprendre l'inutilité de l'instruction! » ; que quant à lui (Crispi) il se console à la pensée « que les populations de l'Etna sont restées sous l'impression des discours de Bovio et de Colajanni! »

Dans son numéro du 14 décembre, Crispi fait publier, en lettres capitales, un télégramme annonçant en termes réjouis « la remarquable victoire d'Andrea Costa dans les élections administratives ».

Dans celui du 7 novembre, sous le titre ironique : « Vive la démocratie! » il dénonce, avec des airs scandalisés, qu'à Milan les carabiniers et les gardes ont pénétré dans une réunion d'une soixantaine d'anarchistes, se sont emparés d'eux, et, malgré leurs protestations, les ont traînés au commissariat de police ». « De cet

arbitraire, poursuit-il, il n'y a pas lieu d'être surpris », et il conclut : « En avant, joyeusement, sur la voie de la démocratie ! »

Un autre jour, 2 novembre, la *Riforma*, sous le titre ironique : *Les moyens amiables*, reproduit, avec une horreur signalée, d'après une note du *Giornale di Sicilia*, « que le délégué de la sûreté publique de Montallegro, avec un guet-apens indigne, vient de faire arrêter les membres de la présidence du Fascio de cette ville, et les a fait conduire, menottes aux mains, à travers les rues, comme de vulgaires assassins, comme autant de malfaiteurs. »

Le 21 novembre, dans un article de fond qui a pour titre : « La police contre la loi », Crispi, à propos du procès des « lanceurs de bombes », cet honorable Crispi, qui sait mieux que personne comment on fabrique et lance les bombes, fait écrire : « Les fonctionnaires de San-Marcello ont la monomanie de l'anarchie.

« Eclate-t-il un simple pétard d'un sou ou une bombe pour rire? Vite, elle (la police) devine là-dessous la main d'un anarchiste! Aussitôt, commence la chasse à l'homme. Elle a besoin, coûte que coûte, d'inventer un coupable et de fabriquer une association pour lancer sus toutes ses brigades. Puis, deux ou trois mois après la terrible explosion, l'accusation s'arrête sur trois ou quatre

malheureux dont le seul acte d'anarchie fut d'aller, dans une belle journée, boire avec quelque faux anarchiste. Ce n'est pas tout : comme il importe que la police ait eu raison malgré tout, l'autorité judiciaire se croit forcée de condamner ces trois ou quatre malheureux. Tous les moyens sont bons pour atteindre ce but. » Un tel langage sous la plume de celui qui, un mois plus tard, sera ministre et aura la charge de réprimer les abus..... !

Le 11 octobre, Crispi, dans son journal, explique que le manque d'équilibre économique et le poids des impôts sont les seules causes des troubles de la Sicile ; qu'il n'y a pas lieu de se préoccuper des Fasci, non plus que des bruits imaginaires de mouvements séparatistes. Du reste, dans la *Riforma* du 6 octobre, il avait déjà soutenu la même thèse et nié que les Fasci fussent responsables des troubles. Sa conclusion avait été : « Que les Italiens soient convaincus que la politique n'entre pour rien dans l'état de trouble qui compromet la sécurité publique de la Sicile, que c'est uniquement à la faim et aux mauvaises récoltes qu'il faut attribuer cet état. »

Voilà donc Crispi, partisan des Fasci, défenseur de l'anarchie, ennemi de la police, protecteur des révolutionnaires, excitant, fomentant,

10

soulevant les ennemis de l'ordre établi, agitateur avéré et instigateur point dissimulé de ce danger social qui lui servira à s'imposer pour sauveur à l'Italie.

A-t-on l'idée d'une pareille monstruosité?

D'un côté, des malheureux que ses doctrines perverses ont égarés et qui se croient forts de son appui; de l'autre, Crispi, qui médite de se faire un tremplin de ces abusés pour s'élever au pouvoir, d'où, en retour, il déchaînera contre eux la plus formidable des persécutions, le plus inouï des massacres!

En effet, à peine est-il au ministère, il ne crie plus contre les fonctionnaires; mais, en revanche, il tourne toutes ses foudres contre les Fasci, qu'il a lui-même créés, qu'il a lui-même protégés ou fait protéger par son journal pour taquiner le gouvernement. Il les traite d'anarchistes, fait décréter l'état de siège en Sicile et envoie des légions de soldats pour les massacrer.

Devenu président du Conseil des ministres, le bandit Francesco Crispi, ministre de l'intérieur et ami intime du bandit juif Adriano Lemmi, se donne aussitôt la mission d'améliorer le sort des lcasses laborieuses : quelle dérision!

Rien de plus vrai pourtant, et il commence sur le champ par améliorer le sort des populations siciliennes! Ces populations, qui crevaient de

privations et de misère, demandaient, avec moins d'humilité que jadis, du pain, du travail et le droit de vivre ; le *sauveur* Crispi leur donna satisfaction à sa manière, c'est-à-dire par le fusil ou le sabre de ses soldats et par l'arrestation d'un de leurs députés que l'immunité parlementaîre aurait dû cependant couvrir : le député de Félice-Giuffrida. Ce député était coupable, à ses yeux, d'avoir fait réimprimer les passages principaux du journal l'*Oreteo* de Palerme que j'ai cités dans le premier chapitre de ce livre, et dans lesquels Crispi témoignait le plus hypocrite dévouement à la maison de Bourbon. C'était donc par une vengeance contre de Félice qu'il s'était promis *de faire pourrir dans les bagnes*, qu'il commençait son œuvre!

L'état suivant vous donnera une terrible idée de l'amélioration que lui doit la Sicile, il contient l'édifiant résumé des opérations crispiniennes pour soulager la faim des populations de ce malheureux pays :

Morts	85
Blessés grièvement. .	650
Jetés dans les prisons	10.000
Fugitifs	5.000 (chiffre minimum)

Assassin! trois fois assassin, ce bandit qui accumula à plaisir tant de ruines et envoya à la

mort ou aux galères tant d'hommes qu'il avait lui-même préparés à leur perte!

Le gouvernement autrichien était, disait-on alors, un tyran ; le gouvernement de Crispi était le père de toutes les libertés, ajoutaient les gens de son parti! De toutes les libertés, en vérité, surtout de celle de mourir de faim, ou la poitrine trouée par les baïonnettes de ses soldats !

Et, si l'ordre avait pu servir de prétexte à ces sanglantes exécutions, qui, moins que Crispi, avait le droit de parler d'ordre établi, lui qui, pendant son exil, n'avait jamais cessé, ainsi que l'écrit Dario Papa, d'être agitateur et agité? Lui qui était venu, même en Italie (il s'en vante dans son autobiographie), pour lancer de ces bombes que n'ont lancées, ni les prétendus socialistes de Sicile, ni les soi-disant anarchistes de la Lunigiana, auxquels il apprêta des balles et des menottes!

Mais, tirons un voile sur toutes ces horreurs, et réservons notre dégoût pour les nouvelles extravagances qu'il va commettre, les foiles aventures qu'il tentera, le déluge de maux dans lequel il précipitera l'Italie, les flots de sang qu'il fera couler et les irréparables ruines qu'il amoncellera sur ce généreux pays, coupable seulement de receler ce monstre dans son sein.

Il y aura, en tout cela, ample matière pour deux nouveaux chapitres.

Toutefois, avant de passer outre, je prie bien sincèrement mes lecteurs de me pardonner l'écœurement que va achever de leur causer la suite de mon ouvrage. Crispi est un homme infiniment malpropre, et ma besogne d'historien est de le présenter tel qu'il est : soit dit pour m'excuser. Et, pendant que je continuerai à retourner cet être immonde dans ses propres ordures, dans la crotte et la fange où il s'est, par nature, constamment vautré, lecteurs, fermez les yeux, mais ouvrez votre cœur à l'indulgence et à la pitié pour l'Italie, mon pays d'origine.



CHAPITRE IV

COMMENCEMENT DE LA FIN

En 1628, sir John Elliot, membre de la chambre des lords en Angleterre, requérait contre le tout-puissant Buckingham, premier ministre du roi Charles Ier qui avait tout fait pour le soutenir, jusqu'à se brouiller, à cause de lui, avec le Parlement. Il s'exprimait en ces termes :

« Vos Seigneuries (les lords) ont désormais « une idée de l'homme, de ce qu'il est en soi, de « ce qu'il est en ses passions. Vous avez tous vu « son pouvoir et je crois que quelques-uns de « vous l'ont même éprouvé. Sa manière d'agir « vous la connaissez. Il reste donc à voir ce qu'il « est par rapport au roi et à l'Etat. Par rapport au « roi, cet homme est le chancre de son trésor ;

« par rapport à l'Etat, il est le ver qui ronge tout
« ce qu'il y a de bon.

« Personne n'a jamais été mieux dépeint par
« Tacite lorsqu'il dit : « Audax sui obtingens, in
« alios incriminator, juxta adulator et superbus.
« — L'orgueil de Sejan, dit ailleurs Tacite, était
« poussé à un tel excès qu'il n'acceptait aucun
« conseil ; il partageait les charges avec le
« prince, s'identifiant avec lui et se faisant appe-
« ler le compagnon des travaux de l'empereur :
« socius laborum imperatoris. »

« Je ne puis m'expliquer la manière et la façon
« dont Buckingham a pu si fréquemment con-
« fondre ses attributions avec celles du roi !

« J'ai fini, milords : Voilà l'homme ! C'est de
« lui que nous proviennent tous nos maux, c'est
« contre lui que nous demandons qu'on prenne
« des mesures et c'est dans ce but que nous nous
« sommes réunis en Conseil. »

Après avoir lu ces lignes, ne croirait-on pas qu'Elliot, en appelant la vengeance sur l'infâme Buckingham, visait Crispi ? Comme chacun des mots s'applique, avec une exactitude méticuleuse, à l'homme italien et combien il aurait été juste et salutaire que, depuis longtemps, les députés honnêtes l'eussent jeté par dessus bord ! Ils auraient au moins la satisfaction intérieure d'avoir délivré à temps le pays d'un vampire !

Mais, hélas, la majorité de la Chambre Romaine était, avant tout, crispinienne et, à l'exemple de son maître et modèle, faisait fi du devoir et de la conscience ! Bien plus, elle était arrivée à un degré tel de perversité que les actes déshonnêtes de Crispi lui servaient de prétexte, non pas pour le blâmer, mais pour se rapprocher plus étroitement de lui ! Ses méfaits, aux yeux de cette majorité, loin d'être odieux, prouvaient intelligence et étaient synonymes d'habileté ! Pourra-t-on jamais concevoir crétinisme pareil ou atrophie semblable du sens moral ?

C'est pourtant la scrupuleuse vérité ; lisez plutôt :

En 1854, Sonnino avait jugé Crispi, pour le fait de bigamie, *indigne et à jamais voué à la réprobation unanime des gens honnêtes*. Vaines paroles, car, grâce à la frayeur des juges et à une complaisance coupable, Crispi échappe au châtiment et sort de cette accusation non seulement lavé, mais presque grandi.

Plus tard, on lui fait un juste grief d'avoir vendu au prix de 50.000 fr. le grand cordon des Saints Maurice-et-Lazare à Cornélius Herz.

Le plus grand nombre des députés, au lieu de s'indigner et de protester contre cette vente honteuse, fait des mots contre Cavallotti et approuve Crispi. L'un d'eux traduit les senti-

ments de ses collègues dans la phrase suivante : « Que veut donc votre ami Cavallotti ? Prouver que Crispi a volé les 50.000 fr. de Herz ? Belle affaire ! Ces 50.000 fr., ont été pris à la France, ce n'est pas l'Italie qui les a perdus ! » Braves gens qui font consister l'honnêteté d'autrui à ne pas être dépouillés eux-mêmes !

Ceci n'est rien encore à côté du langage d'un autre député de la majorité qui se portraicturait en grandeur naturelle dans la phrase suivante : « Cavallotti a infiniment raison (dans ses accusations contre Crispi), n'empêche pour le moment que si Crispi m'ordonnait de manger sa... (ici s'emplace le mot de Cambronne)... je la mangerais ! »

N'allez, surtout, pas croire que j'invente ; rappelez-vous plutôt ce que j'ai dit de la Chambre crispinienne. Ce souvenir vous convaincra à lui seul qu'un tel langage est absolument bien placé dans la bouche de la majorité des gens qui la composaient.

Un autre député, quelque peu plus littéraire, disait encore : « Nous savions déjà ce qu'était Crispi, et Cavallotti n'a rien dit de neuf ; mais, tel qu'il est pour le moment, Crispi nous convient ! »

Evidemment, à ces braves gens, il fallait un Crispi *sui generis*, un Crispi à la hauteur de leurs vices, un Crispi qui suintât la corruption, un

Crispi qui répugnât à tout ce qu'il y avait d'honnête ! Car enfin, un Crispi vertueux n'aurait jamais voulu salir Montecitorio de la boue dont ils étaient faits, ni empoisonner de leur pourriture la représentation nationale !

Pourtant, au milieu de cette débauche de mépris pour la sacro-sainte cause du bien public, quelques voix indignées s'élevaient et rappelaient ces individus au sentiment des convenances.

Le marquis Guicciardini, député de San-Miniato disait à ses électeurs : « L'homme qui est à la tête du gouvernement du pays doit être au-dessus de toute discussion morale ; son indiscutabilité pour des faits de nature morale « relatifs à la « vie publique ou privée — peu importe, car il « est certaines distinctions pharisaïques que « l'on doit bannir de nos mœurs publiques — est « une qnalité nécessaire chez l'homme public « sans laquelle toutes les autres sont choses « vaines. »

Vous savez si Crispi fut dans ce ton et se préoccupa d'honorabilité et de moralité, si sa meute de députés façonnés à son image s'en préoccupa davantage et si, dès lors, il fut facile d'asseoir, sur des faits de la nature de ceux que visait Guicciardini, le dossier soumis à l'examen du Parlement en décembre par Giolitti, le prédécesseur

de Crispi, dossier qui remplissait d'indignation la conscience de l'Europe.

Quintino Sella, qui était cependant bien léger de scrupules, proclamait à la Chambre cet axiôme: « Un homme politique doit être, toujours et surtout, un honnête homme. »

Dans une autre circonstance, il disait: « Il est indispensable pour bien voir la chose publique de se placer en face de la morale. Donc, il faut que les ministres, afin qu'un gouvernement soit durable, donnent l'exemple de la moralité privée. »

Un autre jour, le même Sella, s'écriait: « J'admets bien que nous tolérions chez nos ministres une certaine somme d'erreurs, un certain nombre de fautes; mais, il y a un article sur lequel je voudrais que nous fussions absolument intraitables, c'est celui de l'honorabilité et de l'honnêteté. »

Enfin Massimo d'Azeglio tenait le langage suivant: « Le gouvernement pas plus que le parlement n'a la mission d'ouvrir un cours de philosophie; mais il a le pouvoir et le devoir d'éloigner de la fortune du pays les oiseaux de proie. »

Toutes ces paroles étaient d'or; cependant, malgré leur valeur théorique, non seulement Crispi ne les mit jamais en pratique, mais il sembla s'être donné la tâche d'aller toujours à l'encontre. De

cette façon, les théoriciens en furent pour leurs frais, pendant que la portion principale de la Chambre trouvait encore des accents pour laisser faire et applaudir et que la minorité opposait à celle-ci sa force d'inertie.

La minorité qu'aurait-elle fait d'ailleurs? Crispi, entre tous les talents qui le distinguaient, en avait un, tellement remarquable, pour dérouter ses accusateurs et terroriser ses juges, que ces derniers seraient allés, au besoin, à la rencontre des premiers, pour les prier de ne pas les perdre en accusant Crispi.

Et puis, somme toute, sa voix eût été couverte par les clameurs de la masse des vendus.

Ici, je me permettrai une courte digression.

En étudiant la composition si homogène de la masse que Crispi a envoyée à Montecitorio, les instincts de rapines de cette masse, ses préférences pour ce qui pue le vice, j'ai été amené insensiblement à rechercher quelle avait bien pu être son origine. Mes recherches n'ont pas été tout à fait vaines. Un auteur dont j'ai oublié le nom m'a appris ce qui suit :

« Satan est le singe du Créateur, Or, un jour,
« Satan se promit de jalouser le Créateur. Il
« avait son idée ; mais il fallait, pour l'exécuter,
« la permission d'En-Haut. Satan prit donc la
« tenue de circonstance, s'installa dans l'ascen-

« seur qui, de terre, mène aux cieux. Et il monta « dans les nuages en ruminant sa bonne farce.

« Au seuil du Palais de l'Eternel, l'ascenseur « s'arrêta, Satan en descendit et frappa à la « porte que gardait un ange armé d'une épée « flamboyante.

« — Qui va là, cria du dedans une voix formi- « dable ?

« — Satan !

« — Que veux-tu ?

« — Parler à l'Eternel.

« Et la porte céda, laissant voir le visage sé- « vère de Saint-Pierre. Entrez ! grommela ce der- « nier auquel la figure du visiteur ne paraissait « guère sourire, je vais annoncer.

« Satan entra dans le parloir éternel ; il n'at- « tendit pas longtemps. Bientôt, en effet, un « vieillard vénérable apparut. Son visage reflé- « tait une majesté infinie et une douce sérénité « il inspirait un mélange de confiance et de « crainte respectueuse : c'était le Père Eternel. « La vue de l'importun qui le dérangeait à cette « heure alluma dans ses yeux le feu de la colère ; « cependant il se contint.

« — Que demandes-tu ? dit-il à Satan,

« — Seigneur Dieu, une simple grâce, répon- « dit Satan en grimaçant un sourire.

« — Voyons ! laquelle ? Parle vite.

« — Celle de faire un homme à ma ressem-
« blance.

« Pour le coup l'Eternel sourit, mais d'un sou-
« rire dans lequel se lisait le défi. Il répondit
« pourtant: « Soit! » et retourna au milieu des
« saints et des vierges qui peuplent ses célestes
« demeures.

« Or donc, joyeux et satisfait, maître Satan
» regagna les enfers et se mit à l'œuvre. Sans
« désemparer, il combina, travailla et finit
« par faire un homme, puis deux, puis trois, puis
« nombre d'autres et souffla sur eux pour les
« animer. Enfin, content de son œuvre, il remonta
« aux cieux avec son bataillon de créatures à son
« image.

« Là-haut, saint Pierre, son immense trous-
« seau de clefs pendu au bras, les introduit non
« sans jeter sur eux un regard plein de défiance
« et avise le Père Eternel. Le Père Eternel des-
« cend de son trône et paraît bientôt:

« Voilà, Seigneur, fait Satan sans même cour-
« ber la tête, voilà mon œuvre!

« Le Père Eternel silencieux passe en revue
« l'infernal bataillon et, un instant après, (le Ciel
« tout entier en retentit) il se retourna vers Sa-
« tan avec un formidable éclat de rire et dit :
« Qu'est-ce que cela ? Drôles d'hommes : ils ont
« deux ventres, mais de cœur point!

« A cette remarque du Très-Haut, Satan resta
« un moment ahuri. Il se ressaisit pourtant et
« s'excusa en disant: Laissez-les aller, Seigneur,
« ils sont bons pour faire des députés crispiniens
« Lemmistes! »

Je n'insiste pas sur l'authenticité de cette page de la Genèse; je m'y suis arrêté simplement pour bien mettre en relief de quels bas fonds ces individus ont été tirés et combien, par suite, ils étaient impropres à mêler leurs voix aux voix des consciences non achetées qui appelaient un juste châtiment sur la tête des gens malhonnêtes, pervers et corrompus; pour faire toucher du doigt combien ils étaient, au contraire, d'essence à goûter et applaudir les tripotages, les malversations et les vols de leur chef de bande: Crispi.

Après ces considérations morales, on a le droit d'être profondément surpris quand on apprend qu'à la chute du ministère Giolitti, le roi Humbert a l'outrecuidance d'appeler de nouveau à la présidence du Conseil un homme aussi profondément taré que Crispi!

Cette surprise ne saurait cependant durer si l'on veut un instant réfléchir, se rappeler que Humbert est 33e dans la Franc-Maçonnerie, que Crispi, 33e aussi, est son frère et son égal, que Lemmi, le grand-maître suprême de la secte, est leur chef commun; que ce chef a d'excellentes

raisons pour préférer et imposer, à l'exclusion de tous autres, son ami, son intime : Crispi. Le roi, bon gré mal gré, devait en passer par là. Et puis, l'anniversaire de la brèche de la Porta Pia, œuvre de la Franc-Maçonnerie, approchait, Lemmi jugeait que, pour préparer dignement les fêtes dont cet anniversaire était le prétexte et y donner la première place à la Franc-Maçonnerie, Crispi était indispensable à la présidence du Conseil.

Crispi fut donc imposé au roi qui n'eut qu'à s'incliner.

L'*Univers* dit à ce sujet : « Il est tout à fait naturel que Crispi, malgré son indignité, soit à la tête de l'Italie-une et révolutionnaire. Qui la personnifie mieux que lui ? Où trouverait-on, aussi complet, le type de l'*Italianissime*, ce dévoyé qui a perdu les qualités de sa race et qui n'a plus ni sens moral, ni honneur, ni pudeur ? »

Bref, quand arriva le 20 septembre la grande manifestation maçonnique si impatiemment attendue eut lieu sous les auspices de Crispi. Le Roi et la Reine accompagnés du prince de Naples, les ministres et les autorités civiles et militaires y assistèrent. La Franc-Maçonnerie, comme de juste, y occupa la plus large place ; son drapeau vint même avant le drapeau de l'armée : cette préséance ils n'iront pas la réclamer, ces vaillants

francs-maçons, sur les champs de bataille africains !

L'inauguration du monument de Garibaldi était la principale cérémonie de la fête, elle s'accomplit au milieu des cris et des vivats d'une foule qu'on avait stylée à l'avance.

Des garibaldiens s'élancèrent avec des couronnes et des drapeaux, escaladèrent les degrés, se hissèrent sur le monument, formant des grappes humaines.

C'est à ce moment que Crispi s'avança, heureux de saisir l'occasion de se mettre en relief et de captiver, par le charme de sa parole, ce public tout préparé aux applaudissements. Il prononça le grand discours suivant que je reproduis, au moins en ses passages essentiels :

« Le 20 septembre 1870, a dit le ministre, ne pouvait être mieux solennisé que par l'inauguration à Rome d'un monument à Garibaldi, ami fidèle et dévoué de Victor Emmanuel. Celui-ci, en 1860, en acceptant les plébiscites, avait juré d'affranchir Rome. Les citoyens romains ne pouvaient pas être les ilôtes de l'unité, les esclaves du fanatisme cosmopolite. Leur servitude, c'était l'amoïndrissement de la souveraineté nationale à laquelle l'Italie a droit en raison même de son existence.

Ce jour et ce lieu rappellent les luttes les plus

laborieuses et les plus fécondes de la liberté contre la tyrannie.

Les années qui se sont écoulées du 4 juillet 1849 au 20 septembre 1870 ont été les dernières épreuves pour le pouvoir civil.

L'Eglise, ayant démontré qu'elle était impuissante à vivre de ses propres forces, avait besoin, pour se soutenir, des baïonnettes étrangères dont, à son tour, elle devenait complètement esclave.

C'est ici que Garibaldi, le 30 avril, après une lutte sanglante, repoussa l'envahisseur, qui sans provocation avait assumé la barbare mission de restaurer la tyrannie sacerdotale. Les hostilités reprirent. Les défenseurs du droit durent céder à la force et attendre patiemment le jour de la résurrection, le 20 septembre 1870.

Les ennemis de l'unité italienne voudraient interpréter la fête d'aujourd'hui comme une offense au Pape. Mais le bon sens populaire résiste à ces artifices, parce que tous savent que le christianisme, divin de sa nature, n'a pas besoin du canon pour exister. »

Crispi, après avoir développé cette pensée, ajoute :

« En réalité, ce n'est pas pour la sauvegarde et le prestige de la religion que nos adversaires invoquent la restauration du pouvoir civil du Saint-Siège, mais c'est pour des raisons humaines.

Ils ne réfléchissent pas qu'un prince temporel ne peut être un saint et ne peut être impeccable. Les armes matérielles, les violences légales légitimées par la raison d'Etat troublent l'âme d'un demi-dieu, lui enlèvent tout prestige, étouffent tout sentiment de vénération pour le Vicaire du Christ sur la terre, qui est fait pour prêcher la paix et absoudre les fils d'Adam par la prière et le pardon.

La religion n'est pas, ne doit pas être une fonction d'Etat.

Dans aucun Etat, l'Eglise catholique n'a eu autant de liberté et de respect, et seule l'Italie, parmi les autres nations, a donné l'exemple de la renonciation à toutes les attributions ordinaires des Etats en matière ecclésiastique. »

Crispi ajoute ensuite :

« L'autonomie spirituelle par nous sauvegardée, garantie, est pour le Pape une forteresse où il doit se renfermer et où il ne peut pas être assailli.

Les âmes sont à lui, et il a sur elles une telle influence que toutes les puissances de la terre peuvent l'envier.

Les souverains protestants, de même ceux en dehors de la religion du Christ, s'inclinent devant lui respectueusement et acceptent son jugement.

Le génie italien, par la loi du mois de mai 1871, a résolu un problème qui, en d'autres temps, aurait paru insoluble.

La liberté sans limite a été assurée au Pape, dans l'étendue de son ministère.

Ainsi le Pape n'est soumis qu'à Dieu, aucune force humaine ne peut arriver jusqu'à lui.

Comme prince temporel, le Pape serait amoindri dans son autorité, parce qu'il serait l'égal de tous les autres princes et ne pourrait pas en être le premier.

Tous lutteraient contre lui, comme ils ont lutté pendant des siècles, au détriment de la foi et de l'autorité spirituelle.

Souverain indépendant, comme nous l'avons constitué, il est supérieur à tous : c'est là sa puissance.

La Catholicité devrait être reconnaissante à l'Italie des services qu'elle a rendus au Pontificat romain.

Après 1870, Pie IX put lutter avec le prince de Bismarck et lui faire sentir combien est grande la vertu des armes spirituelles. »

« Tout cela est notre œuvre, dit le sieur Crispi, œuvre du Parlement et du Roi. Je dirai même que ce fut l'accomplissement de la volonté de Dieu, comme ce fut par la volonté du Très-Haut que l'Italie reconstitua son unité.

Les audacieux qui, méconnaissant la loi éternelle, s'opposent à Dieu, ne manquent pas, et nous devons dire avec regret que ce sont ceux qui se disent ses ministres. Mais ils ne prévaudront pas, car l'Italie est très forte, très sûre d'elle-même : elle ne craint pas les efforts de la rébellion. Ils ne prévaudront pas. Peut-être qu'ils s'assagiront.

Les ministres du culte savent qu'on ne les touchera pas tant qu'ils resteront dans les limites de leur droit. Ils savent qu'en prêchant la rébellion aux lois, leur œuvre profiterait aux anarchistes qui renient Dieu et le roi. Cette œuvre, alors, ne pourrait pas rester impunie. »

Crispi a conclu ainsi :

« Ne troublons pas cette solennité, à laquelle toute l'Italie concourt. Le jubilé national doit nous rappeler le devoir de défendre notre patrimoine de victoires morales, conquis par de longues années de sacrifices, et que nous devons remettre intact aux autres générations.

Ce monument ne pouvait pas être élevé dans un autre but que celui du devoir que nous impose le passé.

Vive le roi! Vive l'Italie! »

Dans un passage, qui a été involontairement omis, Crispi se montre agressif à l'égard de la Papauté, et la menace, au cas où elle songerait

à revendiquer ses droits au domaine de saint Pierre, de lui retirer le bénéfice de la loi des *garanties*.

Je ne veux pas discuter sur la valeur des belles phrases du F.·. Crispi; je sais qu'il visait infiniment plus à en imposer au public qu'à faire de la doctrine. Ce discours lui valut les applaudissements, non des gens honnêtes, mais de ce genre de personnes qui pouvaient seules, sans se compromettre, pactiser avec lui. Il aurait infiniment mieux valu pour l'Italie qu'elle eût à la tête du gouvernement un homme d'une compétence moindre en matière de réthorique, mais plus sincèrement dévoué à ses intérêts et à sa prospérité.

Une deuxième cérémonie eut lieu près de la Porta Pia : ce fut l'inauguration de la colonne commémorative destinée à consacrer la mémoire de l'entrée des Piémontais par la Brèche. Elle eut le même éclat que la précédente ; les mêmes bravos, les mêmes vivats poussés par les mêmes gens l'accompagnèrent.

Le tout se termina enfin par des banquets et des réjouissances publiques. Le Quirinal festoya avec le gouvernement, tandis que le Vatican, fermé, froid, silencieux, entendait, montant du dehors, les vociférations d'une foule avinée et surexcitée par les déclamations des orateurs maçonniques!

On était heureux ce jour-là à Rome ; avec Rome la province se réjouissait, insouciantes toutes deux de l'avenir. Cet avenir pourtant devait être gros d'orage et une des plus tristes phases de l'histoire de l'Italie !

Quand les vapeurs de la fête seront dissipées. l'Italie, en effet, sera, malgré elle, tout-à-coup ramenée à la triste réalité par les embarras d'une expédition en Orient (1) et surtout par les désastres de la guerre d'Afrique.

Jetons ici un coup d'œil rétrospectif.

Cette guerre entreprise de la manière la plus irréfléchie devait, suivant le rêve crispinien, procurer au roi Humbert la couronne d'empereur d'Ethiopie et, au peuple italien, toute sorte de bonnes fortunes. Or, elle ne procurera ni l'un ni l'autre. En revanche, elle affaiblira considérablement l'autorité de la maison de Savoie, accroîtra dans des proportions lamentables les embarras financiers de l'Italie, épuisera son armée et

(1) Un conflit s'était produit entre les Mahométans et les Arméniens.

Les puissances européennes avaient cru devoir intervenir. L'Italie, grâce à son dictateur mégalomane, prétendra qu'il est de son devoir d'y jouer un rôle prépondérant.

Je prie mes lecteurs de remarquer que je n'insisterai pas sur ces événements, je me bornerai à en faire simplement mention pour en tirer relativement à l'Italie la morale qu'ils comportent. (Note de l'auteur).

jettera dans les milieux populaires le deuil et la misère !

Tout d'abord, la fortune semble indécise. Les différents combats, peu importants du reste, qui marquent l'entrée en campagne, sont en général plutôt à l'avantage des armes italiennes.

Mais, bientôt, le terrible Ménélick se ressaisit et ménage de douloureuses surprises à l'Italie.

En effet, moins de 40 jours après les réjouissances de la Porta Pia, c'est-à-dire le 31 octobre, celle-ci apprend tout à coup que le général Baratieri s'est replié précipitamment sur Adoua, puis, abandonnant cette place, a rétrogradé sur Asmara jusqu'à Massaouah, le point de départ même de l'expédition africaine.

L'inquiétude de l'opinion publique à cette brusque nouvelle est fort vive, d'autant plus vive encore qu'il apparaît aux yeux de tous que le gouvernement cache la vérité sur cette extraordinaire retraite ainsi que sur les projets du commandant en chef des troupes italiennes en Afrique.

Les articles des journaux au service de Crispi avaient pourtant, il y a huit jours, célébré en termes pompeux les résultats merveilleux obtenus ; ils avaient, dans des transports d'une joie *payée à la ligne*, annoncé que le ciel même était avec les Italiens et que le négus Ménélick avait

été tué par la foudre ! Désormais, ajoutaient-ils, il est évident que rien n'entravera la marche victorieuse de l'Italie « protégée et secondée par les forces même de la nature ! »

Et huit jours plus tard, Ménélick, foudroyé par le ciel, ressuscite pour foudroyer à son tour ses ennemis !

Ce phénomène bizarre fait dire à un député que « jamais l'Europe n'eut pareil sujet de risée ».

On comprend sans peine que l'opinion publique à la suite de ces faits, elle qui n'avait jamais eu le moindre enthousiasme pour l'équipée africaine, se révolte contre Crispi et l'accuse à bon droit d'avoir jeté l'Italie dans une funeste aventure.

Le *Fanfulla*, malgré tout, se paie d'audace et annonce qu'après l'occupation du Tigré on avisera à l'occupation des autres provinces de l'Abyssinie. Cette note absurde soulève les plus vives protestations de la presse indépendante : Qu'elle aille donc les prendre, elle !

Au Quirinal, Humbert est atterré et réunit quotidiennement le conseil des ministres et des généraux pour étudier les mesures à prendre ; il fait donner entre temps au général Baratieri l'assurance qu'on lui enverra tous les renforts nécessaires et qu'on ne négligera, pour mener à bien la campagne entreprise, aucuns sacrifices budgétaires.

Crispi n'est pas inactif non plus et, pour calmer la juste indignation du peuple, il fait dire par ses organes officieux que Ménélick serait déjà vaincu s'il n'était appuyé par la France et la Russie qui lui fournissaient de l'argent et des armes! Je n'insiste pas sur la grossièreté de ces affirmations (1).

Cependant Crispi n'est point tellement absorbé par les préoccupations du dehors qu'il ne trouve des loisirs pour commettre au dedans des abus de pouvoir. C'est ainsi qu'il fait expulser de Milan Mlle Sordoillet, victime d'une intrigue de femmes (2). Il se base pour cette exécution sur l'art. 90 de la loi de sûreté publique, dont il exagère odieusement et le sens et la portée. Puis, comme la presse honnête proteste avec énergie contre cet acte arbitraire, il se venge lâche-

(1) Il me suffira de faire remarquer, en effet, que Ménélick n'a jamais eu en sa possession d'autres fusils que des Veterli ou des Remington. Que, si la France, par exemple, lui eût fourni des armes, elle se fut empressée d'écouler non des armes étrangères, mais des stocks énormes de fusils démodés, qu'elle vend aujourd'hui au poids du métal qui entre dans leur fabrication. (*Note de l'auteur.*)

(2) Cet odieux acte d'expulsion sera révoqué au mois d'avril, sous le nouveau ministère, et l'institutrice Sordoillet, du consentement du ministre de la Justice d'accord en cela avec le ministre de l'Intérieur, pourra reprendre son poste. (*Note de l'auteur.*)

ment sur le préfet de Milan, M. Winspeare, qui est innocent, mais qu'il a pris pour bouc émissaire. Il déplace ce fonctionnaire intelligent et travailleur qui n'a jamais fait de politique et qui est absolument étranger à cette campagne de presse.

C'est grand dommage, F.·. Crispi, que vous ne soyez allé, le 7 novembre, jour de cette lâche exécution, dans la bonne ville de Milan : quelle délicieuse bordée de coups de sifflets vous y attendait!

Depuis quelque temps déjà les regards de l'Europe sont tournés du côté de l'Orient. L'Italie, malgré les sacrifices que lui a déjà coûtés et que lui coûtera encore son expédition africaine, s'impose des frais énormes pour armer une escadre qu'elle enverra à Salonique, rejoindre l'escadre anglaise. Sa mégalomanie se réveille pire que jamais, grâce aux excitations malsaines de la presse crispinienne : elle ne rêve rien moins que le démembrement de l'empire ottoman et le remaniement de la carte d'Europe, sans réfléchir, du reste, aux éventualités. Crispi doit être content, au fond, de ces ardeurs belliqueuses qui flattent si fort sa vanité depuis le jour où il a chaussé les lourdes bottes de Bismarck !

Le 20 novembre, les charges s'accroissent

encore et le gouvernement est dans la nécessité d'armer le plus de navires possible pour opérer, le cas échéant, car la situation se complique en Orient. L'Angleterre et l'Italie intriguent ensemble et cherchent de pair un prétexte à une action séparée servant uniquement leurs propres intérêts.

Les journaux crispiniens, notamment la *Tribuna*, dont les articles émanent du palais Braschi, se montrent agressifs et déclarent que si le gouvernement russe persiste dans son attitude, l'Italie ne se gênera pas pour agir seule.

Cette presse salariée réclamait, il y a 3 ou 4 jours, la restitution des provinces italiennes restées au pouvoir de l'Autriche, aujourd'hui le *Diritto* exagère encore ces revendications : il lui faut, en outre, l'occupation de Tripoli.

Le *Pensiero*, journal séparatiste de Nice, vient d'être supprimé, on se sert de ce petit événement pour exalter les passions francophobes. On n'avait jamais vu depuis les événements d'Aigues-Mortes une presse aussi injurieuse et aussi hostile à l'égard de la France.

Une remarque est à faire : c'est que au milieu de ce dévergondage des journaux, il n'est jamais question de la Triple-Alliance. Le gouvernement crispinien évite lui-même avec soin d'en parler. Un député de la majorité, dit *le Caffaro* ayant

manifesté l'intention d'interroger le gouvernement au sujet du traité de la Triple-Alliance qui, d'un commun accord entre les puissances intéressées, ne serait pas renouvelé à l'échéance, Crispi alla lui-même le prier de n'en rien faire. C'est pourquoi le même journal concluait. « En somme, la vérité est que si la Triple-Alliance n'est pas morte encore, ses jours sont comptés. »

Plût au Ciel que *le Caffaro* eût dit vrai!

Cependant, l'expédition d'Afrique continue et, le 3 décembre, le ras Makonnen écrit d'Alomata au général Baratieri pour lui demander une entrevue où ils traiteront de concert des conditions de la paix.

Le général Baratieri accepte et part pour Adigrat.

Mais cette nouvelle passe à peu près inaperçue, tant le peuple est préoccupé des affaires d'Orient et inquiété par le silence que le Gouvernement affecte relativement à ses projets.

L'Italie prendrait-elle part à la guerre, au cas où elle éclaterait, si l'accord des puissances intéressées et alliées venait à se rompre?

En supposant qu'une ou deux puissances ne voulussent pas la guerre, et qu'une ou deux y fussent, au contraire, très décidées, de quel côté se rangerait l'Italie?

Voilà les deux points qui l'intéressent au plus

haut degré ; le gouvernement pourtant se refuse obstinément à lui donner une réponse catégorique, du moins officiellement, tandis que les journaux de Crispi continuent à surexciter sa passion belliqueuse. Ecoutez-les :

La *Tribuna*, dirigée par le député Attilio Luzzatto, un malfaiteur et maître chanteur, ne rêve que plaies et bosses, elle déclarerait, sans tergiverser, la guerre à la France, à la Russie et même à l'Autriche ! Que ne ferait-elle pas ?

« Il faut réviser le traité de Berlin, clame l'*Opinione*, et se préparer aux grandes décisions et aux grands événements. »

L'*Italia*, à la suite des journaux ministériels, s'écrie : « Il y a dans l'air l'idée que, si la guerre éclate en Orient, le pays a le devoir de se tenir prêt à guerroyer n'importe où, avec des alliés encore ignorés et contre des ennemis encore indéfinis.

« Est-ce là, ajoute la même feuille, l'idée du gouvernement ? Tout en discutant, durant huit jours la politique étrangère, ni la Chambre, ni le gouvernement n'ont soulevé un coin du voile. »

Ces clameurs de la presse, échos du reste de l'opinion publique, restent sans réponse. Le président du Conseil n'a pas l'habitude de communiquer ses projets ni de laisser entrevoir au peuple qu'il le mène à la dérive. Le malheur est

que ce même peuple s'emballe trop facilement et que ses emballements ne lui permettent pas de réfléchir. C'est ainsi que, depuis plus d'un mois, il n'est question dans son esprit que d'armements et qu'aujourd'hui à peine il songe à se demander: « Mais enfin, où allons-nous? Que devenons-nous? »

Mais tandis que les Italiens font ce retour sur eux-mêmes, les événements se compliquent en Abyssinie.

A la date du 9 décembre, en effet, le général Baratieri qui se dirige, comme nous l'avons dit sur Adigrat, télégraphie de Barachit :

« Les cinq compagnies formant la colonne du major Toseli qui se trouvait à Ambalagi ont été, hier, subitement attaquées et cernées par l'armée du Choa qui comptait 20.000 hommes.

Le major Toselli aurait dû déjà se retirer ; mais les ordres qui lui avaient été adressés du quartier général ne lui étaient pas parvenus. Le général Arimondi qui s'était mis en route pour lui prêter main-forte a été arrêté à moitié chemin, dans la position d'Adera, entre Makallé et Ambalagi, par des colonnes ennemies auxquelles il a été forcé de livrer combat.

Des officiers et 300 Ascares qui revenaient d'Ambalagi se sont joints à lui.

Le général gagne Adagamus, laissant Makallé fortement gardé et pourvu de munitions.

On est sans nouvelles du major Toselli. »

C'est ainsi que le proverbe : « Qui trop embrasse mal étreint » se trouve justifié.

L'Italie a trop de préoccupations du côté de l'Orient, trop d'imprévoyance du côté de l'Afrique et, dans l'ensemble, trop de passion pour entreprendre. On sait déjà les désastres qui résulteront de cet état.

A la lecture de la dépêche du général Baratieri, l'opinion publique fut profondément émue dans toute la Péninsule. On n'eut pas de peine à s'apercevoir que les informations du général étaient fort défectueuses.

Comment admettre, en effet, qu'une armée de 20,000 ennemis ait pu avancer sans que le camp italien en ait été avisé ? Le combat d'Ambalagi est une vraie défaite pour les italiens et tous les journaux lui ont consacré d'interminables articles :

Le *Messaggero* notamment dit : « On a annoncé à la Chambre la mort de 700 soldats et de 14 officiers tués à Ambalagi ; nous craignons fort que le nombre des morts soit supérieur. Dans tous les cas on peut conclure que la colonne Toselli est presque entièrement détruite.

« Au dernier moment, on annonce que le

Conseil des ministres, convoqué d'urgence, a résolu d'envoyer en Afrique le complément de troupes nécessaire pour en finir une bonne fois.

« Quelques régiments, ajoute avec raison le même journal, ne modifieront guère la situation. Il faudrait un corps d'armée avec des millions, chose que nous n'avons ni ne pouvons avoir. »

L'*Italia* est plus mélancolique encore : « C'est, dit-elle, en parlant de la défaite un peu partout des armées italiennes, la conséquence de la politique du gouvernement et d'une série d'erreurs. Qu'il soit permis d'espérer que, dans le vain espoir de rendre excusable la faute d'hier, on ne s'engagera pas à la légère dans des fautes plus graves encore et plus irréparables. »

L'*Osservatore Romano* va plus loin et entrevoit, dans la défaite africaine, une crise ministérielle prochaine.

Quant à la *Tribuna*, elle prétend que le devoir du gouvernement est de prendre une décision énergique. « Ainsi faisant, ajoute-t-elle, la victoire daignera enfin sourire à notre drapeau. »

Je n'ai pas d'opinion à formuler ici, cependant je me permettrai de faire observer que le vieux bandit de la Présidence du Conseil, s'il n'avait été créé exclusivement pour la ruine de son pays, aurait été forcé de voir que le mieux pour le moment serait de laisser l'Abyssinie aux Abyssins,

de ne point trop faire parade d'ardeur belliqueuse dans les affaires d'Orient et de réserver un peu ses efforts pour la prospérité intérieure de l'Italie.

Dans tous les cas, il eût été de bon goût, à la suite des insuccès africains, de ne pas accroître l'anxiété du peuple italien en lui dissimulant une partie de ces insuccès, et en se refusant obstinément à lui donner les explications qu'il demandait. Car enfin, grâce à cette dissimulation et à ce silence, les notes des journaux ouvraient un champ illimité aux suppositions et aux inquiétudes.

C'est ainsi qu'après le combat d'Ambalagi, une partie de la presse affirme que le général Baratieri a sous la main 11.000 combattants et se montre plein de confiance ; qu'il n'a demandé que des renforts insignifiants et, encore, à de rares intervalles. Une autre partie, au contraire, voit tout en noir et fixe au nombre de 30 à 40.000 hommes l'effectif des Choans. Les troupes italiennes, croient-ils savoir, ont abandonné le Tigré, évacué Adoua et se sont concentrées à Adigrat où elles se préparent à la résistance. L'Erythrée même, à leur dire, est sur le point de leur échapper, si peu que les derviches s'en mêlent.

Prises d'une inquiétude facile à comprendre, les familles qui ont des officiers ou des soldats en Afrique s'adressent au ministre de la guerre.

Celui-ci les rassure en se bornant à leur répondre qu'il ignore les noms ainsi que le nombre des morts et des prisonniers de la colonne Toselli! Maigre consolation, en vérité; mais qu'importe à l'acolyte de l'ex-tortionnaire de Sicile?

Enfin, malgré le silence calculé de Crispi et de ses collègues, la vérité tout entière se fait le 12 décembre sur le désastre d'Ambalagi et l'on apprend ce qui suit:

Il n'y a eu qu'un combat entre la colonne Toselli et les forces choanes. Ce combat a eu lieu le 7 décembre à 6 heures 1/2 du matin.

Le major Toselli était appuyé par les bandes du ras Sebat et de Schektgala, la première armée de 350 fusils, la deuxième de 340 fusils et d'une batterie d'artillerie. Le ras Ollié ouvrit le feu avec ses 7,000 Choans.

Les Italiens tenaient tête avec vaillance, mais, tout à coup, survinrent les colonnes du ras Micael et du ras Makonnen comprenant ensemble 15.000 hommes qui attaquèrent avec furie le centre de la position des Italiens.

Quoique exténuée, l'aile gauche italienne faisait des prodiges et tenait en respect un ennemi 20 fois supérieur; déjà les lieutenants Molinari et Baralle étaient morts et le lieutenant Mazzei blessé. Le major Toselli faisait de son côté les plus grands efforts pour se maintenir sur la posi-

tion qui protège la route d'Antallo d'où il espérait voir arriver les renforts du général Arimondi.

A 9 heures il lança la compagnie Ricci contre l'ennemi qui fléchit sous la violence du choc, tandis qu'une batterie italienne ouvrait de larges sillons dans les colonnes des Choans.

A 9 heures 45, arrivèrent les colonnes des ras Alula et Mangascia. Ces colonnes cherchèrent à tourner la position. Alors le major Toselli concentra sa défense en se tenant adossé à Ambalagi. Il ordonna à 11 heures, aux capitaines Issel, Ricci et Canovetti de se lancer à une dernière attaque et de se replier ensuite sous Ambalagi.

A midi quarante, la résistance continuait encore, furieuse et intrépide. A ce moment, las d'attendre des secours, Toselli donna le signal de la retraite.

Or, dès que les Choans, qui n'avançaient qu'avec prudence, se furent aperçu de la cessation du feu de la batterie, ils se portèrent en masse contre les Italiens en tournant de tous côtés la position. Le moment était solennel! Le combat s'engagea corps à corps; le lieutenant Moufredini faisait tirer à mitraille à moins de 50 pas, et les Soudanais, que commandait le lieutenant Scala, plutôt que d'abandonner la batterie aux mains de l'ennemi précipitèrent mulets, munitions et canons dans un ravin. Malgré des prodiges de cou-

rage, le nombre des Choans, qui augmentait toujours, rendit impossible toute défense.

Les troupes italiennes commencèrent alors à descendre à travers les anfractuosités de la route, pour poursuivre leur retraite sur Makallé. Le major Toselli partit le dernier, calme, énergique, il se prodiguait pour atténuer le désastre.

Les capitaines Persico, Anghera, Bodrero et Pagella, avec une poignée de braves, tous épuisés, se tenaient à côté de lui. La petite phalange diminuait rapidement, sous le feu ennemi, dans une descente terrible. Enfin elle arriva sur la route ; le capitaine Bodrero reçut l'ordre de réunir les survivants et de les conduire à Makallé.

Le major Toselli s'arrêta; puis faisant face à l'ennemi, il s'offrit aux coups des Choans. Avec lui moururent ses lieutenants (1).

Le capitaine Bodrero réussit à reformer la colonne en ralliant ses hommes et les conduisit, avec les capitaines Pagella et Bazzani, à Adera, où était le général Arimondi.

Le général ignorait l'attaque des Choans. Il dut maintenir l'ennemi en respect pendant que

(1) Le lieutenant Scala, contrairement à ce qu'on avait cru à la première heure, ne fut pas tué. Il fut blessé et tomba évanoui. Trouvé par les Choans, il fut recueilli et fait prisonnier. Quelque temps après, il écrivait au général Baratieri pour l'aviser de sa situation. Un missionnaire transmettait sa lettre (*Note de l'Auteur*).

les blessés et les fuyards étaient recueillis à Adera et ce n'est que très tard dans la nuit qu'il lui fut possible de regagner Makallé.

Le *Secolo* annonce en outre que dans ce combat la colonne Toselli était réunie à la colonne Mulazzini et que ces deux colonnes comptaient ensemble 2,400 hommes. Le combat fini, elles étaient réduites à 400! Total: 2,000 morts!

Indigné, il dénonce l'œuvre scélérate des africanistes et s'écrie en concluant: « Crispi voulait la couronne de l'Ethiopie; il a une couronne de 2,000 crânes humains! »

Il va sans dire que les détails, enfin complets, de ce désastre, ont pour effet de porter à son comble l'indignation des Italiens contre le ministère et surtout Crispi. Les journaux honnêtes prennent violemment à partie ce dernier, et somment les députés « de jeter aux ordures cet infâme ministère. »

Et que voulez-vous! On ne peut, suivant le dicton, « être au four et au moulin », ni à courir deux lièvres à la fois. On ne peut pas agir en même temps dans la mer Rouge et dans la mer de l'Archipel.

Crispi a fait un beau rêve, dans lequel il a vu : la déconvenue du traité de Berlin réparée ; l'Italie revenant de Constantinople, enrichie de l'Albanie, de la Syrie, de la Tripolitaine et des

millions nécessaires pour payer la rançon qu'elle doit encore à l'Autriche; la France, enfin, rendant gracieusement la Savoie et le Comté de Nice! Hélas! ce n'était qu'un rêve, et quand le mégalomane s'est éveillé, le rêve s'était évanoui!

Mais, ce qui n'est plus un rêve, c'est le droit qu'a l'Italie de lui réclamer des comptes. Elle lui a confié sa fortune, son honneur et ses enfants. Crispi, au lieu d'être son dépositaire fidèle, a joué le tout contre des illusions, non pas simplement en joueur malheureux, mais en joueur téméraire, qui provoque la fortune malgré tout.

Le Parlement vient de consentir à un nouveau sacrifice de vingt millions de francs, et un décret royal appelle sous les armes, le 30 décembre, 25,000 hommes de la première catégorie de la classe 1893, pour être dirigés sur l'Afrique. En même temps, le croiseur *Etna* part (14 décembre) à destination de Massaouah.

Le 16 au soir, le *Singapour* quitte Naples, emportant 1,256 hommes d'infanterie, du matériel de guerre et d'ambulance; deux autres bataillons, comprenant ensemble 1,500 hommes, embarqueront deux jours après; deux jours plus tard, ce sera le tour du bataillon alpin; enfin, quatre autres bataillons partiront dans les trois jours qui suivront. Chaque transport embarquera, à Messine, une batterie d'artillerie de montagne, avec son personnel.

Les soldats, au moment du départ, recevront le fusil petit modèle et deux millions de cartouches.

Pendant qu'on embarque ces renforts, le bruit se répand tout à coup qu'une escarmouche a eu lieu entre les patrouilles italiennes et l'avant-garde de l'armée choane, aux environs d'Agada. L'inquiétude que produit ce bruit est encore accrue par les craintes qu'inspire le sort de la garnison de Makallé, qui comprend 1,500 hommes. Cette garnison court le danger d'être bloquée dans la place.

En attendant, le joueur malhonnête Crispi dépense sa scélératesse à tromper la bonne foi populaire et plus que jamais, pour s'excuser, fait publier, par ses organes, que la solution de la guerre africaine n'est pas en Afrique. Elle se trouve, selon lui, en Europe, en invitant l'Allemagne et l'Autriche à empêcher deux autres puissances (lisez la France et la Russie) d'envoyer des armes et de l'argent à Ménélick!

Le *Popolo Romano* et l'*Italia Militare* se portent même à un tel excès de langage contre la France et la Russie, que Crispi, qui a pourtant rompu depuis longtemps avec les convenances, les désavoue, ou plutôt fait mine de les désavouer.

Mais passons à un autre genre d'exercices:

Le vieux comploteur de Sicile ne se borne pas aux paroles. En effet, de même qu'il a considéré les Abyssins comme une quantité négligeable, de même, il fait fi de la France et de ses droits.

Ainsi, lorsque les nouveaux crédits ont été votés, que de nouveaux renforts ont été à la veille de partir pour l'Afrique, Crispi s'est adressé au Cabinet de Londres et, à force d'instantes sollicitations, il a obtenu de lui l'autorisation de faire débarquer las troupes italiennes à Zeïla. La France n'a pas même été consultée. Or, le débarquement à Zeïla a pour première conséquence directe le passage des Italiens par le Harrar, et, par conséquent, la violation de la neutralité de ces territoires. Ajoutons que, sous le fallacieux prétexte d'assurer la sécurité du passage, Crispi ne manquera pas de faire procéder à une occupation militaire en règle ; en d'autres termes, s'il cherche à entrer dans le Harrar, c'est avec l'intention ferme d'y rester.

Cependant l'article 4 de la Convention du 8 février 1888, intervenue entre la France et l'Angleterre dit textuellement : « Les deux gouvernements s'engagent à ne pas chercher à annexer le Harrar ou à le placer sous leur protectorat. En prenant cet engagement, les deux puissances ne renoncent pas au droit de s'opposer à ce que

toute autre puissance acquière ou s'arroge des droits quelconques sur le Harrar.

La France a respecté cet acte diplomatique avec fidélité tandis que l'Angleterre, avec sa mauvaise foi accoutumée, a violé ses engagements en reconnaissant par le traité du 5 mai 1894 que le Harrar devait appartenir à l'Italie.

En outre, la même Convention de 1888 garantit la liberté du passage des caravanes sur la route de Zeïla à Harrar ; or, on ne saurait douter que le premier inconvénient du débarquement des Italiens à Zeïla serait la violation de cette garantie dans sa lettre même.

Le gouvernement français a aussitôt compris les visées de Crispi ; il a manifesté sa ferme volonté de faire respecter ses droits. Et Crispi ne réussira pas dans sa « crispinade » et sera obligé même de convenir, au sujet de l'expédition africaine, que l'Angleterre n'est point aussi dévouée à l'Italie qu'il avait pu le croire. Il conviendra aussi qu'il a joué le rôle de dupe, aussi bien dans ses rapports avec l'Autriche et l'Allemagne, que dans ses complots avec l'Angleterre. Je n'insiste pas.

En quelques jours, les événements se sont succédés en Abyssinie. Ils sont de nature à justifier pleinement les angoisses de l'Italie.

Les Choans ont occupé Adoua ; l'importance

et le caractère au point de vue stratégique de cette occupation comble de joie les Abyssins plus encore que la victoire d'Amba-Alagi et réveille leurs instincts belliqueux. C'est à la suite de cette heureuse nouvelle que Ménélick vient d'appeler sous les armes ses milices qui comptent près de 75,000 hommes.

Le général Baratieri, de son côté, a 20,000 soldats et chaque jour lui amène de nouveaux renforts.

Mais quelle conduite adoptera-t-il?

Prendra-t-il résolument l'offensive ?

Telles sont les questions que tout le monde se pose avec anxiété et auxquelles ne répondent pas les rapports confus du général.

Crispi profite de ces préoccupations pour faire un coup de sa tête, un de ces coups d'homme malhonnête dont il a la spécialité. On apprend un beau matin qu'il a fait enlever à Neufchâtel les trois jeunes princes abyssins: Lidgé-Gongsa-Dargé, Lidgé Kettan et Atto Afwork que l'ingénieur Ilg, au service du négus, avait amenés en Europe pour y continuer leurs études.

Dans la pensée du président du Conseil, ils serviront d'otages de guerre pour la sécurité des officiers italiens, prisonniers en Abyssinie.

C'est, convenons-en, une singulière intrigue que les gens honnêtes ne sauraient approuver.

Il est vrai que Crispi, pour donner le change, a hypocritement fait publier par ses organes que ces princes de 16 et 19 ans s'étaient si profondément épris d'amour pour l'Italie, qu'ils s'étaient d'eux-mêmes et librement placés sous sa protection! Ces insinuations qui étonneraient, venant d'un autre homme, n'ont pas l'avantage de convaincre l'opinion ni la presse ; mais, par contre, l'acte indélicat de Crispi crée aussitôt des difficultés entre la Suisse et l'Italie.

Ce fait est important à noter, car joint aux autres, il aide à établir que le dictateur crispinien, par son étrange politique qui est toute faite d'erreurs et d'inconvenances, est le véritable auteur de l'isolement de l'Italie ; mais revenons en Afrique.

Le 7 janvier, le général Baratieri télégraphie d'Adigrat les nouvelles suivantes que lui a fait parvenir le commandant de Makallé, relatives à un assaut des Choans contre cette position :

Depuis 7 heures du matin, on voit d'épaisses colonnes venant de Scelicot ; elles s'étendent dans la plaine, au sud du fort, et sont éparses dans toute la vallée.

10 heures 15. — De nos petits postes, dans les secteurs sud et sud-ouest, partent quelques coups de fusils.

10 heures 30. — L'attaque s'accentue vers le

sud-ouest et le sud-est ; nos avant-postes se sont retirés, en faisant d'abord sauter les ouvrages mobiles.

3 heures soir. — L'attaque, qui avait été momentanément suspendue à midi, a été reprise ce soir. L'ennemi a tiré plusieurs coups de canon à tir rapide qui ont dépassé le fort.

4 heures. — L'attaque se développe sur divers points, excepté vers le nord. Le combat s'anime. Le camp entier de Ménélick se déploie.

6 heures. — L'attaque diminue progressivement d'intensité et cesse complètement à la tombée de la nuit. L'ennemi s'est retiré dans son camp.

Dire qu'après tant d'avertissements le gouvernement s'est encore laissé surprendre et que, pendant l'assaut de Makallé, Crispi faisait décider de prendre l'offensive et d'envahir le Choa !

Les 8 et 9 janvier, les assauts recommencent plus terribles que jamais et la situation des défenseurs de Makallé est désespérée ; ils manquent même d'eau ! Ils peuvent encore tenir jusqu'au 27 ou 28 ; mais si le général Baratieri, d'ici là, ne parvient pas à les dégager ils sont perdus : telle est la conviction universelle.

Or, le négus n'attendra pas cette date et Makallé capitulera.

A propos de cette capitulation, croiriez-vous

que l'honorable Crispi, auquel on abandonna si mal à propos le soin de tout diriger, de dicter les volontés du gouvernement au général Baratieri et de mener ainsi de mal en pis une expédition qu'on n'aurait jamais dû entreprendre, profita de l'occasion de ce nouvel insuccès pour tromper une fois de plus la crédulité publique et faire tourner à des réjouissances un événement tout au moins lamentable? Rien de plus vrai pourtant.

De concert avec l'agence Stéfani qui paraît très experte en la matière, il substitua aux mots de *reddition* ou de *capitulation* qui se trouvaient dans le rapport du général Baratieri le mot *délivrance.* De telle façon qu'en nombre de villes, les citoyens, transportés de joie à l'idée que Makallé était délivré et que le colonel Galliano était victorieux, se livrèrent à des témoignages non équivoques de satisfaction patriotique !

Le faussaire du palais Braschi savait que la capitulation ne manquerait pas de provoquer une explosion de colère dans le public et il tenait à la retarder le plus possible, dans la pensée probablement qu'un avantage quelconque survenant ferait oublier la défaite. Malheureusement pour lui son plan n'a pas réussi ; car, lorsque la vérité a apparu toute nue, une violente réaction s'est produite chez tous ceux dont le sentiment national ne s'était enorgueilli que pour être mieux décu.

Au milieu des tristesses de la capitulation de Makallé, une chose a surtout humilié le peuple : c'est de savoir que ce barbare (1) qui s'appelle

(1) Une correspondance de Berne montre que Ménélick est loin d'être ce barbare que l'on est porté à croire. J'en extrais pour l'édification de mes lecteurs les passages suivants quelque peu en désaccord avec les instincts de cruauté qu'on lui prête :

« Il a demandé (Ménélick) à faire partie de l'Union postale universelle. Il a fait ouvrir des routes, tracer des lignes de communication, fixer des points et stations d'échange pour les correspondances. Ménélick a fait imprimer des timbres-poste et frapper des monnaies, autant de mesures qui témoignent de son ardent désir de multiplier ses rapports avec l'Europe.

« Il a créé dans ses Etats des imprimeries et un journal officiel. Il a appelé des ingénieurs, des techniciens, des artisans et des ouvriers européens, qui n'ont qu'à se louer de sa générosité et de sa loyauté, alors même qu'il a été parfois trompé par les gens qu'il avait accueillis chez lui.

« C'est ainsi qu'un horloger du Jura, installé à Entoto, fut tout particulièrement protégé par le négus, qui lui fit construire une maisonnette et un atelier et fit acheter en Europe les outils dont il pouvait avoir besoin. Un beau jour, le drôle disparut, mais avec un grand nombre de beaux chronomètres que le négus et les seigneurs de la cour lui avaient confiés pour être réparés.

« Les seigneurs volés venaient parfois demander, malicieusement, l'heure à l'ingénieur Ilg qui avait recommandé l'horloger.

« Jusqu'ici l'Europe s'est montrée hésitante à l'égard du négus ; ses Etats sont peu connus, lui-même ne l'est pas depuis longtemps ; on ne s'est pas empressé de l'accueillir dans l'Union postale universelle.

« Et maintenant le souverain abyssin demande tout simplement à faire partie de l'Association internationale

Ménélick s'est montré dans cette capitulation plein d'une générosité insultante (1) et a laissé sortir librement de Makallé la garnison italienne qu'il aurait pu écraser aussi facilement que celle de Ambalagi, que ce barbare, que l'on disait incapable de nourrir ses soldats, faisait charitablement remettre des tentes aux officiers italiens !

A la suite de ces faits, l'impression générale est très mauvaise et di Rudini s'apprête à tenter, auprès du roi Humbert, une démarche pour lui démontrer les périls de la continuation de la guerre.

Crispi, dans sa folie des grandeurs, persiste malgré tout à répéter : « Je ne mourrai pas avant d'avoir donné à l'Italie le royaume d'Ethiopie. »

Constatons, en passant, qu'on est d'accord en général pour faire retomber toute la responsabilité des désastres sur lui et sur le roi dont la popularité est considérablement ébranlée.

Après les événements de Makallé, l'Erythrée se

de la Croix-Rouge. La demande vient de parvenir au comité central à Genève et le Conseil fédéral va être appelé incessamment à l'examiner. »

(1) Ce sont les journaux d'un peu partout qui attribuent cette générosité à Ménélick.

On verra un peu plus loin que cette prétendue générosité, sur laquelle je ne me suis jamais mépris, a été une générosité largement rétribuée par Crispi et qu'elle a coûté la bagatelle de 4.000.000 de francs !

trouve menacée ; en conséquence Humbert signe un décret portant que cette colonie est en état de guerre ainsi que les territoires qui en dépendent.

Ainsi les complications ne manquent pas et il est facile de prévoir qu'on n'est pas encore à bout de peines : cela n'empêchera pas les crispiniens de réclamer la continuation d'une guerre impossible et de ne pas accepter les invitations à la paix que Ménélick adresse. Ce dernier, d'après le *Messaggero*, a écrit la lettre suivante au général Baratieri :

« Envoie-moi un plénipotentiaire possédant ma confiance et je pourrai avec lui traiter la paix, si cela me convient ; j'ai laissé libre la garnison de Makallé tandis qu'il m'était facile de l'anéantir comme celle de Amba-Alagi. »

Cette lettre si impérative qu'elle soit devait faire réfléchir ; mais le Parlement était fermé et la seule force qui resta, toute puissante, c'était le roi et Crispi, et ni l'un ni l'autre ne voulaient la paix : l'Italie continuera donc la guerre.

Toutefois, comme le Président du Conseil trouve fort désagréable les critiques que sa politique africaine soulève, il fait donner, par le ministre de la guerre, au gouverneur de l'Erythrée l'ordre de rappeler à tous les civils et militaires les dispositions de l'article 254 du Code

pénal militaire qui défend de critiquer les opérations de guerre même non réussies. En outre, le général Baratieri aura le droit d'ouvrir les lettres expédiées de l'Erythrée.

Nous savions que Crispi n'aimait pas la critique ; passons donc sur cette mesure.

La colonne Galliano est arrivée en bon port à Adagamus. Cette maigre nouvelle suffit pour consoler un moment le peuple italien. A Rome, dans les cafés, les cercles et les restaurants, des manifestations se produisent en l'honneur du roi: C'est autant de pris à l'ennui !

Mais l'extrême-gauche se révolte, et dans une réunion à Montecitorio, elle vote un ordre du jour ainsi conçu: « Attendu que, par suite des violations flagrantes et continues du statut, l'Italie est entraînée dans une guerre désastreuse poursuivie au mépris du Parlement (1) et pour servir des

(1) Le mot est infiniment juste, la note suivante, très instructive par plus d'un côté, donnera une idée du sans-gêne avec lequel Crispi traite les députés.

A l'époque où la Calabre fut désolée par les tremblements de terre, une délégation de maires de la région accompagnés des députés Camagna, Chindamo et Colarusso se rendirent au Palais Braschi pour solliciter de Crispi quelques soulagements pour les Calabrais les plus éprouvés. On sait que des souscriptions avaient été ouvertes à cet effet, et avaient produit des sommes importantes. Ces sommes avaient été confiées au président du conseil qui, suivant son habitude, les avait purement et simplement gardées. A la vue des députés, ses ad-

intérêts inavouables, les députés signataires dénoncent la dissipation du trésor national, en présence de la triste situation économique du pays, et demandent la convocation immédiate de la Chambre. » Trente-huit députés étaient présents; six autres députés avaient envoyé leur adhésion.

En vérité, en votant cet ordre du jour, les membres de l'extrême-gauche font un acte de sagesse, car l'expédition terminée, les contribuables auront encore à payer au moins un demi-milliard. Et pourquoi? Pour ne rien recueillir, moins que rien.

versaires politiques, Crispi tint aux maires le langage suivant : « Vous auriez mieux fait de venir seuls et de laisser chez eux ces députés qui ont osé lancer contre moi des calomnies et d'odieuses insinuations. Qu'ils sachent, ces députés, que je fais fi de leurs appréciations et que je sais pardonner (*sic*) ! »

Le député Camagna répliqua : « Vous avez un système politique spécial, c'est le système russe : après avoir fermé la Chambre, vous voulez maintenant supprimer les députés ! »

Rouge de colère, Crispi frappe du pied et s'écrie : « Mais qui êtes-vous pour oser me parler ainsi ? Je ne vous connais pas, sortez d'ici ! »

En voilà assez, n'est-ce pas ? pour montrer de quelle façon Crispi entend le respect dû à la représentation nationale, combien, malgré ses dires, il s'entend peu à pardonner et combien enfin, en présence des gens qui pourraient songer à lui demander des comptes sur l'emploi des deniers publics, il est ingénieux pour échapper à leurs questions : c'est la mesure de l'homme !

Leurs voix restent néanmoins sans écho et, dans les sphères officielles, on sait déjà que le général Baratieri est sur le point de commencer les hostilités, on prévoit même qu'une grande bataille est imminente. Ces prévisions sont loin d'être rassurantes, car le négus (1) dispose de 70,000 hommes armés de fusils et de 20 canons à tir rapide, c'est-à-dire que les Italiens ont devant eux une armée possédant des effectifs triples, qu'ils devront, par conséquent, combattre dans la proportion d'un contre trois.

Crispi, parlant à un député des choses d'Afrique dit d'un air mystérieux : « Sous deux jours ils se passera quelque chose. » Ses fidèles font chorus et prétendent désormais terminée la comédie des tentatives pacifiques : « la parole est donc au canon ! »

Ils oublient les uns et les autres que les ressources dont dispose l'Italie sont plus qu'insuffisantes. Son armée est désorganisée, ses magasins militaires à peu près dégarnis, l'état-major et l'intendance laissent plus qu'à désirer. Pour

(1) Ménélick était assez sûr de lui-même pour dire au comte Antonelli, envoyé du roi Humbert : « Tu pourras « apprendre à ton roi que, maintenant, il n'y a plus un « seul de mes sujets qui ne soit prêt à la lutte. » Et, avec un geste de menace, le bras tendu contre l'ennemi, qu'il croyait voir déjà devant lui : « *Nà !* » s'écria-t-il, ce qui signifie : « Viens ! »

mobiliser, par exemple, une vingtaine de mille hommes, il n'a pas fallu moins de quarante jours : où en serait-elle s'il s'agissait tout-à-coup d'une mobilisation générale? Et sa situation financière, connue de tout le monde, est très obérée : sans parler du budget qui se solde par 100 millions de déficit, sa dette flottante s'élève à près d'un milliard et demi! La parole ne sera donc pas si facile à donner au canon.

Mais Crispi a tellement l'habitude de tripoter avec l'argent des autres qu'il se soucie fort peu de cette situation financière, et quoiqu'il sache pertinemment que Saracco, le ministre des finances, se trouve à bout d'expédients plus ou moins légaux pour faire face aux dépenses de la guerre d'Afrique, il estime qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter pour si peu, et rumine dans sa vieille cervelle de nouvelles combinaisons qui pourront être, sinon ingénieuses, du moins fort malhonnêtes. Il imagine donc qu'on peut contracter un emprunt ou même créer de nouveaux impôts sur un simple décret royal et sans l'avis du Parlement (il a infiniment raison de redouter la convocation de la Chambre). Mais Saracco refuse formellement de s'associer aux audaces du Président du Conseil. C'est ainsi que, malgré lui, ce dernier est obligé, d'accord avec le roi, de convoquer le Parlement pour le 5 mars.

Jetons un coup d'œil rétrospectif et nous constaterons que la danse folle des millions en Afrique va bon train. La Chambre avait voté 25,000,000 ; ils sont déjà dépassés de 220 à 230 millions! Entre temps, le général Baratieri essaye de négocier avec Ménélick, il lui envoie le major Salsa. Fort bien reçu par les Choans, Salsa voit le négus qui pose, comme condition à la paix, l'abandon des nouveaux territoires occupés et une radicale modification du traité d'Uccialli. Salsa revient auprès du général et rend compte de sa mission. Ces conditions sont inacceptables, Ménélick en est aussitôt avisé, Et il se le tient pour dit.

Ah! combien heureux pour l'Italie si les mégalomanes qui la gouvernaient avaient su être moins exigents et se contenter de la paix telle qu'on la leur offrait!

Voici le sentiment d'Amilcare Cipriani à ce sujet :

« La paix avec Ménélick ne se fait pas, parce que, dit-on, les propositions du négus ne sont pas acceptables. Celui-ci demandait qu'il lui soit accordé 25 millions comme indemnité de guerre, que l'occupation italienne soit limitée à l'Erythrée. c'est-à-dire que l'on revienne au traité d'Uccialli, violé et déchiré par la monarchie italienne.

Pour celle-ci, qui veut la guerre, ces modestes propositions de paix sont inacceptables, sous

prétexte de *prestige militaire*, *d'honneur national* à venger, etc.

D'abord, ce fameux prestige militaire intéresse médiocrement les Italiens. Ensuite, le courage et la bravoure que les soldats ont déployés dans cette guerre sont tels qu'ils sauvegardent suffisamment l'armée.

Du reste, s'il y a des revers, c'est la faute du roi, de la reine, du cabinet Crispi et de Baratieri. Ce sont ceux-ci qu'il eût fallu sévèrement châtier.

Quant à l'honneur national, il y a longtemps que la maison de Savoie et ses défenseurs l'ont compromis. »

A la suite de la rupture des négociations pour la paix, la campagne continue.

Les combats de Sebetha et d'Alequa qui surviennent sont de légers succès pour les Italiens. Voici, du reste, sur ce dernier, quelques détails: Après le combat de Sebetha, le lieutenant Cimino avec 100 indigènes, et le lieutenant Negretti avec 60 Italiens, conduisaient un convoi sur Adigrat; le 16 février à 8 heures du matin ils étaient attaqués par un millier d'hommes appartenant aux bandes des ras Agos et Lebath qui avaient fait défection. L'ennemi était posté sur les hauteurs, il ouvrait le feu en essayant d'envelopper les Italiens qui se replièrent aussitôt sur Adigrat.

A 10 heures, le capitaine Mocagatta arrivait à leur secours à Alequa avec 150 Italiens. Croyant l'ennemi repoussé, il s'avançait sans prendre aucune précaution quand, tout à coup, il fut accueilli à 200 mètres environ par un feu meurtrier, et fut obligé de battre en retraite jusqu'à Malmergat, toujours sous le feu des insurgés.

Le lendemain, renforcés par la compagnie Ordonne et le bataillon Valli, les Italiens attaquèrent et reprirent la colline d'Aléqua, en forçant l'ennemi à se replier sur Saassie, à l'Est d'Adigrat. Dans cet engagement, les morts et les blessés italiens furent horriblement mutilés; on trouva même après le combat quatre bûchers sur lesquels brûlaient encore les cadavres de deux officiers et d'un soldat.

Ces deux succès, si légers qu'il fussent, devaient suffire à rallumer les ardeurs pour la guerre africaine, au moins chez les amis de Crispi. Les clairvoyants savaient trop bien le compte qu'il en fallait faire et combien invraisemblable et impossible était la victoire définitive qu'on attendait à Rome d'heure en heure.

Pas plus qu'à Rome, on ne sait à Massaouah à quelle mesure s'arrêter, ni choisir entre la défensive et l'offensive. Un télégramme de Crispi arrive au général Baratieri. Dans ce télégramme le Président du Conseil, qui veut absolument une

victoire, traite de *phtisie militaire* les lenteurs et l'indécision de Baratieri, et lui enjoint une marche en avant. Il ajoute que 10 bataillons d'infanterie d'Afrique s'embarquent actuellement à Naples, à destination de Massaouah, et que le gouvernement a décidé la formation immédiate d'une division qui aura pour mission spéciale d'assurer la ligne de retraite et le ravitaillement du corps principal d'occupation.

Ainsi, lorsque s'ouvrira, le 5 mars, la session du Parlement, le nombre des soldats italiens, en Afrique, sera au moins de 55,000 soldats en Enrythrée et très probablement de plus de 65,000 en Abyssinie ou en mer pour s'y rendre. Ce télégramme achève de jeter Baratieri dans un grand embarras; car, moins que personne, il ne doute de l'issue désastreuse de cette malheureuse campagne. Entre temps, un nouveau télégramme du gouvernement l'avise qu'il va être incessamment remplacé par le général Baldissera (1). Cette

(1) Voici ce que dit Amilcare Cipriani de ce Baldissera :

« Le général Baldissera, le même qui remplace aujourd'hui l'inepte général Baratieri, est très connu en Abyssinie par sa cruauté et par sa férocité. L'Europe ne doit pas encore avoir oublié les causes de son rappel et le procès que l'on fit à son *alter ego*, le lieutenant de gendarmerie Livraghi, accusé d'avoir assassiné des chefs de tribus arrêtés chez eux et que, par l'ordre dudit général, on supprimait pour déblayer le chemin à la conquête, c'est-à-dire à l'usurpation.

nouvelle le détermine sur-le-champ à tenter une fois encore la fortune et à préparer, d'un coup de tête, le désastre d'Adoua.

Mais, avant de passer outre, qu'il me soit permis de dire que la franc-maçonnerie joua encore un certain rôle dans la détermination de l'inepte Baratieri. Voici à ce sujet le sentiment du *Corriere Nazionale*, journal des mieux renseignés et d'une grande autorité :

Ceux qui, dans les désastres d'Afrique, font peser la plus grande responsabilité sur la franc-maçonnerie ont peut être plus raison qu'ils ne le pensent. Voici, par exemple, une nouvelle inédite et qui nous provient d'une source excellente et très autorisée. Elle démontre profondément combien grand était le rôle que la secte y a joué dans la journée du 1er mars, ce que nous allons raconter est **absolument authentique**. C'est un épisode des hypocrites dessous de l'oligarchie sectaire qui gouverne de mal en pis l'Italie.

L'Italie connaît surtout Baldissera pour avoir combattu contre elle à Solférino et à Custoza, au service de l'Autriche, où il s'est si bien distingué, qu'il fut, les deux fois, décoré avec avancement.

La monarchie, qui chassait de l'armée italienne les libérateurs de l'Italie, y incorporait des traîtres comme Baldissera et Devillata.

Les rois sont toujours et partout les mêmes. La chute de Crispi et de Baratieri a coûté dix mille victimes à l'Italie. Combien en coûtera celle de Rudini et de Baldissera?

L'honorable (!) Crispi ne s'était pas contenté d'inviter le général Baratieri à livrer bataille et et à lui télégraphier la nouvelle d'une victoire avant la rentrée de la Chambre ; Crispi avait fait mieux. Il avait eu une idée qui, de prime abord, peut sembler bizarre, mais qui n'étonnera pas ceux qui connaissent l'audace et l'ambition effrénées du vieux politicien.

On sait qu'à l'époque dont nous parlons la succession d'Adriano Lemmi à la grande maîtrise du Grand Orient d'Italie était ouverte, les candidatures nombreuses et la lutte fort vive. Les uns proposaient la candidature de Bovio, d'autres inclinaient pour celle de Nathan. Mais Crispi avait promis à Baratieri, qui est un **dignitaire maçonnique**, de lui faire obtenir la préférence entre tous les autres, à la condition qu'il remportât une victoire sur le Négus.

L'ex-président du Conseil se donnait volontiers l'illusion que ce plan ne serait pas difficile à exécuter, soit à cause de son influence personnelle dans la secte, soit à cause de l'auréole de gloire dont la presse ministérielle n'aurait pas manqué de ceindre le front de Baratieri : chose qui aurait mis d'acccord les deux courants contraires sur le nouveau « Scipion l'Africain ».

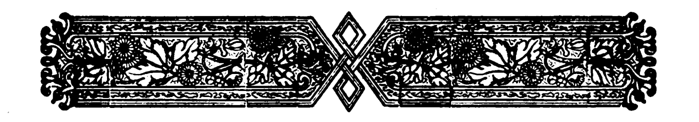
C'était un projet qui avait bien des chances d'aboutir si la journée du 1er mars avait eu tout

autre résultat. Alors, évidemment, la renommée aurait embouché la trompette épique et, pour Baratieri, on aurait renouvelé l'incroyable réclame que l'on fit jadis, durant plusieurs années, autour du nom de Joseph Garibaldi. Ainsi la maçonnerie aurait eu son nouvel « héros des deux mondes ».

Crispi, en retour, comptait sur la docilité et la reconnaissance de Baratieri pour imposer sa volonté et devenir ainsi, personnellement, le véritable chef effectif et le Souverain Pontife de la secte cosmopolite.

Tel était le plan, et il est plus que probable que le mirage de la perspective que Crispi lui avait fait entrevoir a contribué à lancer Baratieri dans la folle entreprise qui a jeté le deuil dans le cœur de milliers de familles italiennes et préparé le plus lamentable des désastres.

Terminons ici ce chapitre; car ce désastre mérite une étude spéciale, tant par les circonstances qui l'accompagnent que par les conséquences terribles qu'il aura pour l'Italie.



CHAPITRE V

CI-GIT CRISPI !

En ouvrant ce cinquième chapitre, j'éprouve une profonde angoisse à la pensée que je vais faire saigner les plaies encore toutes fraîches de ma chère patrie, raviver ses douleurs et faire pleurer les mères italiennes, au souvenir de leurs enfants morts sur le sol africain, victimes innocentes de la mégalomanie de Crispi.

Pourtant l'étude que je me suis imposée m'oblige à suivre ce misérable, pas à pas, jusqu'à sa ruine.

Donc, mettons-nous à l'œuvre et, sans nous arrêter à analyser les divers incidents sans grande importance qui se sont succédés depuis les événements de Sébat et d'Aléqua, arrivons aussitôt à la défaite d'Adoua.

La lecture des trois dépêches suivantes, de

source italienne, datées de Massaouah et publiées par l'*Eclair*, suffira à donner une idée de ce grand désastre :

PREMIÈRE DÉPÊCHE

La brigade Da Bormida, qui fut en grande partie détruite, résista jusqu'au soir, empêchant les ennemis d'avancer. Le général Da Bormida, confondu avec les soldats, mourut criblé de coups. Notre exemple anima les Ascaris. Les troupes alpines commandées par le colonel Nava firent des prodiges de valeur. Leur lieutenant-colonel Melini tomba en criant : « En avant, mes alpins ! »

Les bandes de l'Amara qui sont composées d'individus féroces achevaient nos blessés en les transperçant, puis ils les dépouillaient et nos Ascaris blessés eurent les mains et les pieds amputés. (1)

Les batteries engagées furent détruites. Tous les officiers des batteries du général Arimondi périrent.

(1) Cette férocité ne doit pas surprendre chez Ménélick qui n'est, somme toute, que l'esclave de l'impératrice Taïtou, une ennemie acharnée des Européens. Voici du reste ce que dit de ces deux barbares Majestés, dans le *Tour du Monde*, M. Vanderheym qui a passé plusieurs mois chez Ménélick :

Ménélick a dû être dur et cruel, pour arriver à étendre son empire comme il l'a fait. Mais le temps est loin où, ayant aperçu la femme d'un de ses généraux et la trouvant à son goût, il la fit enlever, puis ordonna de

Lorsque nos soldats arrivèrent à Saganéiti, ils étaient dans un état lamentable par suite de la longue course qu'ils firent, poursuivis par les cavaliers Gallas jusqu'à Maimarat où ces derniers furent repoussés par la brigade Di Broccard.

Les Gallas assaillirent le train des équipages à Mainergas et se partagèrent les dépouilles.

On croit que le général Arimondi est mort ou prisonnier.

D'autres détails portent que la brigade indigène, commandée par le général Albertone, devait pénétrer dans le camp ennemi pour attirer au dehors les Abyssins ; mais après une double attaque elle dut se replier, débordée qu'elle était par des forces énormes.

Dans sa retraite, cette brigade entraîna après elle les Choans dans un étroit défilé, où nos autres troupes, devant soutenir la brigade Albertone, ne purent pas prendre position.

Alors les hauteurs furent occupées par les

mettre aux fers son mari, qui mourut peu après, assassiné. Il l'épousa et en fit l'impératrice actuelle Taïtou, répudiant sa première femme Bafana.

Celle-ci était connue pour sa cruauté. D'une famille de lépreux et sentant le mal héréditaire la gagner, elle faisait chercher dans le pays des enfants sains de corps pour les tuer et s'asperger de leur sang. Ou bien, elle leur faisait couper la main, qu'elle gardait près d'elle dans un panier, comme fétiche. Mais Bafana aimait les Européens, tandis que Taïtou ne peut les sentir.

Choans. Si les troupes blanches avaient pris ces positions auparavant, nous eussions été victorieux.

Le général Baldissera aurait reconnu que le plan de bataille était digne d'attention. Il croit qu'on aurait vaincu si on avait eu une meilleure direction et plus d'ordre dans la manœuvre.

On dit qu'une vingtaine d'officiers prisonniers, dont le colonel Galliano, ont été dirigés vers le Choa.

Dans la bataille du 1er mars les Choans étaient cent mille contre quinze mille.

A part les brigades Albertone et Da Bormida, qui se battirent vaillamment, les autres troupes non déployées furent surprises et succombèrent excepté les alpins du colonel Nava. Le colonel Galliano fut blessé d'un revers de sabre. Le prince Chigi est mort pendant qu'il couvrait le général Albertone.

2e DÉPÊCHE

L'héroïque résistance de la brigade Da Bormida et notamment du régiment Ragni est confirmée. La brigade fit trois charges à fond à la baïonnette.

Un officier, revenu du combat, raconte que dans ces dernières charges, la brigade rompit et dépassa la position des Choans qu'elle trouva

jonchée de cadavres. Aucun de nos soldats ne manqua au respect des morts. De sorte qu'après l'assaut, les nôtres croyaient à la victoire et les soldats, sur les positions conquises, plantaient leurs képis, leurs mouchoirs sur leurs baïonnettes sanglantes, poussant des hourrahs de triomphe.

Le général Da Bormida ne put tenter de profiter de cet avantage obtenu, parce que les troupes sous les ordres du quartier général battaient en retraite. L'artillerie aux ordres du général Da Bormida avait épuisé presque toutes ses munitions de 130 coups par pièce.

Les Choans étant revenus plus nombreux, l'artillerie fut enveloppée par l'ennemi pendant que les nôtres chargeaient les pièces sur les mulets. L'infanterie opposa une nouvelle résistance, mais l'appui du centre lui ayant manqué, elle fut enveloppée par des forces supérieures et subit des pertes énormes.

Jusqu'au dernier moment le général Da Bormida fut admirable de fermeté et de sang-froid.

Les restes de sa brigade ne se débandèrent que lorsqu'ils furent réduits à peu près à rien.

Peu sont sauvés ; la plus grande partie des officiers particulièrement visés par l'ennemi ont disparu.

Les Choans avançaient en rampant, isolés,

jusque sous les canons, puis se redressaient en tirant sur les officiers. L'artillerie du général Albertone tira plus de mille coups.

On signale l'héroïsme des batteries servies par les Siciliens, dont un seul officier resta sain et sauf. Il en fut de même des trois batteries indigènes dont un seul officier put se sauver, mais blessé.

Les chefs, notamment le ras Alula et le ras Mangacha, poussent le Négus à une guerre à fond. Les soldats et les chefs subalternes, au contraire, voudraient rentrer dans leurs foyers.

3e DÉPÊCHE

Une note communiquée aux journaux donne la liste de 189 officiers survivants de la bataille du 1er mars.

Cette liste contient en outre les noms de cinq officiers prisonniers, ce sont : le colonel Nava, le lieutenant-colonel Galliano, deux capitaines et un lieutenant.

Voici maintenant le texte officiel du rapport du général Baratieri, seul document authentique sur le désastre d'Adoua. Ce rapport est daté de Massaouah, le 3 mars, minuit :

« Samedi, le général Baratieri décida soudainement une action contre les positions avancées des Choans, vers Adoua. Il avança avec 3 colon-

nes communiquant entre elles, et une réserve générale. La colonne de droite, général Dabormida, comprenait 6 bataillons blancs, 4 batteries et un bataillon de milice mobile. La colonne du centre, général Arimondi, comprenait 5 bataillons blancs, un détachement d'indigènes et 2 batteries. La colonne de gauche, général Albertone, comprenait 4 bataillons indigènes et 4 batteries. Le général Ellena était en réserve, avec 4 bataillons blancs, 1 bataillon indigène et 2 batteries à tir rapide. Les deux colonnes latérales devaient parcourir les deux routes qui, de la position de Sauria, mènent à la conque d'Adoua. La colonne centrale servait de lien et s'avançait par une route située entre les deux, et où marchait aussi la réserve.

Le départ eut lieu à neuf heures du soir, à la faveur de la clarté de la lune. L'objectif était premièrement l'occupation, à droite, du col de Rebbi-Arienne ; à gauche, du col de Chidane-Meret. Ces cols, par lesquels passent deux routes quasi parallèles, sont séparés par une roche caractéristique, à pic, nommée le mont Rajo ; mais au delà, c'est-à-dire à l'ouest, les communications deviennent relativement faciles, et les colonnes peuvent s'apercevoir réciproquement.

Les opérations se déroulèrent selon le plan arrêté. A l'aurore, les cols, trouvés évacués, fu-

rent occupés presque simultanément, et le général Baratieri, qui ne s'était avancé qu'au col de Rebbi-Arienne, en recevait avis.

A sept heures, on entendit vers la gauche, au-delà du col de Chidane-Meret, une fusillade plutôt vive, dans la direction d'Adoua. Alors, on fit avancer un peu la colonne Dabormida, qui vint prendre position vers Mariani-Scivaitu, pour être mieux en condition d'appuyer la brigade Albertone et coopérer avec elle. En même temps, la brigade Arimondi était appelée sur le col de Robbi-Arienne.

Un peu après, à sept heures trente, on entendit le canon tirant dans la direction d'Abagarina, à une distance d'environ 5 kilomètres du lieu du commandement. La colonne de gauche était engagée, mais beaucoup plus en avant qu'il ne lui avait été prescrit.

En effet, un billet du général Albertone informait aussitôt le général Baratieri de la situation en lui disant que le bataillon Turitto, envoyé du col Adoua, s'était fortement engagé, et que lui, Albertone, déployait toutes ses forces pour le dégager. Alors, le général Baratieri ordonna à la brigade Arimondi d'occuper d'abord avec ses bersagliers, puis avec le reste de ses troupes, une hauteur en saillie du col de Chida-Lemeret, pour soutenir le général Albertone. En même

temps, il faisait avancer sur la position deux batteries à tir rapide.

Cependant le combat continuait avec une grande intensité sur la crète, vers Adoua. L'ordre fut envoyé au général Dabormida d'appuyer vers la gauche et de soutenir plus directement le général Albertone. On ignore si cet ordre est arrivé à destination. Des grosses masses ennemies, à droite à gauche, débouchaient sur la crète et obligeaient la brigade Albertone à se replier d'abord en bon ordre.

Il y a eu un moment d'arrêt et même de la part de nos indigènes, un indice à avancer qu'on attribue à la colonne Dabormida, dont les mouvements étaient cachés par le mont. En attendant, les batteries à tir rapide purent ouvrir le feu sur l'ennemi, dont les grosses phalanges descendaient d'une crète.

Le général Albertone se retira sous la position occupée par le général Arimondi. Cette position se trouvait sur une pente difficile, descendant rapidement sur un col. Pour renforcer cette position, le bataillon Galliano, déjà placé en réserve, accourut.

A ce moment, de gros et nombreux groupes ennemis, profitant des sinuosités du terrain, se réunissaient et cherchaient à nous envelopper, tandis qu'un de leurs groupes, qui était établi sur

le mont, obligeait deux bataillons de bersaglieri à se replier en bon ordre. Les bataillons du régiment de Brusati abandonnèrent également leurs positions, de sorte qu'à son tour le bataillon alpin de réserve ne fut plus en état d'opposer de la résistance, dans la retraite des autres.

Alors, les ennemis, avec beaucoup d'audace, montaient sur la position et pénétraient dans nos rangs, tirant à bout portant sur nos officiers.

La mêlée fut acharnée, et la retaite ne put se faire avec calme. Plus tard, on put ordonner la retraite dans une certaine mesure ; mais, à cause des erreurs faciles dans les sentiers, la colonne se divisa.

Les uns, avec les colonels Brusati et Stefani, allaient vers Meaï-Halmi, les autres, avec le général Baratieri, le général Ellena et le colonel Valenzano, allèrent à Addicagie.

On n'a pas de nouvelles de la brigade Dabormida, ni des généraux Arimondi et Albertoni. Les bruits les plus contradictoires circulent. Il n'est pas possible de se rendre compte de la gravité du combat.

Le général Baratieri se rend cette nuit à Asmara.

Dix mille hommes tués, blessés ou prisonniers sur 17,000 que le général Baratieri avait mis en ligne ; 3 généraux et près de 200 officiers tués.

parmi lesquels le colonel Galliano, le héros malheureux de Makallé, l'artillerie entière, soit 72 canons, deux drapeaux et tout le campement aux mains des Choans: tel est, dans son horrible simplicité, le bilan de la déroute des Italiens à Adoua!

Elle n'était malheureusement pas faite pour surprendre, cette déroute! Des hommes sensés que leur patriotisme, leur désintéressement et leur expérience auraient dû faire écouter l'avaient depuis longtemps prédite. Les événements funestes qui s'étaient déroulés avec une rapidité vertigineuse auraient dû aussi rendre circonspects les gens du pouvoir et leur faire éviter l'effondrement final.

Après Amba-Alaghi, Antalo; après Antalo, Makallé, Allégua et Gundet: 5 batailles perdues en moins de 2 mois, 5 avertissements terribles avant l'anéantissement des espérances italiennes!

N'importe! le puits de l'abîme était ouvert et il était écrit que l'Italie boirait jusqu'à la lie le calice d'amertumes que Crispi et les siens lui avaient volontairement fait servir! Je ne veux pas incriminer ici le général Baratieri; je ne suis pas dupe des accusations lancés contre lui, car je sais que les responsabilités vont plus haut et que le général fut malgré lui l'instrument de la ruine à Adoua. A celui qui a armé Ménélick, à celui qui

lui a gracieusement remis les millions de l'Italie, à celui que la franc-maçonnerie et une idiote vanité ont poussé à cette campagne inutile et meurtrière: à ceux aussi qui ont, de gaîté de cœur, approuvé servilement ou aidé de leurs conseils cette extravagante équipée, à ceux-là, à ceux-là seuls, de porter tout le poids de l'indignation publique et des responsabilités encourues!

Après Amba-Alaghi et Makallé même, on pouvait s'arrêter, on se serait retirée au moins avec les honneurs de la guerre; mais Crispi et ses acolytes ne voulurent rien entendre. Aujourd'hui en retour, l'Italie est à deux doigts d'être expulsée de l'Afrique tout entière et son amour-propre sur le point d'être soumis à la plus humiliante des épreuves.

Ils n'ont pas même jeté un coup d'œil sur la carte de l'Ethiopie, les hommes du pouvoir; ils auraient vu que l'Ethiopie, suivant la parole de Deloncle, est une véritable Suisse africaine, très facile à défendre. Cette simple étude les aurait convaincus qu'il était impossible de l'enlever à la pointe de la baïonnette et de réduire Ménélick par la force (1).

(1) Amilcare Cipriani s'écriait:

« En Afrique, il ne fallait pas y aller, car nous sommes là-bas ce que les Autrichiens étaient chez nous avant 1859.

Les Anglais et les Egyptiens avaient tenté l'entreprise avant eux et ni les uns ni les autres ne sont parvenus à soumettre ce pays.

En résumé, ils ne voulurent rien voir ni entendre dans la peur d'être convaincus; ils préférèrent envoyer au massacre, à la boucherie, les enfants de l'Italie, sans même les avoir initiés à la tactique des Abyssins dont Makonnen, l'un des principaux lieutenants de Ménélick, avait pourtant, lors de son voyage à Rome, révélé le secret.

Les soldats italiens savaient passer des revues, parader avec précision; l'empereur d'Allemagne les avait félicités, quand sa botte de suzerain avait foulé la Ville éternelle ; Makonnen plus positif, plus consciencieux avait répondu : « Ces revues sont de simples fantasias. Pour nous, nous ne nous faisons pas voir longuement par

Les Abyssins n'ont nullement besoin de notre prétendue civilisation brutale et spoliatrice.

Il y a des *indigènes* à civiliser chez nous.

— Retirons-nous de là-bas, nous n'avons rien à y faire, rien à y gagner..., c'est le cri de la nation tout entière.

La bande crispinienne riposte : — La paix est une lâcheté ; il n'y a que des lâches qui peuvent y songer et la traiter.

D'autres répliquent : — la paix est une nécessité qui s'impose.

Vous êtes des lâches, continuent tous les sous-Crispi. Cachez-vous donc, trembleurs !

— C'est à vous de vous cacher, mégalomanes, qui joueriez l'Italie en une partie de piquet! »

l'ennemi avant d'attaquer; nous lui tombons dessus à l'improviste quand il s'y attend le moins, et, s'il ne nous convient pas de l'assaillir, nous faisons en sorte qu'il ne puisse pas nous compter. »

C'était là tout un enseignement, on se garda bien d'en tenir compte. Aussi Ménélick eut-il la victoire facile et une série foudroyante de succès.

A la bataille d'Adoua, l'impétuosité de son attaque fut telle que l'artillerie italienne n'eut pas même le temps d'ouvrir le feu, que la brigade Albertone fut écrasée avant que la brigade Arimondi eût eu le temps de se porter au secours !

Les Italiens furent rejetés à Asmara *a 70 kilomètres à peine de Massaouah*, c'était donc de 70 kilomètres qu'ils avaient tout d'un coup reculé !

Après cette terrifiante déroute, une angoisse facile à comprendre envahit les esprits dans la Péninsule.

Pour eux, il n'est plus question de songer à prendre à Ménélick ses Etats, mais de savoir si l'on pourra sauver la colonie italienne de l'Erythrée.

Voilà donc les lambeaux du traité d'Uccialli noyés dans le sang des dix mille Italiens que Crispi a fait tuer.

Le courage de l'armée n'a pourtant cessé d'être

remarquable et les Abyssins eux-mêmes n'ont que des éloges à en faire ; mais aucunes précautions n'avaient été prises (1). Il aurait fallu, par exemple, dans cette guerre toute de transports, des mules pour l'exécution des mouvements rapides, les italiens n'en trouvent pas une seule en Abyssinie ; ils sont alors obligés d'en faire venir d'ailleurs, même de France. Mais ces mules européennes, malgré leurs qualités, ont besoin de soins spéciaux qu'on ne peut leur donner et sont incapables de supporter la température torride du plateau abyssin.

C'est, entre mille autres, une des causes de la déroute,

Et puis, pour faire mieux tuer ses soldats, le

(1) La condamnation des hommes du pouvoir est dans ces quelques mots du général Ellena, revenu d'Afrique le 25 mars :

Jamais armée ne fut aussi mal organisée, aussi mal nourrie et aussi mal disciplinée que celle conduite si follement au combat d'Adoua.

Les trois colonnes étaient si loin l'une de l'autre que tout contact était impossible. Les cartes manquaient ; on ne connaissait pas le terrain, on n'avait rien prévu, et on n'avait pourvu à rien. Continuer la guerre, serait s'exposer à de grandes désillusions.

Ces quelques lignes sont la flétrissure de tous ces hommes qui, sous prétexte de dépenses militaires, ont spolié et affamé un peuple, uniquement pour s'enrichir.

(Amilcare Cipriani.)

gouvernement crispinien a vendu à l'ennemi des fusils Vetterli !

Du reste, Ménélick a trouvé, dans les forteresses tombées en son pouvoir d'Amba-Alaghi et de Makallé, abondance de fusils italiens, de cartouches et de munitions de tout genre. Il a eu, en outre, sur les champs de bataille, la sagesse de faire ramasser soigneusement les fusils et les cartouchières abandonnés. Et ce soin lui a procuré, à Antalo seulement, 500.000 cartouches, et à Abba-Garima, 10.000 fusils et 100.000 cartouches !

Enfin les Abyssins sont ménagers de leurs coups et ne les risquent qu'à une très courte portée pour n'en point perdre.

Pour compléter, les Alpins, qui sont habitués au froid, trouvent tout à coup à Massaouah une température supérieure à 40 degrés et une atmosphère empestée par les cadavres des bêtes de somme.

Voilà, en résumé, outre leur insuffisance numérique, outre le manque de vivres depuis huit jours, les causes matérielles de la perte des troupes italiennes dont la valeur a été indiscutable.

Pas étonnant après cela que ces troupes se soient trouvées démoralisées et que des bataillons entiers se soient laissés anéantir par les lances du négus, que nombre d'officiers désespérés aient

cherché la mort en se précipitant sur l'ennemi.

Si encore les Italiens étaient assurés de voir leurs sacrifices en hommes et en argent récompensés par un succès définitif ! Mais rien n'est plus douteux.

Leur grand ennemi dans ces pays lointains est moins le négus que le climat meurtrier et, comme nous l'avons dit, les difficultés presque insurmontables d'un terrain affreusement accidenté. Leur marche en avant est barrée par une véritable muraille, et cette muraille, vraisemblablement ils ne la franchiront pas.

Certes, l'Italie est un pays de ressource. Elle possède une armée considérable et vaillante. Tout cela est bien, en vérité, tout cela suffirait certainement si la gestion de Crispi n'eût mis à sec ses finances et anéanti du même coup sa possibilité de pousser utilement cette campagne ; car les expéditions coloniales sont coûteuses, chaque jour de leur durée est marqué par une dépense de un million et, si peu qu'elles se prolongent six mois, c'est 180 millions, au bas mot, qu'il faut leur consacrer. La malheureuse, où les prendra-t-elle ?

Crispi le patriote, Crispi le sauveur, voudra-t-il les lui prêter ? Il y a pourtant assez longtemps qu'il lui emprunte à fonds perdus ! Pour mon compte, je gagerais que le vieux renégat ne risquerait pas un centime pour la repêcher dans le

gouffre où il l'a lui-même jetée! Mais passons.

Les douloureux événements que je viens de décrire ont pour conséquence directe, à Rome, d'achever de discréditer le président du Conseil et les siens et de précipiter la chûte du ministère.

A quelque chose malheur est bon, dit le proverbe, et je suis d'avis que quelle que fût la situation de l'Italie au lendemain du désastre d'Adoua, elle pourra s'en consoler encore à la pensée que ce désastre lui aura rendu un fier service en lui ouvrant les yeux sur la perfidie du dictateur qui jouait à la Bismarck et en lui forçant la main pour le jeter à la mer.

Crispi sait aujourd'hui ce qu'a de terrible le réveil de ce peuple. Force lui a été de s'incliner devant ses colères et de donner sa démission. Mais reprenons les faits dans leur ordre et l'on verra mieux combien humiliante et irrévocable est la chute du despote.

Après la déroute d'Adoua, Crispi, convaincu, malgré lui, que sa politique outrancière a déjà trop duré, qu'il a amoncelé trop de ruines, fait trop d'entorses au régime parlementaire, trop répété, avec la complicité du roi, les dissolutions ou les prorogations de la Chambre, trop multiplié les actes de violence, les tripotages, les perfidies. Il sent l'abîme s'ouvrir sous ses pieds et

devant ses yeux terrifiés apparaît la foule hurlante qui crie : « Vengeance! »

De cette foule montent, en une clameur confuse, les mots mille fois répétés : « A bas Crispi! à bas le dictateur! à bas le partisan acharné de la Triplice! » tandis que les noms des pires ennemis du misérable sont acclamés.

Ce qu'il entend à Rome n'est que l'écho des fureurs des provinces : il comprend donc que s'en est fait de son pouvoir et, le 5 mars, il va annoncer à la Chambre que le Conseil des Ministres est démissionnaire.

Ce jour-là, disent les dépêches de Rome, une foule énorme et menaçante encombra, à partir d'une heure du soir, les abords de Montecitorio.

La troupe et les brigades de police qui gardaient les débouchés des rues avaient toutes les peines du monde à la contenir.

Au fur et à mesure qu'arrivaient les ministres dans leur voitures ils étaient longuement sifflés, hués et conspués.

Le président du Conseil qui avait, moins encore que les autres, sujet d'être rassuré, et qui ne brilla jamais du reste par son courage, se rendit à la Chambre par un chemin détourné.

M. Cavallotti parut alors et fut accueilli par les cris enthousiastes : « Vive Cavallotti! A bas Crispi! »

Au moment où la séance s'ouvrit, la foule faillit rompre le cordon des gardes.

En vérité, ce devait être une séance telle qu'on n'en avait pas vu de pareille à la Chambre. L'assemblée presque entière, frémissante, nerveuse, manifesta, pendant le peu de temps que dura, cette séance, son profond dégoût, son extraordinaire indignation contre Crispi.

Deux heures sonnèrent, M. Villa entra et prit place au fauteuil présidentiel au milieu du tumulte qui remplissait la salle. Les conversations particulières étaient tellement animées à ce moment qu'on ne s'aperçut même pas de l'arrivée des ministres à leurs bancs.

450 députés étaient présents.

La séance est ouverte.

Aussitôt un député de l'Extrême-Gauche escalade la tribune et présente la motion suivante qu'une trentaine de signatures accompagnent :

« Espérant que le peuple saura, avec calme et énergie, faire justice de tous les coupables dans l'entreprise africaine, contraire aux droits et aux intérêts du pays, la Chambre décide de demander le rappel des troupes d'Afrique et la mise en accusation du ministère. »

Cette motion laisse l'assemblée à peu près indifférente, toute son attention est portée sur Crispi qui se dispose à prendre la parole.

« J'ai l'honneur d'annoncer à la Chambre que le ministère a donné sa démission entre les mains de Sa Majesté. (La Chambre garde un silence glacial) et que le roi l'a acceptée, dit le président du Conseil. »

A ces derniers mots, le tumulte devient indescriptible ; des applaudissements prolongés éclatent sur plusieurs bancs, tandis que l'Extrême-Gauche pousse de violentes exclamations et que, des tribunes publiques, partent d'ironiques bravos.

Fait significatif : la princesse di Santa Fiora, qui se trouve dans la tribune réservée à la Cour, crie elle-même : « bravo ! bravo ! »

Crispi, qui est resté debout, dès que le silence s'est rétabli, veut continuer : « Le ministère... » mais le tumulte aussitôt reprend. « Nous en avons assez, taisez-vous ! Hors d'ici les malfaiteurs ! »

Le président agite fièvreusement sa clochette, tandis que Crispi se tourne, provoquant, du côté de l'Extrême-Gauche et ajoute : « Les ministres restent chargés du maintien de l'ordre public. »

De véritables hurlements accueillent ces paroles.

—C'est vous qui êtes le perturbateur de l'ordre !

— C'est vous qui avez violé la Constitution !

— Malfaiteur !

— Assassin de nos libertés !

— Agrandissons Regina Cœli (la prison principale de Rome), car nous en aurons besoin.

Crispi, pâle d'émotion, salue ironiquement de tous côtés sous la bordée des injures.

Ses collègues ont une large part dans ces invectives ; ils se retirent hués, sifflés.

Après leur départ, M. Villa propose à la Chambre de s'ajourner en attendant les résolutions que devra prendre la Couronne. Ses paroles soulèvent les rumeurs de l'Extrême-Gauche.

La foule a entendu du dehors les applaudissements frénétiques qui ont salué la déclaration de Crispi annonçant la décision du roi; elle manifeste aussitôt bruyamment.

Au Sénat, le président du Conseil fait une déclaration identique à celle qu'il vient de faire à la Chambre.

Là aussi il est l'objet d'une hostilité non dissimulée.

Dès que la séance de la Chambre est levée, des manifestations populaires ont lieu un peu partout.

La foule est infiniment violente ; précédée d'un certain nombre de députés de l'Extrême-Gauche, elle parcourt les rues en hurlant : « A bas Crispi ! A bas le gouvernement ! »

Place Colonna, malgré une pluie torrentielle, le nombre des manifestants s'est encore accru,

la troupe et la police veulent les disperser, mais n'y réussissent pas. Quelques arrestations sont alors opérées ; mais elles provoquent des rixes. Les commerçants ont fermé leurs boutiques.

Pendant ce temps, toutes les troupes sont consignées et des détachements gardent les ministères.

La foule se porte ensuite devant les bureaux de la *Capitale* et de la *Tribuna* et s'y livre à des démonstrations bruyantes. Sur divers points les étudiants brûlent les portraits de Crispi.

Dans la province, l'effervescence n'est pas moindre.

A Parme, la fureur est à son comble, les troupes interviennent pour disperser les manifestants et tirent en l'air. De nombreuses arrestations sont opérées.

A Mantoue et Naples des démonstrations ont lieu. Il est fort difficile de disperser la foule révoltée.

A Ravenne, une imposante manifestation se produit, l'intervention de la police amène des bagarres. Une personne est blessée par les agents.

A Vicenza, socialistes et républicains se coalisent et font une démonstration anti-africaniste. La foule surexcitée se porte devant l'Hôtel de Ville et la Préfecture, injurie les autorités et ré-

clame violemment le rappel des troupes de l'Erythrée.

A Pavie la population tout entière se soulève et, au milieu d'effroyables clameurs, s'oppose au départ des troupes de renfort que le gouvernement veut expédier en Afrique. On fait semblant de lui donner satisfaction, puis on embarque ces troupes secrètement. Sur tous les points de la ville, il éclate des émeutes; la foule arrache les rails et les fils télégraphiques. La police accourt et tire des coups de revolver, blessant plusieurs manifestants. La foule est momentanément dispersée, mais elle ne tarde pas à envahir la gare où elle arrête pendant quelques heures le train direct de Rome. De là, enfin, vers minuit, elle retourne en ville en hurlant : « A bas Crispi ! A bas l'Afrique ! » brise en passant toutes les fenêtres de la préfecture ainsi que la guérite du factionnaire. Il ne faut rien moins que l'intervention de la troupe pour la disperser.

Les magasins sont fermés dans toute la ville, avec cette mention : « *fermé pour cause de malheur national.* »

A la porte de l'Université, les étudiants ont pendu Crispi en effigie.

A Monza, résidence royale, des milliers de citoyens crient : « A bas Crispi! A bas le grand brigand! »

A Florence, l'insurrection est menaçante et des bagarres se produisent.

A Fenza et Cesene les manifestations contre Crispi et l'entreprise africaine se multiplient.

A Pise, les étudiants entendent dire que deux batteries partent en Afrique. Ils se portent en masse à la gare, y font un horrible vacarme au milieu duquel dominent les cris: « A bas Crispi! Redonnez-nous nos soldats! » Puis, s'apercevant qu'il n'y a pas de départ de troupe, ils se dispersent, non sans avoir bruyamment manifesté devant les bureaux de *la Tribuna* et de *la Mazione*.

A Turin, des milliers de personnes se rendent à la Municipalité pour faire une démonstration anti-africaniste.

En tête du cortège flotte un étendard avec une caricature de Crispi. Nombre d'hommes portent autour de leurs chapeaux l'inscription: « Nous voulons le retrait des troupes d'Afrique. »

Le Commissaire royal leur promet qu'il transmettra leurs vœux au Gouvernement.

Les manifestants se portent alors du côté de la Préfecture, huent en passant la *Gazette del Popolo* et sifflent sous les fenêtres du préfet.

La police et la troupe interviennent et les dispersent.

A Milan, l'agitation est extrême. Les étudiants

font de nombreuses démonstrations et vont siffler les journaux ministériels et acclamer l'*Italia*, le *Secolo*, et le *Popolo*.

Des bagarres éclatent sur divers points de la ville et, à la fin de la journée, on compte 14 blessés, parmi lesquels quatre agents de police.

Dans toutes les villes enfin et jusque dans les campagnes, il règne une hostilité très grande contre le ministère tombé et surtout contre Crispi.

Mais, tandis que le peuple laissait ainsi déborder son indignation, un fait plus grave, un commencement de mutinerie militaire se produisait. Pour un peu, l'armée pactisait avec la foule et l'aidait dans son œuvre de colère. A Milan et à Florence, il fallut tout le tact des officiers pour calmer l'effervescence des soldats.

Laissons parler à ce sujet Amilcare Cispriani le plus influent des révolutionnaires dans son interview avec l'*Eclair de Paris*:

« Crispi le gallophobe, le mégalomane, l'être fatal et maudit, est tombé, tombé sur un monceau de cadavres, écrasé par la malédiction des mères, sous l'exécration nationale, universelle.

Sa chute n'apaise rien, n'arrange rien, ne fait rien, ne donne pas une bouchée de pain aux Italiens affamés par lui, par lui éclaboussés, par toutes sortes d'infamies, d'humiliations.

La monarchie devait s'écrouler avec lui. Elle

ne l'est pas, mais elle a du plomb dans l'aile.

La défaite d'Adoua a écrasé Crispi et blessé à mort la dynastie de Savoie et le fameux prestige militaire.

A Naples et dans d'autres pays, on a crié : « A bas le roi! A bas les voleurs ! »

L'indignation est universelle, elle s'est répandue dans toutes les classes sociales, même dans l'armée, car hier, malgré toutes les précautions prises pour que le public n'en sache rien, dans la caserne de Saint-François, située sur la place Saint-Ambroise, tous les soldats du 39e régiment de ligne et un bataillon du 40e, s'étant réunis dans les cours de la caserne, firent une manifestation antimilitaire, en déclarant à leurs chefs que, si on leur avait ordonné de marcher contre le peuple, non seulement ils auraient refusé de marcher, mais qu'ils auraient pactisé avec lui.

Les officiers eurent bien de la peine à les calmer, mais l'esprit de révolte reste, et, demain, l'armée sera avec nous, c'est certain.

Le soir de la même journée, les artilleurs casernés à S. Simpliciano se rebellèrent à leur tour, en criant : *A bas Crispi! A bas la guerre d'Afrique! Vive la République!*

Ce n'est pas grand'chose, j'en conviens, mais cela prouve au moins que la monarchie est grièvement malade, et si, l'autre jour, à la rentrée

de la Chambre, au lieu de faire du fracas, un député socialiste ou républicain eût pris la parole et, après avoir énuméré brièvement toutes les fautes commises par la monarchie depuis 1859 jusqu'à ce jour, il eût conclu en proclamant la chute de la monarchie et la République, cela aurait été assurément le mot d'ordre donné à la nation entière déjà debout, et, avec Crispi, la monarchie était par terre.

Aucun, non seulement n'a osé faire cela, mais il ne s'est trouvé personne pour mener ces 30,000 hommes qui s'agitaient devant la Chambre, et décidés à tout, à l'assaut du Quirinal, où se nichait un roi effacé, compère et solidaire de Crispi, à qui il a laissé tout faire, en le protégeant de son autorité.

Mais, à mon avis, cela est remis pour mieux sauter. »

Ce n'est pas tout : les recrues et les soldats désertent en masse. Ils manifestent, les uns et les autres, la plus profonde horreur pour cette guerre, qui est qualifiée, dans toute l'Italie, de « guerre maudite ».

Ils passent en grand nombre la frontière, dans la peur d'être envoyés en Abyssinie, d'où fort peu reviennent. Dans la petite ville d'Aoste, le nombre des réfractaires est considérable. Les émissaires du gouvernement italien parcourent

la Tarentaise et la Maurienne pour engager les transalpins à se rendre à la convocation qui leur est adressée ; mais ils n'y réussissent pas.

Pendant ce temps, les trains de Modane arrivent bondés d'émigrants, que la peur fait s'expatrier. On rappelle, des postes avancés de la frontière, les troupes alpines, dont on appréhende la défection.

Un grand nombre de soldats italiens se sont réfugiés à Trente, pour n'être pas envoyés en Afrique. On parle de cent cinquante déserteurs retirés à Ala.

Enfin, dans toute l'Italie, les partis démocratiques, les associations populaires, tant de femmes que d'hommes, adressent des manifestes et des appels au peuple, dans lesquels la note dominante est la haine profonde qu'inspirent Crispi et son gouvernement. De nombreux meetings ont lieu aussi pour protester contre l'entreprise africaine.

Quittons un moment la terre d'Italie et, tandis que son peuple poursuit de sa juste vengeance le vieux renégat auquel il doit tous ses malheurs, voyons ce qu'on pensait, en France, à la suite des événements que nous venons de décrire.

Les extraits suivants des principaux journaux suffiront à nous renseigner :

De l'*Echo de Paris :* « Nous ne savons plus

rien de nos anciens griefs; nous ne voyons que le malheur et la juste colère d'un peuple ami ; nous lui souhaitons la force d'âme, le sang-froid, la maîtrise de soi-même, qui permettent seuls de surmonter des situations aussi difficiles. L'Italie a encore devant elle de glorieuses destinées, si elle revient à une politique plus conforme à ses intérêts et à son génie. »

L'*Intransigeant* se réjouit de la surexcitation qui règne dans toute l'Italie et dit : « Il est nécessaire que la masse anonyme, dont la révolte a fait choir l'omnipotent ministre, n'aille pas se coucher croyant avoir tout gagné par la disparition d'un misérable.

« Puissions-nous bientôt voir se lever, dans les pays latins, l'aurore de la République sociale ! »

De la *Lanterne :* « Humbert et Crispi sont la ruine et la honte de l'Italie. A l'Italie de se ressaisir et de prouver, en se gouvernant elle-même, qu'elle ne méritait pas le gouvernement qui l'a conduite aux abîmes. »

Du *Figaro :* « Nous croyons que la maison de Savoie peut encore surmonter ce péril ; mais l'heure des résolutions viriles a sonné : et ce n'est pas par des demi-mesures, ce n'est pas par des complaisances attendries que le roi Humbert peut apaiser l'agitation qui gronde à sa porte et

qui revêt déjà un caractère nettement révolutionnaire. »

De la *Paix:* « Le gouvernement du roi Humbert, s'il veut sauver la monarchie, s'il veut surtout conserver l'honneur du drapeau, doit venger l'échec d'Adoua. S'il ne le fait pas, s'il obéit aux injonctions des femmes et des lâches, c'en est fait de la monarchie, c'en est fait, peut-être, de l'unité italienne. »

De la *Justice :* « A bas Crispi! tel est le cri menaçant qui poursuit jusque dans le Quirinal le souverain désormais sans sommeil. »

De la *Petite République :* « Oui, les patriotes, les vrais, c'est-à-dire les républicains socialistes, pour qui la patrie est un moyen d'affranchissement partiel de la classe ouvrière, une étape susceptible d'aider, selon son organisation, à l'affranchissement général des exploités, ont le droit de saluer la chute de Crispi, parce que sa disparition de la scène politique laisse passer un nouveau rayon de soleil sur le monde du travail. »

Dans un autre endroit : « Les patriotes du monde entier applaudiront à la démission de Crispi. Le *sinistre gredin* qui, depuis de longues années, opprime les travailleurs italiens, le tortionnaire féroce qui commanda l'hécatombe sicilienne, n'ayant pas de pareille en ignominie que les massacres de la « Semaine sanglante », à Paris en 1871, est enfin jeté à bas ! »

De la *Libre Parole :* « Crispi aura peut-être quelques successeurs. Humbert n'en pourra dire autant. Le désastre d'Adoua n'a pas en lui-même des proportions telles qu'il puisse ébranler un royaume. Mais il évoque le souvenir de ces fruits de la mer Morte, si brillants d'aspect — que le simple contact du doigt fait tomber en poussière. »

Du même journal : « M. Crispi n'a pu tenir devant l'indignation publique. Le sang des morts d'Ambalagi et d'Adoua l'étouffe, et l'Italie peut s'écrier comme autrefois : *Vare, legiones redde!* Mais, à la place d'un Auguste, c'est tout au plus un Augustulus qui règne à Rome, et son trône n'est guère plus solide aujourd'hui que celui du dernier des Césars.

« Les barbares approchent ; la terre tremble. La légende prophétique affirmait que Crispi serait le dernier ministre de la monarchie de Savoie. La prophétie a tort pour le moment. La barque royale flotte, combien désemparée ! mais qui peut compter combien d'heures elle peut encore tenir à la surface de l'Océan soulevé ! »

Du *Radical :* « Les Italiens feront bien d'abandonner purement et simplement cette sinistre aventure. Ce conseil même prouve l'amitié que nous leur portons ; car, si nous leur voulions du mal, rien ne nous serait plus facile que de les encourager dans une entreprise qui ne peut que les

affaiblir, dévorer leurs meilleures troupes, et les rendre pour longtemps impuissants en Europe ».

Du *Gaulois :* « Le peuple italien, une fois déchaîné, est plus redoutable qu'un autre, précisément parce qu'il est d'habitude patient, raisonneur et indifférent. Au point où il en est, tout est possible, même ce qu'il y a de plus inattendu et de plus invraisemblable. Attendons les événements et espérons que tout finira bien. »

Le *Journal*, en parlant des événements d'Italie, dit : « M. Crispi n'en souffrira pas trop. Il lui manque, pour cela, le sens moral. C'est la seule Italie qui est à plaindre, car elle reste pour réparer les erreurs, payer les dettes, souffrir des humiliations, héritage que lui laisse M. Crispi ».

Le *Rappel* plaint le peuple italien et lui souhaite d'avoir assez d'énergie pour se débarrasser de cette dynastie de Savoie à laquelle il doit tous ses malheurs et pour fonder une république qui ne songera qu'à guérir les blessures si profondes dont il souffre.

Le *Siècle* dit qu'il n'est pas trop tôt que les Italiens aient remplacé Crispi par un homme d'Etat qui ne base pas sa politique intérieure et extérieure uniquement sur la haine contre la France.

L'*Autorité* conclut : « Sachons remercier Ménélick d'avoir servi la France, en tranchant les

liens qui unissaient la triple alliance avec cette même épée qui déchire le traité d'Ucciali, outrageant pour la fierté éthiopienne ».

De ces documents et de l'ensemble des faits, il résulte invinciblement que l'ex-président du Conseil s'est effondré sous le poids de ses propres fautes et que sa chute est irrévocable. Ce qu'il y a de saillant en cette chute c'est que Crispi a été abandonné de tous, même de ceux qui, étant ses créatures, lui devaient tout. Même cette majorité de la Chambre, qu'il avait pétrie de sa boue et soigneusement créée, légère de scrupules, s'est détournée de lui avec mépris, non point par conscience, mais par la peur que le peuple ne la balaye aussi !

Crispi a été mis hors du gouvernement par le pays, comme un employé infidèle, pris la main dans le sac, est jeté hors de la maison de son maître.

Ah! combien est juste cette exécution du renégat! Il disparait non au milieu des éclats de rire, mais des éclats de colère de la foule, des malédictions des mères dont il a enlevé les fils pour les envoyer à l'abattoir abyssin! Qu'il aille maintenant partager les tristesses de la solitude de *soun* ami Bismarck et étudier, avec l'ex-Jupiter allemand, les différences qu'il y a entre : être expulsé par son empereur ou être chassé par ses compatriotes !

Je ne veux pas m'attarder à suivre Humbert dans ses combinaisons ministérielles, ni fatiguer mes lecteurs par d'inutiles réflexions sur l'opportunité de tel ou tel amalgame pour la constitution d'un Conseil apte à remettre de l'ordre dans le désordre au milieu duquel râle l'Italie agonisante, mon devoir est de m'attacher exclusivement à la personne de mon triste *héros*.

Donc, quand à force de pourparlers et de négociations, le nouveau ministère est constitué, les hommes qui le composent (1) se trouvent aux prises avec une situation singulièrement embrouillée et il leur faudra énormément de sagesse et d'énergie pour restaurer, du même coup, l'honneur de l'armée, la prospérité du pays, et guérir l'âme italienne de la monomanie des grandeurs que Crispi lui a infusée. Et puis, le peuple italien, si facile à exciter, travaillé d'autre part jusqu'aux moëlles par la misère, ne cherchera-t-il

(1) Marquis di Rudini, présidence du Conseil et Intérieur ;
Duc de Sermoneta, affaires étrangères ;
Brin, marine ;
Ricotti, guerre ;
Alexandre Costa, justice ;
Gianturco, instruction publique ;
Guicciardini, agriculture ;
Perazzi, travaux publics ;
Branca, finances ;
Colombo, trésor ;
Carmine, postes et télégraphes.

pas un beau jour à renverser la monarchie qui présida au berceau de son unité nationale ?

C'est encore une perspective qui n'est pas faite pour les rassurer, mais qui laisse entrevoir que, pour ne pas consommer la ruine de la maison de Savoie, il leur faudra déployer un tact infini et s'inspirer dans tous leurs actes des principes de moralité et de justice (1).

(1) Amilcare Cipriani, résumant la situation, dit :

La nation en a assez, et si la monarchie n'a pas sauté après la défaite d'Adoua, elle en est sortie avec du plomb dans l'aile et bien malade.

Ce n'est pas Rudini qui la sauvera ; car, s'il est moins cynique, moins fripon que Crispi, il est tout aussi réactionnaire. La preuve est faite.

C'est tout un système qui s'écroule, qui s'effondre, qui meurt.

La situation reste la même qu'avant.

L'amnistie est un petit fait partiel qui ne change rien. Elle a un peu calmé les esprits, mais elle ne donne du pain à personne, et la faim la fera bien vite oublier, car la misère, non seulement reste la même, mais augmente tous les jours.

Le mécontentement est au comble ; l'esprit de révolte pénètre dans toutes les classes sociales, même dans l'armée ; les taxes sont exorbitantes, les entrées nulles, le commerce mourant ; le déficit fait boule de neige, la banqueroute est inévitable.

L'Afrique est là qui réclame tous les jours des hommes et des millions que le pays épuisé refuse.

Ce dilemme est posé : ou la guerre à fond, ou l'évacuation totale.

Les crispiniens, avec le roi et la reine en tête, veulent la première solution, la nation la seconde.

Di Rudini, qui s'était placé entre les deux, avec un

La gallophobie de leurs prédécesseurs, le militarisme à outrance et l'exagération des charges imposées par l'alliance avec l'Allemagne et l'Autriche ont été trois sources de maux pour le pays; leur tâche, fort difficile aussi, sera d'anéantir la première et de réduire à de sages limites les deux autres.

Enfin la guerre avec Ménélick n'est pas terminée, le gouvernement se trouve en présence d'une double alternative : obtenir de Ménélick un traité de paix honorable ou continuer la campagne dans d'autres conditions.

Telle est la lourde tâche que les nouveaux ministres ont assumée.

Toutefois, quelle que soit leur bonne volonté, ils ne répondront pas à toutes les espérances qu'on en a conçues et, au dire de gens biens renseignés, notamment de M. de Mony, leur politi-

programme de réformes, fera comme ses prédécesseurs qui ont toujours tout promis mais rien donné. Il a déjà abandonné ses promesses et, par les événements, se voit poussé dans le clan des partisans de la guerre.

A côté de cela, les partis socialistes et républicains se groupent, se préparent fortement et grandissent sans cesse. Si l'union momentanée, scellée entre eux persiste, comme je l'espère. la monarchie n'en aura pas pour longtemps.

La moindre défaite en Abyssinie peut provoquer en Italie une révolution qui anéantira à tout jamais la maison de Savoie.

que sera, sauf dans l'excès, la même que celle de Crispi. Il faut ajouter, toutefois, qu'ils ont, sur ce dernier, l'avantage d'être propres et honnêtes et qu'ils n'oublieront pas de nettoyer le personnel administratif que Crispi leur a laissé et qui était digne de lui : c'est bien quelque chose.

N'insistons pas ; car il convient de les plaindre au milieu des difficultés sans nombre qu'ils vont avoir à surmonter.

Di Rudini, le nouveau Président du Conseil, est l'ennemi de Crispi : c'est déjà une garantie que, s'il ne fait bien, il a au moins en l'esprit de faire mieux que ce dernier. Il suffit pour le moment.

La sympathie avec laquelle l'Italie a accueilli son élection prouve évidemment qu'elle a quelque confiance en lui.

Du reste, dans l'état désespéré où elle se trouvait, la malheureuse se fût jetée dans les bras du diable pour échapper aux serres de Crispi!

Le premier souci du Président du Conseil le porte aussitôt à étudier minutieusement la situation des Italiens en Abyssinie et les remèdes à y apporter.

Ce souci a pour résultat immédiat de mettre à découvert une nouvelle infamie de son prédécesseur. Voici les faits :

Il fallait, de rigueur, pour mener à bien l'étude dont il s'agit, avoir sous la main des documents authentiques qui permissent d'établir la vérité sur les négociations déjà entamées, sur les faits passés, sur les mesures à prendre et la conduite à adopter.

Or, en fait de documents, di Rudini ne trouva rien, absolument rien que le *Livre Vert* laissé par Crispi et Blanc à l'état d'épreuves d'imprimerie, un *Livre Vert* qui ne présentait aucun caractère d'authenticité ! Les documents avaient disparu : Crispi les avait volés !

« Di Rudini, dit le *Secolo* de Milan, di Rudini, qui peut-être diversement jugé par les partis, mais qui est un honnête homme, eut un saint mouvement d'indignation quand il constata ce vol, qui est non seulement un délit de droit commun, mais aussi un délit contre l'Etat, un de ces méfaits qui, il y a peu d'années, étaient punis par le fusillement ou la condamnation aux galères à perpétuité ; car un vol de documents d'Etat n'est pas un vol de portefeuille opéré au milieu de la foule, c'est un vol qui peut avoir des conséquences incalculables pour une nation de trente millions d'êtres.

Le même journal ajoute, indigné :

« Où sont-ils allés ces documents? En quel lieu les voleurs les ont-ils cachés? Sont-ils à la villa

Lina de Naples ? Sont-ils dans une autre ville ?

« Il est nécessaire de procéder contre la bande complice de Crispi, comme on procède contre les autres bandes de malfaiteurs communs, parce que Crispi et ses collègues au ministère sont bien plus coupables que les autres associations de malfaiteurs.

« Un gouvernement ami de la justice devrait faire arrêter Crispi et Blanc, les premiers, et leurs secrétaires ensuite, puis procéder aux perquisitions prescrites par la loi.

« On ne fait pas de quartier aux voleurs !

« Que l'on trouve les documents ! »

Crispi ne s'était pas contenté d'emporter ces documents, il avait encore, avant son départ, suivant sa pieuse méthode de 1891, dévalisé la caisse des fonds secrets.

Cosmo, dans l'*Intransigeant*, parlant de ce double vol, s'exprime en ces termes :

« Une vive émotion, qui se traduit par de violentes polémiques de journaux, règne, en ce moment, à Rome.

De nombreux documents, relatifs aux affaires d'Afrique en général et à la capitulation de Makallé en particulier, ont disparu des ministères avec les anciens ministres.

Tel est le fait que M. di Rudini a annoncé en plein Sénat, ajoutant que le général Baldissera,

interrogé telégraphiquement à ce sujet, lui avait répondu que toutes les pièces au sujet de la capitulation de Makallé avaient été « égarées » par le colonel Galliano.

Ce procéde est tout à fait conforme aux traditions crispiniennes. Déjà lorsque le ci-devant dictateur tomba du pouvoir, en 1891, de nombreux documents s'étaient également trouvés égarés, et pour forcer l'honnête Crispi, qui les détenait, à les restituer, il ne fallut rien moins que la menace de poursuites judiciaires.

En dépit des clameurs et des insultes proférées par les souteneurs de Crispi, le cabinet di Rudini semble destiné à ouvrir une enquête sérieuse sur ce vol pratiqué en vue de chantages politiques.

Ce détournement confirmerait la déclaration faite par le lieutenant Livraghi, réfugié à Genève, à savoir que la sortie de la garnison de Makallé a été payée au négus quatre millions en or!

Pour une capitulation, c'est cher! (1)

(1) Il y a quelques jours, toute la presse italienne parlant de la surprenante reddition de Makallé affirmait, non seulement que cette reddition avait été achetée, mais qu'un *grand personnage*, hautement placé, avait donné de sa propre bourse, deux millions, sur la somme qu'aurait coûtée cet ignoble achat.

Di Rudini, alarmé par la tournure que prenait cette

On ajoute, et l'information paraît de tous points fondée, que, peu avant la chute de Crispi, toute sorte de documents, lettres et dépêches remplissant une dizaine de caisses, auraient été enlevés nuitamment, tant du ministère de l'intérieur que de celui des affaires étrangères, et transportés on ne sait où, à la disposition de qui l'on sait trop bien.

Mais ce ne sont pas seulement les papiers que Crispi barbotte : c'est aussi la galette, la belle galette.

Nous avons déjà annoncé que M. di Rudini, en prenant possession de ministère de l'intérieur, avait trouvé absolument vide la caisse des fonds secrets ; ce qui, du reste, ne l'étonna nullement, le même fait s'étant passé en 1891. Il a pu constater, en outre, que les fonds recueillis au ministère pour les victimes du tremblement de terre

mauvaise affaire, crut de son devoir de la démentir. Mais, mis au pied du mur, il se tut, parce que désormais tout le monde sait que cet homme si généreux, si magnanisme, ce *grand personnage*, n'était autre que le roi lui-même.

Comment trouve-t-on ce roi d'une grande nation qui, pour éviter une crise ministérielle, se joue ainsi de la dignité nationale ? Et Crispi, secondé par un tel maître, avant de s'en aller, vola tous les documents concernant cette affaire.

Voilà l'honnêteté de ces gens !

(Amilcare Cipriani.)

de 1894, en Calabre, avaient été entièrement détournés de leur destination. Aucun des sinistrés n'a jamais reçu un sou.

Le vieux renégat est complet. »

Ne cherchez pas ce que sont devenus les fonds dont parle Cosmo. Les malheureux de mon brave pays de Calabre les trouveront dans la caisse de Crispi, en compagnie des 50,000 francs de Herz, le chercheur de « grands cordons » et des 60,000 francs du même, destinés à vaincre les répugnances de Rattazi !

Ne soyez pas non plus surpris à l'idée de ces vols. Un de plus ou un de moins, qu'importe à un Crispi ? Au degré de scélératesse où il se trouve, on ne compte plus!

Je m'arrête, lecteurs, car le temps presse et la répugnance que m'inspire mon « héros (!) » est si grande qu'elle m'étreint le cœur ; mais avant de poser ma plume, souffrez que je lui dédie le sonnet suivant que je traduis de l'italien :

A CRISPI

Là-bas, près de l'Etna, Dieu te mit sur la terre
Tu coulas ton enfance à l'ombre de l'autel :
Des livres saints, en vers traduisant le mystère,
Menant pièuse vie et chantant l'Eternel

Las, contre le Seigneur tu te levas ensuite,
Honnis le Vatican pour complaire à Lemmi.
Tu servis les Bourbons, mais les trahis bien vite,
Préférant, à l'honneur, l'argent d'un Mazzini,

Tu devins Lazzarone à la mine sinistre.
La Loge fut ton guide et te sacra ministre
Pour ruiner ton pays, pour le déshonorer.

Mais le jour est venu, le jour de la colère,
Le peuple s'est levé pour te jeter à terre,
Pour te fouler aux pieds, Crispi… pour t'exécrer!





ÉPILOGUE

Le vieux Sicilien est rendu, malgré lui, aux douceurs de la vie privée qu'il n'aurait jamais dû quitter : Que ce repos lui soit profitable !

Il a tout fait, sauf le bien : volé, menti, trahi, assassiné, répugné par essence aux gens honnêtes, glorifié la corruption et le vice, humilié et ruiné son pays ; c'est assez pour une carrière ! Il a été pieux lévite en sa jeunesse, franc-maçon farouche à l'âge mûr ; royaliste au début, plus tard, à la fois royaliste et révolutionnaire, puis révolutionnaire, enfin monarchiste : Qu'il soit voué au mépris.

Il a jonglé avec la fortune de l'Italie, pillé ses caisses, anéanti son crédit, vendu ses décorations, falsifié ses documents, volé ses papiers d'Etat. C'est assez pour illustrer un bandit : Que

les remords lui soient moins légers que les scrupules !

Il a fait tuer ses frères de Sicile, il a fait tuer les enfants de l'Italie : Que leur sang innocent retombe sur lui !

Il a commandé au roi, tyrannisé les hommes, accumulé les ruines, tari les espérances, cultivé les bassesses, semé l'erreur : Qu'il expie maintenant ses infamies !

Tels sont les vœux de l'Italie honnête contre le César déchu auquel elle est redevable de tous ses maux.

Jamais homme peut-être n'avait excité tant de haines ni de plus justes colères ; jamais homme non plus n'avait fait un moins digne usage du pouvoir ni moins abusé de la confiance publique.

Je n'ose croire pourtant que sa chute soit irrévocable ni que le tombeau du mépris national soit pour jamais fermé sur la dépouille de ce misérable ! J'appréhende plutôt qu'il ne reparaisse un jour pour parachever la ruine de l'Italie ! (1).

Italiens, mes frères, tremblez qu'il ne renaisse de ses cendres, l'infernal lazzarone ! Votre perte serait certaine.

(1) Il reste encore des fidèles au vieux rénégat. De concert avec eux il complote, bien résolu à ne pas laisser passer la moindre occasion, de susciter des difficultés au nouveau Cabinet.

Assez de concussions, assez de corruptions, assez de sang versé, assez d'entreprises lointaines, assez de divisions et d'isolement ! Travaillez dans la paix et la concorde à ramener l'ordre dans vos finances, à relever votre industrie, à vous approcher de la France qui ne fut jamais votre ennemie, à vous éloigner de la pieuvre Allemande qui veut vous étouffer et vous deviendrez forts au dedans et respectés au dehors.

Mais, écrivez sur votre porte : « De par Dieu et notre droit, ici les voleurs n'entrent pas ! »





TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
Portrait de Francesco Crispi	IV
Dédicace	VII
Décret de « l'Arcadia »	IX
Lettre de l'Auteur à l'Editeur	XI
A mes lecteurs	XII
Introduction	XIII
Chapitre I. — Un Caméléon	1
— II. — Grandeur et Décadence	63
— III. — Ignominie !	101
— IV. — Commencement de la fin.	151
— V. — Ci-git Crispi !	207
Sonnet à Crispi	249
Epilogue	251

ERRATA

Page 24, ligne 25, au lieu de *admodo*, lire : *admodum*.
— 111, ligne 19, au lieu de *12 octobre 1896*, lire : *12 octobre 1890*.

GRENOBLE
IMPRIMERIE VALLIER ÉDOUARD ET Cie
rue Docteur-Mazet

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

CHEZ H. FALQUE

Adriano Lemmi, *Chef suprême des Francs-Maçons.* — Gros vol. in-8, XVI-368 pages. Cet ouvrage contient plusieurs documents reproduits en fac-simile par la photogravure........ 3.50

Le Palladisme, *Culte de Satan-Lucifer dans les Triangles Maçonniques.* — Gros vol. in-12, X-348 pages. Cet ouvrage contient les portraits d'Adriano Lemmi, d'Albert Pike, de G. B. Pessina et d'autres gros bonnets de la secte, ainsi que celui de l'auteur en tenue de 33.·., et des documents reproduits en fac-simile par la photogravure........... 3.50

Ricordi di un trentatre, *Il Capo della Massoneria Universale.* — Ouvrage en langue italienne. Gros vol. in-8, XXII-388 pages. Cet ouvrage contient le portrait de l'auteur en phototypie et nombreux documents en photogravure..... 3.50

Le Culte de la Nature, *Suprêmes Horreurs de la Franc-Maçonnerie Universelle.* — Ouvrage tiré à un petit nombre d'exemplaires tous numérotés et signés par l'auteur. Ce livre très rare et très documenté est réservé *uniquement aux adultes* à cause de la gravité des révélations: il n'est pas mis dans le commerce. Edition spéciale de luxe 20 fr. Pour le recevoir *franco*, adresser aussi le montant par mandat-poste ou lettre recommandée à *M. Paul de Mortier*, 1, rue des Clercs, à *Grenoble* (Isère).

EN PRÉPARATION

L'Armée de Satan.



